Strasbourg III
Université Robert Schuman
Institut des hautes Études européennes
2007/2008

Sociaux-démocrates allemands et Socialistes français face aux Pacifisme entre 1979 et 1985

- une Querelle fratricide autour de la Paix -

Mémoire en vue de l'obtention du diplôme de master 2
en Histoire des Relations internationales

présenté par

Mlle Anna PHILIPPI

sous la direction de

Mme Birte WASSENBERG

REMERCIEMENTS

Ce mémoire de Master est l'aboutissement d'un premier travail de recherche. Dans cet effort inédit pour moi j'ai eu le bonheur de trouver sur ma route certaines personnes qui m'ont considérablement aidé dans mon parcours. Qu'elles en soient ici remerciées :

Je tiens à remercier ma directrice de mémoire, Mme Birte WASSENBERG, maître de conférences à l'Institut des hautes études européennes de l'Université Robert-Schuman, pour la pertinence de ses suggestions et son tutorat efficace et aimable.

Je voudrais également exprimer ma reconnaissance à M. Jean-Christophe ROMER, professeur des Universités à l'Institut des hautes études européennes de l'Université Robert-Schuman, pour son encadrement averti tout au long de ce master.

J'adresse mes remerciements les plus chaleureux à mes parents qui m'ont toujours soutenue et encouragée au cours de la réalisation de ce mémoire.

Enfin, je remercie l'*Institut franco-allemand de Ludwigsburg* (DFI) et le *Centre interdisciplinaire des Études et des Recherches sur l'Allemagne* (CIERA) de m'avoir accordé une bourse. Ce soutien précieux m'a permis de financier des séjours de recherches en France et en Allemagne.

SOMMAIRE

Avant propos.....5

Introduction.....6

Première partie
SPD et PS face à la montée du pacifisme - la naissance de deux conceptions inconciliables (1979 – 1982).....11

Chapitre I
Les partis socialistes français et allemand à l'aube des années 80 - deux positions spécifiques face à la nouvelle situation internationale.....11

1. La double décision de l'OTAN et la fin de la détente – vers une crise au SPD.....11

Les limites de l'Ostpolitik – la perte d'un modèle intégrateur 11
Helmut Schmidt – partisan de la double décision de l'OTAN.....14
La montée des contestations au sein du SPD.....17

2. Le ralliement du PS au principe de la dissuasion nucléaire sous François Mitterrand.....21

La France – puissance nucléaire.....21
Le ralliement du PS à la doctrine de la dissuasion nucléaire.....23
François Mitterrand devant la double décision de l'OTAN.....26

Chapitre II
SPD et PS ancrés dans deux sociétés à sensibilité différente pour les idées pacifistes.....30

1. La montée du pacifisme en RFA – le SPD à la recherche de son électorat perdu.....30

La renaissance du pacifisme en RFA.....30
Le pacifisme allemand – un mouvement puissant et ambigu.....34
Le pacifisme - un facteur de désunion pour le SPD.....37

2. Le PS et l'exception française dans une Europe saisie par la vague pacifiste.....39

L'immunité française contre la « maladie pacifiste ».....39
Le mouvement pacifiste français – un courant marginal 42
Le pacifisme – un mouvement qui fait voir « rouge » au PS.....44

Deuxième partie
Le Pacifisme – une pomme de discorde entre le SPD et le PS (1982-1985)....49

Chapitre III
L'inflexion pacifiste du SPD – vers une crise entre socialistes et sociaux-démocrates ….49

1. La volte-face du SPD : victoire progressive des pacifistes et perte de la responsabilité gouvernementale....49

Le SPD à la veille du congrès de Munich : un parti fractionné....49
Du congrès de Munich au passage à l'opposition – vers une inflexion pacifiste....54

2. Le règne de l'incompréhension – le PS face au pacifisme social-démocrate....58

La réaction du PS : inquiétude face à la dérive pacifiste du parti frère....58
Mitterrand au Bundestag : un « coup de poignard dans le dos » pour le SPD 63

Chapitre IV
Le pacifisme – un fossé infranchissable entre le SPD et le PS....67

1. Le SPD dans l'opposition – une polarisation renforcée des divergences avec le parti frère....68

Le SPD aux côtés du mouvement de la paix : vers le « non » au déploiement des Pershing....68
Le PS aux côtés du gouvernement Kohl – l'antagonisme affiché vis-à-vis du pacifisme social-démocrate....72

2. ***Vers un échange de positions - une passerelle pour vaincre la crise ?***....76

La création d'une commission bilatérale – un dialogue de sourds....76
La déclaration commune sur les questions de sécurité: un accord sur tout sauf l'essentiel....81

Conclusion 87
Bibiographie....91
Sources....91
Ouvrages....95
Glossaire....99

AVANT PROPOS

Ce mémoire est basé en grande majorité sur les sources rassemblées au *Centre d'archives socialistes* (CAS) de la *Fondation Jean Jaurès* de Paris, à l'*Archiv der sozialen Demokratie* de la *Friedrich-Ebert-Stiftung* de Bonn et à la *Frankreich-Bibliothek* de l'*Institut franco-allemand* de Ludwigsburg. Les années 1980 représentent une période quelque peu négligée par la recherche sur les relations entre partis socialistes français et allemand. La profusion des sources qui existent sur le sujet mérite d'être soulignée, ne serait ce que pour attirer l'attention de futurs historiens dont les questionnements sur cette période, ainsi que les méthodes pourraient différer.

Étant donné le cadre limité de ce travail, la coopération entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands dans les instances internationales comme l'Internationale socialiste ou au niveau du Parlement européen n'a pas pu être abordée.

INTRODUCTION

« "*Lieber rot als tot*[1] " crient les Allemands, "plutôt brave qu'esclave" [...] les Français »[2]. Dans les années 80, ces formules résument les différentes conceptions du pacifisme en France et en Allemagne[3]. Une conception divergente du pacifisme est également à la base d'un fossé qui se creuse entre socialistes et sociaux-démocrates de part et d'autre du Rhin à cette époque. À partir de la fin des années 70, les relations entre le Parti socialiste français (PS) et le Parti social-démocrate allemand[4] (SPD) commencent à se brouiller de plus en plus suite à des divergences fondamentales sur le pacifisme.

L'entreprise de définir ce terme connoté de manière différente en France et en Allemagne est difficile et revoie à la délicatesse du sujet. La plupart des dictionnaires français donnent un sens péjoratif à la doctrine du pacifisme en qualifiant le pacifiste de « personne défaitiste, ou qui prétend établir la paix universelle par des moyens illusoires »[5]. Le *Dictionnaire de l'Académie française* définit le pacifisme comme la « doctrine de ceux qui écartent tout recours à la guerre, même en cas de menace ou d'agression »[6]. Selon l'encyclopédie allemande *Brockhaus*, « le pacifisme refuse l'intervention du militaire pour la résolution des conflits ; il demande en tant que moyen contre l'occupation armée la défense sociale et d'autres formes de la désobéissance civile »[7].

La discorde entre sociaux-démocrates allemands et socialistes français est en lien étroit avec cette perception divergente du pacifisme de part et d'autre du Rhin. Malgré l'appartenance à la même famille politique, les positions des deux partis s'opposent à tel point que leurs relations se détériorent de manière considérable. La profonde désunion entre PS et SPD est d'autant plus remarquable que l'internationalisme constitue une partie intégrante de la doctrine socialiste et devrait ainsi prédisposer les partis socialistes à entretenir des relations particulièrement étroites[8]. Le marxisme classique prône le rassemblement des travailleurs au niveau international. Cet

---

1 « Mieux vaut rouge que mort »

2 BUCH, Hans Christoph, « Wieder den Todesschlaf der Philosophie » in BOURDET, Claude/ MECHTERSHEIMER, Alfred (dir.), *Europäisierung Europas: Zwischen französischem Nuklearnationalismus und deutschem Nuklearpazifismus*, Verlag und Versandbuchhandlung Europäische Perspektiven GmbH, Berlin 1984, p. 174

3 C'est notamment les quotidiens des deux pays qui en font usage, mais aussi le mouvement pacifiste allemand respectivement ses critiques en France.

4 *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* en allemand

5 Cf. FRITSCH-BOURNAZEL, Renata, « La France et la contestation antinucléaire en RFA » in *Allemagnes d'aujourd'hui. Revue française d'information sur les deux Allemagnes*, n° 89, juillet-septembre 1984, p. 57

6 Dictionnaire de l'Académie française, neuvième édition, Paris 1992

7 Brockhaus 9ème édition, Mannheim 1986

« internationalisme prolétarien » résumé dans le slogan « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous »[9] est devenu le leitmotiv du mouvement ouvrier. Même si le SPD et le PS se sont ralliés au principes démocratiques et à la légitimité de l'existence de l'État-Nation, l'idée d'une « fraternité socialiste », au-delà des frontières nationales, reste un idéal affiché[10]. Mais cette ambition se heurte à la réalité. Comme le constate l'historien Michel Dreyfus, « tout au long de son histoire, le mouvement socialiste s'est trouvé confronté au nationalisme auquel il n'a pas su faire face et qui a été au contraire à l'origine de débâcles historiques pour lui »[11]. Le conflit entre prétention internationaliste et réalité nationaliste traverse l'histoire des relations entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands. Il connaît l'exacerbation la plus tragique à l'aube de la Première Guerre mondiale lorsque socialistes et sociaux-démocrates abandonnent l'idéal d'une fraternité ouvrière et s'affrontent pour leur patrie. Pourtant, l'idéal d'une solidarité entre socialistes persiste et se concrétise dans la création de structures communes comme l'Internationale socialiste (IS)[12].

Face à l'intégration européenne dans la deuxième moitié du XXe siècle, l'idée d'une coopération transnationale entre les partis socialistes et sociaux-démocrates gagne du terrain. Les frontières nationales deviennent plus souples, la coopération entres les nations devient plus étroite que jamais. Suite à cette évolution, le conflit entre internationalisme et nationalisme des partis socialistes est susceptible de s'amoindrir. C'est notamment les relations entre le SPD et le PS qui occupent une place particulière dans ce contexte. Comme l'Allemagne et la France occupent un rôle de moteur dans la construction de l'Europe, c'est en grande partie de la relation entre le SPD et le PS qu'un rapprochement transnational des partis socialistes européens dépend. Mais c'est aussi justement entre ces deux partis que l'opposition est la plus forte. Non seulement, ils diffèrent par rapport à leurs structures, leurs adhérents et leurs électorats[13], mais ils se distinguent aussi dans leurs traditions et idées politiques.

Le SPD est le plus vieux parti d'Allemagne et le plus important en termes d'effectifs[14].

---

8 Cf. WREDE-BOUVIER, Beatrix, « Unter Brüdern ! Zur 'Fraternité' zwischen französischen Sozialisten und deutschen Sozialdemokraten » in Frankreich Jahrbuch 1993, Deutsch-Französisches Institut, Leske und Budrich Verlag, Opladen 1993, p. 239-253

9 Il s'agit là de la dernière ligne du *manifeste communiste. c*f. MARX, Karl / ENGELS, Friedrich, *Manifeste du parti communiste*, présenté et traduit par BOTTIGELLI, Emile, Flammarion, Paris 1999

10 Cf. MITTAG, Jürgen, *Sozialdemokratische Parteienkooperation im Spannungsverhältnis von Nationalstaat, europäischer Integration und Internationalismus*, Online-Akademie der Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), http://www.fes-online-akademie.de/modul.php?md=8&c=texte&id=44051 [consulté le 08/06/2008]

11 DREYFUS, Michel, « L'Europe des Socialistes », Éditions Complexe, Bruxelles 1991, p. 308

12 L'internationale socialiste est recréée après la Deuxième Guerre mondiale en 1951 à Francfort.

13 Pour une comparaison approfondie cf. WIELGOSS, Tanja, *PS und SPD im europäischen Integrationsprozess*, Dissertation, Baden Baden 2002, p. 27 sqq.

14 En 1981, elle compte 956 000 membres, tandis que l'Union chrétienne-démocrate dispose de 705 000 adhérents. Cf. Bundeszentrale für Politische Bildung, Graphique sur le développement des effectifs des partis en RFA, http://www.bpb.de/themen/NW8VAW,0,0,Mitgliederentwicklung.html [consulté le 02/04/2008]

Parti de travailleurs classique, il recrute, jusqu'à la fin des années 50 une large majorité de ses électeurs et de ses membres dans les milieux ouvriers[15]. C'est avec le programme de Bad Godesberg du 15 novembre 1959 que le SPD s'ouvre à des couches électorales plus larges. Les sociaux-démocrates abandonnent définitivement la doctrine marxiste et se rallient aux principes de l'économie sociale de marché. Ils poursuivent désormais une stratégie réformiste d'aménagement graduel du capitalisme. Cette réorientation idéologique leur permet de devenir un grand parti populaire et pose les jalons de sa future accession au pouvoir en 1966. Les socialistes français, à la différence des sociaux-démocrates allemands, refusent pendant plus longtemps de faire la synthèse entre démocratie et socialisme. Ils ne vont au delà des contradictions théoriques entre lutte révolutionnaire et lutte politique dans le cadre des institutions de la République. Jusqu'aux années 70, le socialisme français est marqué par un attachement à la doctrine originelle qui l'empêche de devenir parti de gouvernement. De plus, le parti est caractérisé par l'absence de structures social-démocrates : il ne dispose pas d'appui solide électoral et militant dans le monde ouvrier ni de base syndicale puissante. Cela ne favorise pas la formation d'un grand parti électoral. C'est le congrès d'Épinay qui annonce un renouveau socialiste et le début du renouvellement du rapport entre socialisme et pouvoir[16]. Le Parti socialiste se refonde autour de la personnalité de François Mitterrand et conquiert au fur et à mesure la place de premier parti de gauche en France.

En conséquence de ce développement très différent, le PS et le SPD se distinguent par leurs traditions, doctrines et modèles d'identification, ce qui ne facilite pas la compréhension réciproque[17]. C'est pourquoi, malgré une coopération accrue des États à l'échelle européenne, le contact entre les deux partis est marqué tout au long des années 70 par des controverses et antagonismes prononcés. Leur communication se heurte notamment à des divergences idéologiques insurmontables[18]. Ce n'est qu'à la fin de la décennie qu'un rapprochement prudent se développe à travers une collaboration dans des groupes de travail bilatéraux. Même s'il s'agit uniquement d'un échange de point de vue sans réel rapprochement, une relative normalisation des rapports entre le PS et le SPD a alors lieu dans les années 70. Les premières initiatives pour une collaboration en amont des élections européennes de 1979 laissent espérer une amélioration

15 MERTENS, Martin, *Die sozialdemokratische Partei Deutschlands*, Bundeszentrale für politische Bildung, http://www.bpb.de/themen/BG7OHI,0,Die_Sozialdemokratische_Partei_Deutschlands_%28SPD%29.html [consulté le 23/05/2008]

16 Pour une analyse approfondie de la relation entre socialisme et pouvoir Cf. BERGOUNIOUX, Alain / GRUNBERG, Gérard, *Le long remords du pouvoir*, Éditions Fayard, Paris 2005

17 Cf. WREDE-BOUVIER, Beatrix, *art. cit.*

18 Pour une riche analyse des relations SPD-PS des années 70 cf. FLANDRE, Christelle, *Socialisme ou Social-démocratie. Regards croisés français allemands, 1971-1981*, L'Harmattan, Paris 2006

des relations bipartites.

Cependant, les deux partis sont rapidement confrontés à une nouvelle donne sur le plan international qui porte, de nouveau, atteinte à leur relation. La « fraternité socialiste » est mise à l'épreuve suite à la « crise des euromissiles », une phase très conflictuelle de la Guerre froide.

Pendant dix ans, mais surtout entre 1979 et 1985, cette affaire domine les rapports entre les puissances européennes, les États-Unis et l'Union soviétique (URSS). Elle a pour origine l'installation par l'URSS de missiles SS 20 à l'ouest de l'Oural. Ces fusées de 5 500 km de portée, sans équivalent à l'Ouest, sont dirigées vers les principales villes d'Europe occidentale et échappent aux négociations de désarmement qui portent sur les armes nucléaires intercontinentales[19]. Les pays de l'Ouest regroupés dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) adoptent en réponse la « double décision de l'OTAN » selon laquelle des missiles à moyenne portée (Pershing II et missiles de croisière américains) doivent être déployés à partir de 1983 en Europe occidentale en cas de refus de l'URSS de retirer ses missiles à portée intermédiaire SS 20[20].

Non seulement la crise des euromissiles a un impact considérable sur les sociétés ouest-européennes, mais elle affecte aussi de manière cruciale les relations entre le PS et le SPD. Deux positions fondamentalement opposées sur le pacifisme et les questions de sécurité et de défense s'affrontent. Une « querelle fratricide » se déclenche et empêche toute coopération entre le SPD et le PS dans les années 80.

L'évolution de cette discorde pose un certain nombre de questions à l'historien, soucieux d'attacher à l'analyse des faits, à la restitution rigoureuse du passé, ses propres réflexions sur la nature profonde du désaccord : Quelles sont les causes fondamentales de la discorde qui sépare les partis frères au sujet de la paix ? Quelle est la place qu'occupent les intérêts nationaux, la situation politique intérieure et extérieure des deux pays ? Comment les différentes phases de cette querelle façonnent-elles la relation entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands ? Et enfin : Cette discorde, que révèle-t-elle sur les liens idéologiques entre le SPD et le PS ? L'affaire des euromissiles et les divergences sur le pacifisme qui en résultent, sont-elles les causes de la désunion entre le SPD et le PS? Ou agissent-elles simplement comme le révélateur d'un fossé préexistant entre sociaux-démocrates allemands et socialistes français ? La fameuse « fraternité socialiste », existe-t-elle malgré tout ?

Afin de répondre à ces questions, l'étude présentée propose d'expliquer les différentes étapes du conflit durant la période entre 1979 et 1985. Il faut rappeler, pour expliquer ce choix, le

19 FONTAINE, André, *La Guerre froide :* 1917-1991, Éditions du Seuil, Paris 2006, p. 460 sqq.
20 *Ibid*.

contexte et les évènements qui ont précipité la crise : en 1979, en effet, la double décision de l'OTAN fait naître un fort pacifisme allemand. Par la suite, on voit émerger des tensions entre socialistes et sociaux-démocrates qui se poursuivent tout au long des années 1980. Toutefois, nous bornerons notre étude à l'année 1985, année décisive, puisque c'est celle de la déclaration commune des deux partis sur les problèmes de sécurité. Cette déclaration marque les limites d'une concertation des deux partis sur ces questions. La période 1979-1985 se prête donc particulièrement bien pour cerner la nature du conflit. Il s'agit ainsi de démontrer les racines d'un conflit, son articulation et ses effets. Dans cette perspective, l'étude est structurée en deux parties. La première retrace la naissance des divergences en matière de pacifisme entre 1979 et 1982. Elle veut restituer les réactions des deux partis face à la double décision de l'OTAN et analyse les différentes sensibilités pour les idées pacifistes en Allemagne et en France. La seconde partie est consacrée à l'articulation de la discorde entre le SPD et le PS qui s'affirme entre 1982 et 1985. Elle démontre pourquoi ces conceptions divergentes débouchent sur une crise et comment cette dernière affecte les relations entre les deux partis. A travers cette démarche, nous concluons par une analyse des liens, de leur nature, entre le PS et le SPD.

****

Avant d'entamer la première partie, il paraît indispensable de mettre en relief dés le début le problème de traduction du mot allemand *Friedensbewegung*. Ce terme est souvent traduit en français par « Mouvement de la paix », mais la *Friedensbewegung* n'est pas identique à l'organisation française. C'est pourquoi on traduira ici *Friedensbewegung* par « mouvement de paix ». Dès qu'il s'agira de désigner les courants pacifistes dans un sens neutre, l'expression « mouvement pacifiste » sera employée.

Première partie

SPD et PS face à la montée du pacifisme - la naissance de deux conceptions inconciliables (1979 – 1982)

Au début des années 80, les socialistes français et les sociaux-démocrates allemands sont confrontés à la même réalité sur le plan international. La double décision de l'OTAN du 12 décembre 1979 marque la fin de la détente et le début d'une nouvelle période conflictuelle avec la crise des euromissiles. Mais si les deux partis font face à cette même nouvelle donne internationale, leurs réactions diffèrent largement. Les raisons de ce décalage sont en lien étroit avec le contexte national spécifique dans lequel chaque parti est intégré. Non seulement les deux partis s'inscrivent dans une tradition propre en matière de politique étrangère, mais ils sont également confrontés à des sociétés qui réagissent de manière tout à fait différente à la double décision de l'OTAN. L'ancrage des deux partis dans une logique nationale est ainsi à la base de la naissance de deux conceptions antagonistes. On assiste donc à un processus d'éloignement entre le SPD et le PS.

Chapitre I

Les partis socialistes français et allemand à l'aube des années 80 - deux positions spécifiques face à la nouvelle situation internationale

La double décision de l'OTAN est interprétée de manière très différente par le SPD et le PS. Ce qui signifie pour les uns l'échec de leur politique étrangère traditionnelle, s'inscrit plus ou moins facilement dans la ligne de politique de défense chez les autres. Pour le SPD, la double décision de l'OTAN signifie un ébranlement des fondements de sa tradition de politique étrangère. Pour beaucoup de ses partisans, elle entraîne une amère déception des espoirs liés à l'*Ostpolitik* de Willy Brandt.

1. La double décision de l'OTAN et la fin de la détente – vers une crise au SPD

Les limites de l'Ostpolitik – la perte d'un modèle intégrateur

En 1966, le SPD participe pour la première fois à la formation d'un gouvernement de la République fédérale. C'est Willy Brandt qui marque, d'abord en tant que ministre des affaires

étrangères et puis en tant que chancelier fédéral (1969-1974), une nouvelle ère de la politique social-démocrate. Avec sa devise « oser davantage de démocratie » et sa vision d'une nouvelle approche en matière de politique envers l'Est, Willy Brandt réussit l'intégration d'une large partie des mouvements sociaux des années 60. Il contribue ainsi à la stabilisation de la situation de la politique intérieure. Le nombre de militants au SPD s'accroît rapidement dans les années 70. Entre 1963 et 1976, l'effectif de ses membres passe de 648 000 à 1 022 000[21]. De plus, Willy Brandt renforce le profil politique du SPD : la notion de l'*Ostpolitik* (« politique vers l'Est ») est liée de manière indissociable à la social-démocratie allemande de l'après-guerre.

Le terme *Ostpolitik* désigne la mise en œuvre du principe du « changement à travers le rapprochement »[22] formulé par Egon Bahr, proche conseiller du chancelier Willy Brandt. Il vise à mettre en place un processus de normalisation des rapports entre la République fédérale d'Allemagne (RFA) et les États membres du pacte de Varsovie par « petits pas »[23]. Les traités successifs avec la République démocratique allemande (RDA), la République populaire de Pologne, la République socialiste tchécoslovaque et l'URSS en sont les résultats concrets.

L'*Ostpolitik* s'inscrit également dans un cadre plus large ; une telle politique en Europe étant seulement possible grâce à un développement similaire au niveau global. Les rapports entre les deux superpuissances, les États-Unis et l'Union soviétique, connaissent eux aussi, à partir de 1962, une phase de détente qui encourage les possibilités d'un rapprochement régional en Europe. Les deux superpuissances décident de se rapprocher pour maîtriser, dans un esprit de transparence, un équilibre désormais fondé sur une « destruction mutuelle assurée » (*MAD* en anglais). Les mobiles de ce rapprochement sont multiples. Il y a d'abord à l'évidence la volonté de se dégager d'une course aux armements de plus en plus coûteuse et absurde en raison de la « capacité de surextermination » (*overkill*) des arsenaux nucléaires. En même temps, en raison de la stagnation de son économie, l'URSS a besoin d'une aide extérieure que les États-Unis lient à des accords politiques. Enfin, les États-Unis, de leur côté, sont engagés dans la guerre du Viêt Nam qui absorbe une part excessive du budget américain : d'où le désir des deux « adversaires-partenaires » d'aboutir à une gestion raisonnable de la Guerre froide[24]. En 1972, les accords SALT I (*Strategic Arms Limitation Talks*) limitent les armements défensifs anti-missiles et gèlent

---

21 Bundeszentrale für Politische Bildung, Graphique sur le développement des effectifs des partis en RFA, http://www.bpb.de/themen/NW8VAW,0,0,Mitgliederentwicklung.html [consulté le 02/04/2008]

22 Terme utilisé par Willy Brandt et son conseiller Egon Bahr, cf. SCHNEIDER, Wolfgang, *Kalter Krieg, Koexistenz und kleine Schritte. Willy Brandt und die Deutschlandpolitik 1948 – 1963*, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2001

23 *Ibid*.

24 GÖRTEMARKER, Mannfred, „Krisen und Neubeginn der Ost-West-Kooperation" in *Internationale Beziehungen I* (Heft 245), Informationen zur politischen Bildung, Bonn 2003

pour une durée de cinq ans la fabrication d'armes stratégiques et l'installation de rampes de lancement de missiles intercontinentaux. En 1974, des négociations pour les accords SALT II débutent pour s'accorder sur des limitations supplémentaires[25]. En même temps est lancé un dialogue multilatéral est-ouest avec l'ouverture en 1973 de la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE). En 1975, le « processus d'Helsinki » aboutit à la signature de l'Acte final d'Helsinki qui prévoit la coopération dans trois « corbeilles » : le domaine politique et militaire, le domaine économique et écologique et le domaine humanitaire et des droits de l'homme[26].

Depuis 1969, les initiatives régionales et globales s'entrecroisent et se complètent avec celles de Willy Brandt. Le processus d'Helsinki, les *Ostverträge* (les traités de la RFA avec l'Est), les accords SALT et le traité quadripartite sur Berlin forment, à cet égard, un ensemble indissociable qui se résume sous le terme de « politique de détente »[27].

Quand Willy Brandt explique en 1971 que « nous sommes à même de constater que la politique de paix a amené un dégel dans le froid climat politique – dégel qui nous fait espérer un nouveau printemps de paix dans une Europe longtemps gelée »[28], cela reflète les espoirs qui sont liés à sa vision politique. Suite aux succès concrets de l'*Ostpolitik*, l'opinion publique en RFA espère voir se concrétiser une détente dans le domaine global, notamment militaire, qui va au-delà d'une détente exclusivement politique.

Cependant, il apparaît bientôt que la politique globale de détente est soumise à d'autres limites outre le rapprochement ouest-est en Europe. Il s'avère que la politique de détente n'est qu'une prudente réduction des tensions internationales qui n'a pas comme objectif de dissoudre le conflit fondamental entre l'Ouest et l'Est dans son ensemble[29]. Comme le constate la polémologue Ulrike C. Wasmuth, la détente sert uniquement de « moyen de limitation des formes et des domaines du conflit [...] et est, en tant que tel, utile pour les deux côtés. Ainsi, la "détente" désigne les relations qui manœuvrent sur le fil du rasoir entre confrontation limitée et coopération limitée »[30]. Rapidement, ces limites du rapprochement entre les blocs deviennent

25 KINDER, Hermann (et al.), *dtv-Atlas Weltgeschichte*, tome 2, Deutscher Taschenbuchverlag, München 2006, p. 553

26 *Ibid.* p. 557

27 Cf. HAFTENDORN, Helga, *Sicherheit und Stabilität. Außenbeziehungen der Bundesrepublik zwischen Ölkrise und Nato-Doppelbeschluss,* Deutscher Taschenbuchverlag GmbH & CoKG, München 1986, p. 134 sqq.

28 Cité par HUSEMANN, Friedrich W. / SIEGERT, Wolfgang, « Helmut Schmidt et les incertitudes allemandes » dans *Documents* 1/1982, p. 43

29 WASMUTH, Ulrike C., *Friedensbewegung der 80er Jahre. Zur Analyse ihrer aktuellen Entstehungsbedingungen in der Bundesrepublik Deutschland und in den Vereinigten Staaten von Amerika nach 1945: Ein Vergleich* , Fokus Verlag GmbH, Gießen 1987, p. 105

30 *Ibid*.

ostensibles et commencent à contrecarrer les espoirs fomentés par la détente.

En 1974, Willy Brandt quitte la fonction de chancelier fédéral en laissant sa place à Helmut Schmidt[31]. Le nouveau gouvernement continue la ligne d'une détente envers les pays du pacte de Varsovie. Le chancelier Schmidt poursuit le but d'une politique d'équilibre des forces, du dialogue et de la coopération pratique. Dans cette perspective, une politique d'équilibre signifie de ne pas accepter une position de faiblesse, mais en même temps, de ne pas aspirer à une supériorité occidentale[32]. Quant à la fin des années 70, la détente entre les blocs est mise en question, la double décision de l'OTAN constitue un moyen pour le chancelier Schmidt pour rétablir l'équilibre militaire au niveau le plus bas possible, capable de garantir la sécurité aussi bien que la détente.

Mais face à la double décision qui signifie, pour une large partie de la population allemande, une relance de l'armement, la vision d'une détente promulguée par le SPD trouve sa limite. Ulrike C. Wasmuth explique que « la détente [et l'*Ostpolitik*] fût faussement comprise comme une politique qui éliminerait le conflit ouest-est à long terme, qui abolirait les menaces respectives et mènerait finalement à un désarmement important »[33]. Le désenchantement qui est la conséquence de ce malentendu a non seulement pour conséquence une fuite du soutien au SPD par la population, il suscite aussi une crise de crédibilité qui a des effets considérables sur le développement du débat interne au sein même du parti. La situation s'avère d'autant plus complexe que c'est le chancelier Schmidt lui-même qui est l'initiateur de la double décision de l'OTAN.

Helmut Schmidt – partisan de la double décision de l'OTAN

Le 28 octobre 1977, à l'occasion d'une conférence qu'il prononce à l'Institut international d'études stratégiques de Londres, Helmut Schmidt s'inquiète de la sécurité de l'Europe occidentale :

> « Une limitation des armements stratégiques restreinte sur les grandes puissances est censée porter atteinte aux besoins de sécurité des partenaires ouest-européens de l'Alliance. Face à la supériorité stratégique de l'URSS en Europe, il faut supprimer ces disparités parallèlement aux négociations SALT »[34].

31 Willy Brandt démissionne de son poste après que ses services secrets lui révèlent que l'un de ses assistants personnels, Günter Guillaume, est un espion de la RDA. Willy Brandt garde cependant la fonction du chef de parti jusqu'en 1987.

32 HAFTENDORN, *op. cit.*, p. 178/179

33 WASMUTH *op. cit.*, p.106

Pendant que les Américains seraient engagés avec l'URSS dans les négociations sur la limitation des armes stratégiques, il resterait des armes nucléaires à portée limitée en dehors du contrôle des armements.

Le fond concret de ces réflexions constitue la modernisation de l'arsenal nucléaire de portée intermédiaire par l'Union soviétique. En 1977, des missiles SS 20, incapables d'atteindre le sol américain, mais permettant une frappe nucléaire en Europe occidentale, sont installés dans la partie européenne de l'URSS. Helmut Schmidt estime que les nouvelles fusées soviétiques menacent l'équilibre du rapport de force sur le théâtre européen. L'URSS pourrait menacer les Européens de l'Ouest d'une frappe nucléaire sans devoir craindre une contre-frappe américaine. Face au risque d'une nouvelle frappe soviétique, les États-Unis ne seraient pas susceptibles d'employer les armes stratégiques stationnées sur le sol américain pour défendre l'Europe. Ainsi, le déploiement des SS 20 ne mettrait pas en cause la crédibilité de la dissuasion occidentale, mais conduirait au risque d'une guerre limitée au continent européen. Les États-Unis et l'Union soviétique, en train de négocier le deuxième accord SALT, pourraient être tentés de sanctuariser leurs propres territoires et d'accepter un potentiel affrontement limité sur le sol européen[35]. Helmut Schmidt met donc en garde contre un « découplage » entre les continents européen et américain, et il craint aussi la possibilité d'une guerre nucléaire en Europe.

La conférence du chancelier Schmidt précède plus ou moins directement la double décision avec laquelle l'Alliance atlantique réagit au déploiement des SS 20 soviétiques le 12 décembre 1979. Cet accord prévoit d'une part le déploiement de 108 fusées Pershing II en RFA et de 464 missiles de croisière dans cinq pays d'Europe occidentale destiné à restaurer l'équilibre de forces en Europe. D'autre part, l'engagement des négociations avec l'URSS sur un retrait de ses SS 20 est censé rendre ce déploiement inutile. Si ces négociations n'aboutissent pas dans un délai de quatre ans, l'OTAN doit déployer ses armes nucléaires de portée intermédiaire sur le sol de ses partenaires européens[36].

Par la suite, il appartient au gouvernement Schmidt de faire accepter la double décision par le SPD et de calmer le débat public qui risque de chauffer en RFA. Le chancelier fédéral rencontre des difficultés à convaincre les voix critiques parmi ses camarades du parti. Les sociaux-démocrates sont divisés sur la question de savoir si un réarmement du côté de l'OTAN ne risquerait pas de mettre en danger la politique de détente ou si, au contraire, l'équilibre

34 Cité par THRÄNERT, Oliver, "Helmut Schmidt '77. In der nuklearen Grauzone: Londoner Rede tritt Nachrüstung los", in: *Die Neue Gesellschaft Frankfurter Hefte* Numéro 1–2/2001, p. 57

35 THRÄNERT, *art. cité,* p. 57

36 ROMER, Jean-Christophe, *Le monde en crises depuis 1973, Triomphe et décadence de la bipolarité,* Ellipses, Paris 1997, p. 74

militaire devrait être rétabli avant que l'Occident ne poursuive sa politique de limitation d'armement avec succès. Le président du groupe parlementaire du SPD au Bundestag, Herbert Wehner, à l'instar d'une partie non négligeable du parti, plaide pour donner la priorité aux négociations de désarmement au lieu de prévoir déjà à ce moment là un nouveau tour de réarmement. Selon lui, il ne « correspondrait pas à la situation réelle de la RFA »[37] d'argumenter sur la nécessité de nouveaux systèmes d'armement et de provoquer le danger que la République fédérale soit porteuse de ces armes. De toute manière, un réarment est perçu par beaucoup de sociaux-démocrates comme complètement insensé en vertu du fait que les deux superpuissances sont de toute manière capables depuis longtemps de s'autodétruire plusieurs fois.

Pour faire face à ces critiques, Helmut Schmidt se met à souligner davantage l'offre d'un engagement de négociations prévu par la double décision. La menace du déploiement des Pershing II serait nécessaire pour aboutir à un retrait des SS 20 et ainsi de conjurer le danger ainsi que le réarment. En plus, il insiste sur le fait que la RFA soit restreinte dans sa marge de manœuvre dans les questions nucléaires. En tant que partie intégrante d'une alliance, elle serait liée par des obligations qu'il ne faudrait dans aucun cas négliger[38].

Après plusieurs réunions du groupe parlementaire et grâce à des entretiens personnels avec Herbert Wehner et le chef de parti Willy Brandt, le chancelier réussit à s'assurer de leur soutien pour la double décision. Ensuite, les hommes à la tête du parti continuent d'insister sur le « volet négociations » pour convaincre les voix critiques. Helmut Schmidt s'applique à faire valoir les aspects de contrôle de l'armement dans de nombreux discours et interviews[39]. Willy Brandt souligne dans l'hebdomadaire de la Confédération allemande des syndicats (DGB): « Au plus tôt dans trois ans, les nouvelles armes peuvent être stationnées en Europe de l'Ouest. Cependant, nous allons nous investir avec fermeté pour que ce temps serve aux négociations, pour qu'une nouvelle tournure dans la spirale de l'armement soit évitée autant que possible »[40].

Au congrès fédéral du SPD à Berlin en décembre 1979, le chancelier fait passer sa position en faveur de la double décision à la majorité. Tout de même, l'approbation du parti n'est pas facilement gagnée et c'est à contrecœur qu'une grande partie du SPD finit par donner son accord[41].

Le 14 décembre 1979, le ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher

37 HAFTENDORN *op. cit.*, p. 127
38 *Ibid.*, p. 128
39 *Ibid.*, p. 131
40 Communiqué de Presse du 27/11/1979, Sozialdemokratischer Pressedienst 1946-1995, Bibliothek der FES
41 HAFTENDORN, *op. cit.*, p. 131

(FDP[42]), présente au Bundestag les accords de l'Alliance, conclus deux jours plus tôt à Bruxelles par les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'OTAN.

> « Les ministres attachent une grande importance au rôle que la limitation des armements peut jouer en contribuant à stabiliser les rapports de forces entre l'Est et l'Ouest et en faisant progresser la détente. C'est dans cet esprit qu'une large gamme d'initiatives est actuellement examinée au sein de l'Alliance en vue de favoriser la poursuite de la limitation des armements et de la détente dans les années 1980. Les ministres considèrent que la limitation des armements fait partie intégrante des efforts déployés par l'Alliance pour assurer à ses membres le maintien d'un même niveau de sécurité et à rendre la situation stratégique entre l'Est et l'Ouest plus stable, plus prévisible et plus contrôlable des niveaux d'armement réduits dans les deux camps. [...] Les ministres ont décidé de suivre ces deux voies parallèles et complémentaires afin d'éviter une course aux armements déclenchée en Europe par l'accroissement du potentiel des TNF[43] soviétiques, mais tout en préservant la validité de la stratégie de dissuasion et de défense de l'OTAN de façon à maintenir la sécurité de ses membres. »[44]

Cette position est appréciée par les porte-parole de l'ensemble des groupes parlementaires. Tandis que le Parti démocrate-chrétien (CDU) l'interprète comme la réponse adéquate à la menace croissante provenant de l'URSS, le SPD la considère comme l'amorce et l'engagement pour de nouvelles négociations[45].

Selon Helga Haftendorn, professeur en Relations Internationales, la double décision qui lie l'annonce d'un réarment avec l'offre de négociations, porte en soi le germe de conflits entre la RFA et ses partenaires de l'Alliance atlantique[46]. Comme le non réarmement, préféré par le gouvernement fédéral, dépend de l'habilité à négocier des deux superpuissances, cela crée un potentiel considérable de tensions. Les relations entre la RFA et les autres pays de l'OTAN risquent d'être troublées, et c'est aussi à l'intérieur du Parti social-démocrate que les tensions ne vont pas tarder.

La montée des contestations au sein du SPD

Le 27 décembre 1979, l'Union soviétique fait intervenir ses troupes en Afghanistan. Il s'agit de la première intervention militaire soviétique en dehors du bloc oriental depuis la Seconde Guerre mondiale. Le président américain Jimmy Carter réagit avec l'annonce d'une série de mesures de

42 Parti libéral-démocrate (*Freie Demokratische Partei)*
43 « *Theater Nuclear Forces* » (TNF), « Forces Nucléaires de Théâtre » en français, est un autre terme pour les euromissiles.
44 Site internet officiel de l'OTAN, réunion spéciale des Ministres des Affaires étrangères et des Ministres de la défense, 12/12/1979 à Bruxelles, http://www.nato.int/docu/fonda/b791212a.htm [consulté le 03/04/2008]
45 HAFTENDORN *op. cit.*, p. 132
46 *Ibid.*

rétorsions à l'encontre de l'URSS. L'intervention en Afghanistan renforce les « hard-liners » (les faucons) aux États-Unis qui se montrent sceptiques envers la politique de détente. C'est pourquoi le traité SALT II, signé le 18 juin 1979 par Jimmy Carter et Léonid Brejnev[47], n'est pas ratifié par le Sénat américain. Par conséquent, un point d'attache important pour de nouvelles négociations en matière de limitation des armements fait défaut. Ronald Reagan, vainqueur des élections présidentielles américaines de 1980, annonce sa ferme intention de résister à l'expansionnisme soviétique en déployant les euromissiles (si l'accord ne se fait pas à Genève) et décide de moderniser les forces nucléaires stratégiques américaines afin de rétablir l'équilibre global avec Moscou d'ici la fin des années 80. À cela s'ajoutent des déclarations sur la possibilité de déclencher une guerre limitée en Europe et le refus de discuter de désarmement avec l'URSS en position de faiblesse. Quelques mois après sa prise de fonction, le nouveau président américain annonce la position américaine pour les négociations de Genève sous la formule de « l'option zéro ». Elle consiste en une élimination totale des euromissiles soviétiques comme seule condition à un non déploiement des missiles américains[48]. Quant à l'Union soviétique, elle refuse, au moins dans un premier temps, de reprendre les négociations avant que la double décision ne soit annulée. Les chances pour une réussite des négociations américano-soviétiques et ainsi pour le non déploiement des missiles américains en RFA diminuent donc considérablement.

Face à la possibilité d'un échec des négociations de Genève qui devient de plus en plus apparent, le chancelier Schmidt est confronté à un effritement du soutien pour la double décision au sein de son parti et par une partie croissante de la population. De son point de vue, le sens de la double décision de l'OTAN consiste justement dans la combinaison entre l'annonce de réarmement et l'offre de négociations. C'est du maintien du lien entre ces deux volets dont dépend également l'acceptation de la double décision par la population allemande. Au sein du SPD, l'accroissement de voix critiques ne tarde pas.

Le 5 octobre 1980, ont lieu des élections au Bundestag. Le CDU obtient 44,5% des voix, le SPD 42,9 % et le FDP 10,6 %[49]. Helmut Schmidt est réélu chancelier de la coalition socio-libérale. Les événements internationaux rendent quelque peu inadaptée la philosophie de la détente sur laquelle reposait l'*Ostpolitik*. Bien qu'altérée par l'invasion soviétique en Afghanistan puis par l'agitation sociale en Pologne[50], cette idée a pu être poursuivie par Helmut Schmidt jusqu'à la fin de son dernier mandat. Mais désormais une redéfinition des principes

47 Léonid Ilitch Brejnev est Secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique entre 1964 et 1982.
48 ROMER, *op. cit.*, p. 74
49 Site officiel du Bundestag allemand, résultats des élections parlementaires depuis 1949, http://www.bundestag.de/parlament/wahlen/sitzverteilung/1543.html [consulté le 10/04/2008]

sociaux-démocrates en matière de politique étrangère s'impose. C'est aussi le moment où s'expriment les désaccords de l'aile gauche du parti.

Les troubles commencent à s'afficher publiquement suite à la publication d'un article par un membre social-démocrate du Bundestag, Karl-Heinz Hansen, en février 1981 dans le mensuel « Konkret », porte-voix de la gauche extraparlementaire allemande. Dans cet article, le partisan de l'aile gauche du parti demande la résiliation de la double décision de l'OTAN et lance des attaques contre Helmut Schmidt. Ce dernier enfreindrait « continuellement l'autoperception proclamée et l'objectif programmatique »[51] de son parti. Karl-Heinz Hansen surenchère lors d'un congrès des jeunes sociaux-démocrates (JUSOS) à Düsseldorf en juillet 1981, en reprochant au gouvernement de mener une sorte de « diplomatie secrète à l'encontre de sa propre population »[52]. Finalement, le trublion est exclu du parti. Un débat virulent est entamé au SPD et marque les débuts d'une polarisation.

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Der Spiegel*, Erhard Eppler, membre du comité directeur du SPD et adversaire de la double décision de l'OTAN, remarque que Karl-Heinz Hansen serait « un symptôme » du mécontentement croissant d'une partie du SPD à l'encontre de la politique du chancelier[53]. Le *Spiegel* commente que le surmenage du SPD par la double décision de l'OTAN s'affiche de plus en plus clairement. D'un côté, l'espoir de pouvoir éviter ou au moins limiter le stationnement des nouveaux missiles diminue. De l'autre côté, le renoncement à la décision n'est plus envisageable sans mettre en danger la coalition et le gouvernement. Selon Erhard Eppler, la double décision n'est acceptée par le SPD qu'à cause d'un capital de confiance accordé à Helmut Schmidt. Il constate que cette confiance s'effrite de plus en plus. La social-démocratie est confrontée à un véritable problème de désintégration:

> « Le problème aujourd'hui est qu'il n'existe aucun grand thème capable d'unir profondément les membres du parti et de différencier celui-ci du CDU. Nous n'avons pratiquement que des thèmes politiques pour lesquels l'Union soutient le gouvernement, alors qu'en même temps, le doute grandit dans des parties importantes du SPD. Cela vaut pour la décision de moderniser les armements de l'OTAN, pour les exportations d'armes... Je ne sais pas combien de temps un parti peut vivre avec des thèmes qui le désintègrent »[54].

Erhard Eppler suppose qu'un glissement du SPD à droite est à l'origine de la crise. Il exprime par là l'avis d'un nombre croissant des sociaux-démocrates.

---

50 En juillet 1980 a lieu une grève générale à Lublin qui s'étend vite dans le pays. En août 1980 est autorisé dans les accords de Gdańsk le premier syndicat libre, Solidarność. Mais en 1981, le général Wojciech Jaruzelski décrète l'État de guerre. Une vague de répressions et d'arrestations s'ensuit.

51 Cf. HANSEN, Karl-Heinz , « Kündigt den Nachrüstungsbeschluss » in *Konkret* n°2, 1981

52 Cité in « Zu den SPD-Akten » in *Junge Welt* du 13/12/1996

53 « Hansen ist nur ein Symptom » in *Der Spiegel* du 09/02/1981

54 *Ibid.*

Les désaccords au sein du SPD ne cessant d'accroître sur le thème du réarmement, le comité directeur du parti vote, dans une séance extraordinaire du 11 février 1981, un programme en cinq points qui vise à résoudre les conflits survenus entre les dirigeants au pouvoir et l'aile gauche du parti. Cette déclaration essaie de remettre les contestataires du SPD dans le rang. Le comité directeur y réitère sa volonté de rester loyal vis-à-vis des États Unis, donc de déployer en RFA les nouvelles armes nucléaires de l'OTAN, tout en réaffirmant son souci de promouvoir une conférence sur le désarmement. De surcroît, le SPD reconnaît que les problèmes soulevés par les contestataires sont sérieux, mais qu'ils ne doivent pas entraver l'action gouvernementale[55].

Néanmoins cet essai d'atténuation ne réussit pas à camoufler la scission qui est en train de s'opérer au sein du SPD. Au printemps 1981, les remises en cause de la politique gouvernementale s'enchaînent : le 29 avril 1981, dans une déclaration de leur comité fédéral, les JUSOS se prononcent pour des « mesures unilatérales calculées de désarmement ». Ils soulignent de la sorte leur rejet de la politique de désarmement du gouvernement fédéral et de leur propre parti[56]. Les 4 et 5 mai 1981, lors du congrès régional du SPD de Bade-Wurtemberg, une majorité des délégués sociaux-démocrates demande à Helmut Schmidt d'annuler les engagements de la double décision de l'OTAN[57].

Face à cette contestation continuelle de sa ligne politique, le chancelier fédéral finit par lier son destin politique à l'approbation du SPD pour la double décision. Le 17 mai 1981, il prononce une menace de démission implicite devant des fonctionnaires du parti à Recklinghausen. Une fois de plus, il obtient le soutien de son parti. Par la suite, Helmut Schmidt essaie d'étouffer les conflits internes avec fermeté. Dans une déclaration gouvernementale, prononcée le 26 mai devant le Bundestag, il s'apprête à démontrer que les opposants au sein de son parti se comptent sur les doigts de la main et ne peuvent pas mettre en danger l'existence de son gouvernement[58].

Mais le fait que les censeurs qui s'élèvent dans les rangs du parti soient une poignée au Bundestag est relativement secondaire ; l'important est que leurs idées trouvent une audience croissante dans la base du parti et auprès des jeunes générations.

La politique de détente, jadis élément clé de la politique étrangère du SPD, trouve donc

---

55 Cf. « Désaccords au sein du parti social-démocrate » in *Humanité* du 12/02/1981, « Brandt isole les contestataires du SPD » in *Le Matin* du 13/02/1981, « 'Le parti ne scindera pas' affirme M. Brandt » in *Le Monde* du 14/02/1981

56 Cf. communiqué de presse du SPD du 29/04/1981, Sozialdemokratischer Pressedienst 1946-1995, Bibliothek der FES

57 Cf. « Regain de l'anti-américanisme dans la gauche ouest-allemande » in *Le Matin* du 06/05/1981

58 Centre des Archives Socialistes – Fondation Jean Jaurès (CAS-FJJ), Fonds 405RI: RFA (avant réunification), 405 RI 16: dépêche d'actualité de l'Ambassade de France à Bonn du 01/06/1981 sur le débat au parlement ouest-allemand sur la décision de modernisation de l'OTAN

son terme à la fin des années 70. Le SPD est confronté à la perte d'un modèle intégrateur. Le parti a du mal à s'adapter à la nouvelle situation internationale et les contestations croissantes de la politique de Helmut Schmidt risquent de provoquer une scission du parti. C'est la double décision de l'OTAN qui agit comme le catalyseur d'une mutation profonde du SPD. Cette mutation va au-delà d'une simple controverse interne, car elle accompagne le bouleversement de la société ouest-allemande. C'est pour ces raisons que le conflit prend la forme d'une véritable crise d'identité au sein du SPD.

Pour le parti frère français, la situation en interne n'est pas du tout comparable. À l'heure de la double décision de l'OTAN, le Parti socialiste français n'existe dans sa forme nouvelle que depuis dix ans. Le jeune parti se trouve en plein essor électoral depuis quelques années et peut s'imposer en tant que première force de gauche devant le Parti communiste (PCF). Après des dizaines d'années de gouvernements de droite, le PS représente un renouveau pour la France. Cependant, en matière de politique de défense et de sécurité, François Mitterrand compte poursuivre la ligne traditionnelle française.

2. Le ralliement du PS au principe de la dissuasion nucléaire sous François Mitterrand

La France – puissance nucléaire

La tradition de la politique de défense de la France repose sur la doctrine de la dissuasion nucléaire. Cette doctrine constitue une continuité historique qui marque la politique de tous les présidents de la Ve République.

Après la Seconde guerre mondiale, la France voit sa puissance diminuer. Elle passe du statut de puissance mondiale au statut de puissance moyenne. Cependant, elle garde une place parmi les puissances mondiales en siégeant au Conseil de sécurité de l'ONU. En 1945, dans le cadre de la reconstruction économique du pays, est créé le Commissariat à l'énergie atomique. Ce dernier prévoit le développement de l'énergie nucléaire dans le domaine civil et militaire. En 1960, le premier essai français d'une bombe atomique a lieu dans le Sahara. Le gouvernement du Général de Gaulle fait du développement de l'arme atomique une priorité : la France se dote d'une force aérienne stratégique, puis de la bombe thermonucléaire, de missiles intercontinentaux et d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins. En dotant la France de la « force de frappe », le Général de Gaulle lui permet de se détacher de la dépendance des États-Unis en matière de stratégie militaire. Aussi, la France peut concilier, au moins en partie, la

revendication du rôle de puissance mondiale et l'ajustement au nouveau statut de la France dans le système international d'après 1945. De plus, le 7 mars 1966, la France quitte la structure militaire intégrée de l'OTAN. La décision du Général de Gaulle s'inscrit dans la volonté de doter la France d'une politique de défense indépendante, lui permettant de s'émanciper de la tutelle de l'OTAN et de retrouver ainsi sa pleine souveraineté nationale. La France reconnaît néanmoins l'Alliance dans son principe et reste fidèle à l'esprit qui inspira sa création.

La doctrine française de la dissuasion est le fondement théorique de l'aspiration française à la souveraineté nationale. Elle est élaborée par des généraux et géopoliticiens comme Lucien Poirier, André Beaufre ou Pierre Marie Gallois et détermine la politique de sécurité et de défense de la France pendant toute la Guerre froide. À sa base, se trouve la volonté d'affirmer, sur la scène internationale, que la France ne dépend d'aucune autre puissance pour ce qui est de sa survie. Le principe de la « dissuasion du faible au fort » a pour objectif de mettre la France à l'abri de toute agression nucléaire, même si elle est plus puissante. Il s'agit là d'un

> « mode préventif de la stratégie d'interdiction qui se donne pour but de détourner un candidat-agresseur d'agir militairement en le menaçant de représailles nucléaires calculées de telle sorte que leurs effets physiques probables constituent, à ses yeux, un risque inacceptable eu égard aux finalités politiques motivant son initiative »[59].

Dans cet ordre d'idées, l'arme nucléaire française est conçue comme une arme de « non-guerre », capable d'« interdire » un déclenchement de la guerre grâce à une crédibilité suffisante de menace pour l'ennemi. La notion d'« intérêt vital » est essentielle dans ce contexte. Il s'agit là de la zone géographique dont un État ne peut pas tolérer la violation sans mettre en œuvre les moyens d'action pour sa défense. La stratégie de la dissuasion nucléaire française ne définit pas à partir de quel moment l'intérêt vital de la France est menacé. Dans sa théorie des « trois cercles », le Général Poirier définit les armes nucléaires comme protégeant le « sanctuaire national » (c'est-à-dire la France même – le premier « cercle »). Il admet également que la sécurité de la France est directement liée aux développements dans sa périphérie immédiate (à savoir la RFA, le « deuxième cercle »[60]). Cet élément d'incertitude forme une partie importante de la doctrine française.[61] Ainsi, en cas de conflit en Europe, la France pourrait ou non juger nécessaire de mettre en œuvre le feu nucléaire. Cela lui permet de garder son indépendance et en même temps d'augmenter la dissuasion en Europe grâce au rôle de perturbateur qu'elle joue en tant que puissance nucléaire moyenne. Il s'agit là d'une argumentation française qui ne parvient

59 POIRIER, Lucien, *Des stratégies nucléaires,* Hachette, Paris 1977, p. 131
60 Le « troisième cercle » représente les intérêts de la France en Afrique et dans le Tiers monde.
61 Cf. LELLOUCHE, Pierre, « France and the Euromissiles » in *Foreign Affairs* Vol. 62 n°2, 1983, p. 318-334

pas facilement à convaincre ses partenaires européens et notamment la RFA.

Sans pour autant entrer dans les détails de la stratégie militaire, il est néanmoins important de retenir ces éléments clés : la politique de sécurité et de défense de la France est marquée par une forte volonté d'indépendance et accorde un rôle primordial à la dissuasion nucléaire. Il s'agit de surcroît d'un élément essentiel pour l'affirmation sur la scène internationale et pour la défense de l'intérêt national.

Les présidents de la Ve République, de Charles de Gaulle à Valéry Giscard d'Estaing, font de la force de frappe un élément clé de leur politique étrangère. Il faut souligner que ces hommes politiques proviennent de la famille politique conservatrice ; cependant il n'est pas évident que le PS s'inscrive de la même manière dans cette tradition en matière de politique de défense.

Le ralliement du PS à la doctrine de la dissuasion nucléaire

Le rapport des socialistes français à la dissuasion nucléaire du pays connaît une mutation importante pendant les vingt ans qui suivent le développement de l'arme nucléaire en France.

Au début de la Ve République, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), parti prédécesseur du PS, défend une position vis-à-vis de la force de frappe qui oscille entre ambivalence et rejet. Lors de son congrès en 1960, la SFIO se prononce pour le renoncement de la France de son droit de se doter de l'arme nucléaire[62]. Au début des années 70, le nouveau parti socialiste est divisé en deux sensibilités principales à ce sujet. L'aile gauche, regroupé dans le CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste), conduit par Jean-Pierre Chevènement, prône une attitude nationaliste-neutraliste[63] en interprétant la politique étrangère du Général de Gaulle comme la défense d'une stricte neutralité et à équidistance entre les blocs. Le courant autour de François Mitterrand s'avère majoritairement « européen-atlantiste » et exclut toute tentation neutraliste de la France : l'adversaire demeure l'URSS et la France – bien qu'elle reste indépendante sur le plan militaire – doit montrer sa solidarité envers les partenaires de l'Alliance[64]. Le débat interne pendant les années suivantes est plus de nature idéologique que pratique : le PS réfléchit à sa position fondamentale en matière de politique de défense[65]. Une

62 MEYER ZU NATRUP, Friedhelm B., *Sozialismus und Verteidigung. Die Sicherheitspolitik der Parti socialiste und der sozialistischen Regierung Frankreichs 1970-1985*, Forschungsbericht 52 im Auftrag der Konrad Adenauer Stiftung, Verlag Ernst Knoth GmbH, Melle 1986, p. 35

63 LELLOUCHE, *art. cit.*, p. 326

64 *Ibid.*

65 FLANDRE, *op. cit.*, p. 240

majorité du parti manifeste son opposition à la force de frappe et écarte ainsi la position des mitterrandiens Charles Hernu et Jacques Huntzinger. Dans le programme commun entre le PS et le PCF, les deux partis optent pour le « désarmement général, universel et contrôlé » en tant qu'« objectif principal du gouvernement »[66]. De surcroît, ils se prononcent pour la « renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit », pour « l'arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française », un « gel des armements en Europe centrale » et pour « la dissolution simultanée du Traité de l'Atlantique-Nord et du Traité de Varsovie »[67].

Mais au cours de la décennie 70, avec la montée en puissance du PS et la rupture du programme commun en 1977, une position plus modérée se dégage au sein du parti. C'est la position de Charles Hernu qui réussit finalement à dominer les tendances pacifistes ou neutralistes des autres courants. Charles Hernu, un proche de François Mitterrand, se démarque ainsi en tant que spécialiste des questions de sécurité et de défense. Il engage une réflexion, au sein du PS, qui conclut très rapidement au maintien de la force de frappe.

Dans *Unité*, l'hebdomadaire du PS entre 1972 et 1986, le secrétaire de la commission de défense nationale, Jean Marceau, parle néanmoins d'une « question qui déchire les socialistes, partagés entre leur volonté pacifiste et leur sentiment patriotique »[68]. C'est le dernier raisonnement qui l'emporte : à l'occasion de la Convention sur la défense des 7 et 8 janvier 1978, le PS réajuste sa ligne politique en matière de défense. Le parti décide que « l'objectif d'un gouvernement de gauche restera la renonciation à l'arme nucléaire française » mais « en attendant que les initiatives en matière de désarmement trouvent un commencement d'application, les socialistes, soucieux d'assurer la défense de leur pays, maintiendront en état l'armement nucléaire »[69]. Pour la première fois, le PS reconnaît donc la légitimité de la force de frappe. En procédant à un alignement sur la doctrine de la dissuasion nucléaire, le PS prend donc compte du rôle que joue le thème patriotique dans la construction d'une image de présidentiable crédible. Sa victoire électorale de 1981 marque le succès de cette stratégie[70].

Le 10 mai 1981, la victoire électorale de François Mitterrand ouvre une période nouvelle dans l'histoire du PS. Élu président de la République française avec 51,76 % des voix[71], il est le premier président socialiste depuis 1954. Les élections législatives qui suivent au mois

66 Programme commun de gouvernement dans *Unité* du 30/06/1972
67 *Ibid.*
68 « Nous déclarons la paix au monde » in *Unité* du 13/01/1978
69 *Ibid.*
70 FLANDRE, *op. cit.*, p. 238 sqq.
71 Résultats des élections présidentielles françaises sur le site officiel de TNS Sofres http://2007.tns-sofres.com/historique-election-presidentielle-1981.php#resultats [consulté le 11/04/2008]

de juin sont également un triomphe pour le PS : pour la première fois de son histoire, il obtient la majorité absolue à l'Assemblée nationale et devance nettement le PCF. Par la suite, les socialistes renforcent leur ralliement au principe de la dissuasion nucléaire. La politique de sécurité et de défense relevant du domaine réservé du président, c'est François Mitterrand qui détermine désormais la position de défense du PS. Comme la Constitution française confère au président de la République un rôle majeur en matière de politique de sécurité[72], il préside les conseils et comités supérieurs de la défense nationale. Mais surtout, il décide seul de l'emploi de la force nucléaire française.

Grâce à la majorité absolue du PS à l'Assemblée nationale, la marge de manœuvre de François Mitterrand est encore plus étendue que celle de ses prédécesseurs. Arrivé à la tête de l'État, il se considère tenu, conformément à la tradition de sa nouvelle fonction, de contrôler directement et personnellement tout ce qui concerne la sécurité du pays[73]. Le quotidien *Le Monde* commente à cet égard : « La politique du parti ? Plutôt celle du chef de l'État, et, accessoirement celle du gouvernement de gauche de l'époque. Car, il faut bien le constater, les questions de politique internationale font rarement l'objet d'affrontements dans les instances dirigeantes du parti [...]. Toutes ces questions semblaient être réglées par le discours tenu à l'Élysée, et personne ne se sent le courage de le remettre en question »[74].

Le nouveau président assume complètement la doctrine de la dissuasion nucléaire française. À l'issue d'une visite à l'Île-Longue, le 24 juillet 1981, il explique :

> « C'est en 1977 que nous avons pris, puis en 1978, [...] la décision de développer la force de dissuasion française en raison d'une considération d'évidence. [...] Notre position d'il y a vingt ans, ne pouvait être maintenue dans la mesure où, privée de la force nucléaire il n'y avait plus de défense nationale, et nous sommes pour la défense nationale, c'est-à-dire pour l'indépendance nationale. Ça fait donc déjà quatre ans que ayant adopté cette stratégie nous sommes restés logiques avec nous-mêmes, c'est-à-dire qu'à partir de cela, il faut que cette stratégie soit soutenue par un équipement suffisant. [...] [Il faut donc] rester au moins au niveau du seuil, à partir duquel il existe ou il n'existe pas une dissuasion. L'essentiel est que tout adversaire potentiel soit certain d'être en situation difficile si jamais il devait agresser, attaquer, prendre l'initiative de l'offensive. C'est donc une force défensive puissante. »[75]

La politique étrangère française n'a donc pas changé avec l'alternance gouvernementale de 1981. Le nouveau président socialiste s'inscrit dans une continuité de la politique étrangère qui

72 Le président français est le « garant de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire national » (art.5) aussi bien que le « chef des armées » (art.15)

73 Interview de François Mitterrand in *Le Monde* du 01/07/1981

74 « La petite Planète du parti socialiste. La politique extérieure, un domaine en friche... » in *Le Monde* du 02/04/1987

75 Déclaration de François Mitterrand à l'Ile-Longue, Brest (base opérationnelle de sous-marins lanceurs de missiles), le 24/07/1981, consultable sur le site de la *Documentation française* « vie-publique.fr » http://discours.vie-publique.fr/notices/827163300.html [consulté le 15/05/2008]

accorde, grâce à la force de frappe, à la France sa souveraineté en matière de défense. Dans ce contexte, le président français souligne que « la France [...] développera sa stratégie propre de dissuasion dans la fidélité à ses engagements, sachant qu'en fin de compte, comme les individus devant la vie, [...] un grand pays se trouve toujours placé, lors des choix décisifs, seul en face de lui-même »[76]. Sous François Mitterrand, la France continue donc de mener une politique de relative indépendance entre les blocs. Mais, à la différence de la doctrine gaulliste, le gouvernement socialiste met l'accent sur une orientation pro-atlantique et sur l'engagement en faveur d'un approfondissement de l'intégration européenne[77].

En France, toutes les grandes formations politiques et une grande majorité de la population s'unissent dans un accord général à l'égard de la dissuasion et de la doctrine nucléaire. Comme ce point de vue est aussi partagé par une grande majorité de la population, cette situation est souvent qualifiée comme « consensus français »[78].

L'affaire des euromissiles s'avère être pour le PS et pour la majorité des Français un danger pour le maintien de la doctrine française de la dissuasion nucléaire. C'est dans cette perspective que peut être expliquée la position de François Mitterrand à l'égard de la double décision de l'OTAN.

François Mitterrand devant la double décision de l'OTAN

Pierre Lellouche, responsable du secteur politico-stratégique de Institut français de relations internationales (IFRI) dans les années 80, indique trois conditions qui doivent être remplies pour que la doctrine française de la dissuasion nucléaire puisse être maintenue[79]. Premièrement, la garantie nucléaire des États-Unis doit protéger les pays européens non détenteurs de l'arme nucléaire. Cela implique que l'équilibre est-ouest général et régional doit être maintenu. Autrement la France ne peut pas poursuivre sa doctrine de la « dissuasion du faible au fort ». Deuxièmement, il est nécessaire que la RFA garde sa place en tant que membre sûr et stable dans l'Alliance atlantique. Ainsi est assuré un statut géostratégique de l'Europe qui permet à la France d'être située en « deuxième ligne » face à son agresseur potentiel. Troisièmement, la France doit rester dans la mesure de moderniser son potentiel de dissuasion dispensé du contrôle de

76 Conférence de presse sur la politique étrangère et économique, Paris, Palais de l'Elysée, le 24/09/1981, *ibid.*
77 Pour une analyse approfondie voir par exemple VEIT, Winfried, *Linke Realpolitik. Frankreichs Außenpolitik unter Mitterrand*, Friedrich-Ebert-Stiftung, Bonn 1984
78 LELLOUCHE, *art. cit.*, p. 318 sqq.
79 *Ibid.*, p. 325

l'armement ou de la pression diplomatique.

L'affaire des euromissiles met en cause tous ces points. L'installation des SS 20 soviétiques en Europe occidentale constitue une atteinte au « parapluie nucléaire » américain pour l'Europe et rompt avec l'équilibre des forces. Il est primordial pour la France que l'Europe reste couplée avec le continent américain en matière de protection militaire. C'est pourquoi la double décision de l'OTAN s'avère pour la France un moyen de conjurer ces dangers. Les deux autres points qui sont nécessaires pour que la dissuasion nucléaire française reste un moyen de défense efficace sont également touchés par l'affaire des euromissiles. La stabilité de la RFA en tant que membre de l'Alliance sera mise en cause par la vague pacifiste qu'elle connaîtra les années suivantes. De plus, la demande soviétique d'inclure les forces nucléaires françaises dans les négociations de Genève va s'accentuer tout au long de la crise. Il s'agit là d'un élément qui est toujours implicitement présent dans les négociations stratégiques américano-soviétiques : l'Union soviétique demande le droit d'installer autant de systèmes de portée intermédiaire en Europe de l'Est qu'il en existe du côté français et britannique. Pour la France, cela signifie non seulement que sa dissuasion deviendrait inefficace, mais qu'elle perdrait également la possibilité de moderniser indépendamment son potentiel nucléaire. C'est probablement aussi pour contourner le risque d'une demande soviétique d'inclure le potentiel nucléaire français que le président Valérie Giscard d'Estaing choisit de ne pas s'exprimer publiquement sur la double décision de l'OTAN et la traite comme « l'affaire de l'OTAN »[80]. Il souhaite ainsi que la France garde une position « neutraliste » dans le sens gaulliste du terme, pour démarquer son indépendance militaire vis-à-vis de l'OTAN. Dans cette logique, une inclusion de ses forces nucléaires paraît non fondée.

Le PS adopte en revanche une attitude bien différente par rapport à la double décision. Sa position est claire et explicite et rompt en quelque sorte avec la tradition gaulliste anti-atlantiste. Quand le problème de l'installation des SS 20 devient public, François Mitterrand s'empare immédiatement de la question. D'un côté, il est conscient de l'intérêt politique et stratégique fondamental que le problème des SS 20 représente pour la France : la perturbation de l'équilibre stratégique en Europe. Mais de l'autre côté, il saisit l'importance du sujet pour la campagne présidentielle. (La critique de la politique étrangère molle du président Giscard devient un cheval de bataille des socialistes dans la campagne électorale du printemps 1981[81].) Ainsi, François Mitterrand se prononce déjà bien avant l'élection présidentielle pour la double

80 *Ibid.*, p.326

81 *Ibid.*; Archiv der sozialen Demokratie der Friedrich-Ebert-Stiftung (ADS-FES), SPD-PV 10803 note de Veronika Isenberg (secrétaire internationale adjointe du SPD) sur des entretiens avec Michel Rocard le 03 et 04/12/1980 à Paris

décision de l'OTAN. Selon lui, la France doit intervenir dans le débat en Europe et aussi en Allemagne pour défendre l'intérêt de la France qui consiste dans le maintien de l'équilibre des forces et qui est censé être défendu à travers la double décision. Le 20 décembre 1979, à l'Assemblée nationale, François Mitterrand se prononce « sans ambiguïté pour le rétablissement de l'équilibre des forces en Europe face aux SS 20 du Pacte de Varsovie »[82]. Lorsque le PCF dépose une motion de censure à l'encontre du gouvernement pour le condamner en tant que « complice » dans cette décision de l'Alliance atlantique, les députés socialistes refusent de soutenir la démarche[83]. Cette attitude permet au PS de se distancier du PCF, de faire preuve de sa capacité de gouverner ainsi que de s'assurer de la confiance de la part de l'Alliance atlantique. Arrivé au pouvoir, François Mitterrand continue d'apporter son soutien à Helmut Schmidt pour la double décision. Dans *De l'Allemagne et de la France*, il explique :

> « Je souscrivis – sans avoir à me forcer, car telle était ma conviction depuis longtemps – à la double résolution de l'OTAN sur les euromissiles. [...] Je m'écartais par là de l'attitude traditionnelle de notre diplomatie, qui estimait – à juste titre – que la France n'était pas directement intéressée par le sujet, puisque extérieure à l'organisation militaire intégrée. J'apportais cette approbation non par souci d'équilibre, mais parce que j'estimais qu'il s'agissait d'une question majeure et que la France, quel que fût son statut, n'avait pas à se tenir à l'écart des conditions nécessaires à l'équilibre européen »[84].

François Mitterrand va encore plus loin et demande « quelque chose de plus des Soviétiques, le gel des armes de théâtre laissant à ces derniers, avec leurs cent vingt-cinq SS 20, une supériorité indéniable »[85]. Il demande dans plusieurs interviews et conférences de presse[86] pendant la campagne présidentielle un « ni Pershing, ni SS 20 »[87], demande qui est reprise par le président américain Ronald Reagan en 1981 sous la formule de « l'option zéro ».

La volonté de se démarquer du PCF continue d'influencer les prises de positions de François Mitterrand. La présence des ministres communistes dans son gouvernement[88] le contraint à se justifier en permanence que cela ne le conduirait pas à adopter une attitude trop « molle » à l'égard de l'URSS[89]. Le résultat de cette contrainte de justification se retrouve dans une critique très vive face à la démarche soviétique en Afghanistan, la situation en Pologne mais

82 VÉDRINE, Hubert, *Les mondes de François Mitterrand. À l'Elysée 1981-1995*, Editions Fayard, Paris 1996, p. 127
83 MEYER ZU NATRUP, *op. cit.*, p. 51
84 MITTERRAND, François, *De l'Allemagne et de la France*, Editions Odile Jacob, Paris 1996, p. 168/169
85 *Ibid.*, p. 169
86 Cf. les divers comptes rendus et interviews de François Mitterrand publiés sur le site Internet « vie-publique.fr »
87 ROMER, *op. cit.*, p. 74
88 Dans le 2ème gouvernement de Pierre Maurois (23/06/1981-23/03/1983) se trouvent 4 ministres du PCF. Dans le 3ème (23/03/1983-17/07/1984) ce sont 3 ministres et un secrétaire d'État communiste.
89 VEIT, *op. cit.*, p. 11

aussi la mise en relief de l'amitié franco-américaine et le soutien démonstratif pour la double décision de l'OTAN.

Mais la délimitation à l'égard du PCF n'est pas l'unique raison du soutien de François Mitterrand pour la double décision de l'OTAN ; il y a aussi l'affrontement face à Valéry Giscard d'Estaing durant la campagne électorale. Soucieux de maintenir l'indépendance de la France, il essaie d'empêcher à tout prix que la doctrine de la dissuasion nucléaire reste effective. Pour un président socialiste, elle est la garantie incontestée pour la souveraineté et la sécurité nationale. Comme l'installation des SS 20 risque de porter atteinte à l'efficacité de la dissuasion, il décide de soutenir la double décision de l'OTAN.

Mais ce soutien met la France devant de graves problèmes : en mettant en relief sa solidarité avec l'Alliance atlantique en soutenant publiquement la double décision de l'OTAN, la France se trouve davantage contrainte par l'argumentation soviétique d'inclure ses forces nucléaires dans les négociations de Genève. Pour le gouvernement français, il est difficile d'admettre que la France ne doit pas participer aux négociations de désarmement en tant que non membre de la structure militaire de l'OTAN, mais de souligner en même temps publiquement sa solidarité avec cette dernière. Il y a là aussi le germe d'un clivage dans la querelle qui oppose socialistes français et sociaux-démocrates allemands.

Au début des années 80, la double décision de l'OTAN intervient donc dans deux contextes politiques tout à fait différents en France et en RFA. Pour le parti de gouvernement SPD, elle figure comme catalyseur d'une crise d'identité qui suscite un bouleversement à l'intérieur du parti. Pour le jeune Parti socialiste, elle paraît comme un moyen de défendre la souveraineté nationale mais comporte le risque d'une isolation en Europe : la position des socialistes français commence à se heurter de plus en plus à la critique de la majorité des partis socialistes nord européens. Pour le PS comme pour le SPD, la double décision représente un certain défi. Mais à la différence du PS, parti qui se rallie au président Mitterrand, le SPD se met successivement à contester la ligne d'Helmut Schmidt. Cette différence est certainement due, entre autres, aux différentes structures internes du parti et à la place que détient le leader du parti. Mais il y a un autre facteur qui n'est pas négligeable dans ce contexte : c'est la différence d'attitude face au pacifisme des sociétés française et allemande et qui a un impact considérable sur l'évolution au sein des deux partis.

Chapitre II

SPD et PS ancrés dans deux sociétés à sensibilité différente pour les idées pacifistes

De part et d'autre du Rhin la double décision de l'OTAN est accueillie de manière très différente. Tandis qu'en RFA une mutation importante se produit depuis 1979 avec l'essor fulgurant des mouvements pacifistes, l'opinion publique en France s'unit dans un consensus anti-pacifiste. En France et en Allemagne, la conception du pacifisme diverge largement. C'est dans cette perspective qu'il faut considérer les différentes approches des deux partis vis-à-vis du phénomène du pacifisme. Le PS se trouve conforté par ses compatriotes dans sa ligne de politique de défense ; la politique du SPD se heurte à la contestation pacifiste des siens.

1. La montée du pacifisme en RFA – le SPD à la recherche de son électorat perdu

La renaissance du pacifisme en RFA

La fin de la détente et le soutien du gouvernement SPD pour la double décision de l'OTAN qui prévoit le déploiement de nouvelles armes sur le sol ouest-allemand, engendrent une vague de contestation dans la population allemande. L'augmentation d'une conscience critique, à l'égard du principe de la dissuasion et du rôle de l'Allemagne dans la Guerre froide, se manifeste par l'essor du mouvement pacifiste dans les années 80.

Il s'agit là d'un phénomène qui n'est ni surprenant ni nouveau, les mouvements pacifistes constituant des cycles de protestations toujours présents de manière manifeste ou latente dans la société de la RFA[90]. Dans l'après-guerre, le pacifisme connaît un grand soutien au début des années 50 lorsqu'une large partie de la population, dont les syndicats, milieux sociaux-démocrates, intellectuels et chrétiens, manifestent contre le réarmement de la RFA. Dans la phase de détente des années 60 et 70, les pacifistes passent dans le silence. Les protestations étudiantes des années 60 sont davantage antiautoritaires, émancipatrices et anticapitalistes, et de ce fait moins pacifistes. Dans les années 70, une grande partie de ce potentiel de protestation s'intègre au SPD de Willy Brandt, une autre partie continue son combat dans l'opposition non parlementaire de l'*APO* (*Außerparlamentarische Opposition*). C'est en 1977 que les pacifistes font de nouveau entendre leurs voix. Quand les États-Unis décident de déployer en Europe la

90 Cf. WASMUTH, *op. cit.*, p. 101

bombe à neutrons[91] les mouvements pacifistes lancent une campagne de manifestations contre cette arme. Face à des critiques acerbes et des protestations de masse en Europe comme aux États Unis, le président américain Jimmy Carter décide finalement en avril 1978 d'arrêter sa production. Quand seulement deux ans plus tard l'OTAN décide le stationnement des euromissiles en Europe occidentale, le pacifisme connaît un nouvel essor, notamment en RFA.

La montée des idées pacifistes dans les années 80 va de pair avec celui d'autres mouvements sociaux, comme des initiatives écologistes, pour le Tiers monde ou des riverains qui s'opposent contre la construction d'une autoroute ou l'agrandissement d'un aéroport. Vers la fin des années 70, le nombre de ces « initiatives des citoyens » (*Bürgerinitiativen*) augmente constamment[92]. Les formations de mouvements pacifistes qui lancent des campagnes contre la politique du gouvernement fleurissent dans ce climat.

Même s'ils en constituent une large partie, les pacifistes des années 80 ne sont pas seulement issus des électeurs ou militants détournés du SPD. Ils se forment à partir de courants politiques, éthiques et religieux différents. Il y a des milieux écologistes et des milieux chrétiens (notamment protestants) qui s'y agrègent. Depuis le début des années 80, ces groupes lancent des actions de protestations qui se mettent en relation avec des processus alternants[93]. Dans un premier temps, les mouvements pacifistes sont constitués de pacifistes « traditionnels » et de groupes issus des Églises. Puis, les contestations anti-missiles sont partagées au fur et à mesure par les mouvements écologistes, les activistes pour le Tiers monde et le mouvement anti-nucléaire. Ils se forment également de plus en plus à partir d'initiatives venant de groupes professionnels (médecins, professeurs ou juristes pour la paix etc.) qui élargissent le mouvement sur les milieux bourgeois. Ainsi apparaît un mouvement très hétérogène, composé par de multiples sous-groupes et d'initiatives particulières qui s'unissent tous dans la protestation contre la double décision[94].

Ce mouvement a la caractéristique de ne pas connaître de structures centralisées ou hiérarchisées. Chaque initiative est indépendante au niveau organisationnel et financier. Les structures disposent de moyens de communication spontanés à bon compte, comme par exemple des tracts auto-imprimés, le soutien de la part des journaux de quartier ou des organes de presse

---

91 Cette arme « à rayonnement renforcé » libère une grande partie de son énergie sous forme de rayonnement neutronique. Ayant une portée de souffle relativement restreinte, elle a un effet moins dévastateur sur les infrastructures tout en tuant les hommes par ses radiations.

92 KOPPE, Karlheinz, « Der Einfluss der Friedensbewegung auf die Sicherheitspolitik und die Ost-West-Beziehungen » in VEIT, Winfried, *Alptraum Deutschland? Europas Sicherheit und die deutsch-französischen Beziehungen*, Internationale Politik, Friedrich-Ebert-Stiftung, Bonn 1985, p. 17 sqq.

93 *Ibid.*

94 *Ibid*.

des organisations sympathisantes[95]. Cela leur permet d'organiser avec peu de moyens des actions publiques qui atteignent un maximum d'attention.

Les 15 et 16 novembre 1980, a lieu à Krefeld une réunion des représentants du mouvement anti-nucléaire et pacifiste avec une multitude d'initiatives protestataires diverses. Les participants de ce « *Krefelder Forum* » décident de lancer un appel au gouvernement fédéral. Dans leur texte, qui sera nommé par la suite « appel de Krefeld » (*Krefelder Appell*), ils affirment :

> « La décision de l'OTAN du 12 décembre 1979 de déployer de nouveaux missiles s'avère de plus en plus comme fatalement erronée. L'attente selon laquelle des accords entre les États-Unis et l'Union soviétique pour une limitation des systèmes d'armements eurostratégiques pourraient être atteinte avant le stationnement d'une nouvelle génération d'euromissiles américains ne semble pas s'accomplir »[96].

En conséquence, ils demandent au gouvernement de retirer son accord pour le stationnement des euromissiles. Ils font de surcroît appel à tous les citoyens pour soutenir cet appel dans le but d'augmenter la pression de l'opinion publique. L'objectif est d'atteindre une nouvelle politique de sécurité qui « n'admet pas le réarmement de l'Europe centrale vers une plateforme d'armes des États-Unis » et qui « estime le désarmement comme plus important que la dissuasion »[97]. L'appel de Krefeld est le premier document central du mouvement pacifiste allemand. Seulement cinq mois après sa publication, le texte est signé par un demi million de citoyens[98]. Jusqu'en 1983, il rassemble plus que 4,7 Millions de signatures[99].

Le soutien écrasant pour l'appel de Krefeld est seulement un exemple parmi d'autres de la mobilisation massive que réussit le mouvement de paix en RFA. Les manifestations s'enchaînent désormais et attirent un nombre spectaculaire de participants. À l'occasion du congrès synodal de l'Église évangélique allemande (*Deutscher Evangelischer Kirchentag*) en juin 1981 à Hambourg a lieu une des premières grandes manifestations pour la paix[100]. Le 10 octobre 1981, plus que 300 000 manifestants pacifistes se rassemblent à Bonn[101]. Les manifestations pacifistes se multiplient continuellement dans plusieurs villes allemandes jusqu'au milieu des années 80.

La vitesse extraordinaire de la montée en puissance des mouvements sociaux et

---

95 *Ibid.*, p. 18
96 Cité par WILHARM, Irmgard (dir.), *Deutsche Geschichte 1962–1983*, tome II, Fischer Taschenbuch-Verlag, Frankfurt am Main 1985, p. 209
97 *Ibid.*
98 « Es gibt eine Explosion von Ängsten » in *Der Spiegel* du 13/04/1981
99 « Dann kann die Polizei einpacken » in *Der Spiegel* du 12/09/1983
100 « Bevor wir alles Leben einbunkern... » in *Die Zeit* du 12/06/1981
101 « Bonn: l'invasion des pacifistes » in *Le Figaro du 12/10/1981*

pacifistes s'exprime de surcroît le plus clairement dans le succès d'une nouvelle formation politique qui s'affirme sur la scène politique ouest–allemande : le 13 janvier 1980 est fondé à Karlsruhe le parti fédéral les « Verts » (*die Grünen*). Il s'agit d'un vivier de « listes vertes » et « multicolores » existantes depuis 1977. Issue directement des mouvements écologiques, anti-nucléaires et pacifistes, cette nouvelle formation politique se compose de plusieurs petits partis ayant remporté des victoires électorales surprenantes au niveau communal et régional. Aux élections européennes de mars 1979 le parti les « Verts » atteint 3,2% des voix[102]. Les « Verts » se comprennent comme un parti « anti-parti »[103] et s'emparent des thèmes les plus importants défendus par les mouvements sociaux et quelque peu négligés par le SPD : la protection de l'environnement, les droits civils, la paix et le féminisme. C'est face au manque d'une véritable opposition de gauche pendant la coalition socio-libérale, qu'un nouveau parti émerge à la gauche du SPD. Sa montée en force rapide souligne la volonté de changement que subit la société ouest-allemande au début des années 80. Le nouveau parti paraît de plus en plus comme une menace pour le SPD qui doit faire face à la perte du soutien de son électorat traditionnel. Dès le mois de mars 1980, les « Verts » connaissent des succès électoraux à tous les niveaux. Dans le Land de Bade-Wurtemberg ils obtiennent 5,3 % des voix et entrent dans le Parlement du Land[104]. Seulement trois ans après sa création, le parti accède au Bundestag : aux élections du 6 mars 1983, il obtient 5,6% des voix[105]. Ainsi, les « Verts » s'établissent au fur et à mesure comme la quatrième force électorale dans le paysage politique ouest-allemand. Ce développement est la manifestation la plus claire du détournement d'une partie de la population de la social-démocratie. Le nouveau parti intègre directement le potentiel de protestation écologiste et pacifiste. Les « Verts » deviennent un des partis écologiques les plus importants en Europe. Même si d'autres pays européens connaissent également une renaissance du pacifisme, des mouvements sociaux en général et la formation de partis écologiques, ce développement est particulièrement prononcé en RFA.

---

102 AGCI, Serkan, « Geschichte von Bündnis 90/die Grünen », Bundeszentrale für politische Bildung, http://www.bpb.de/themen/K5WUA2,0,0,Geschichte_von_B%FCndnis_90Die_Gr%FCnen.html [consulté le 10/04/2008]

103 « Wir sind die Anti-Parteien-Partei » in *Der Spiegel* du 14/06/1982. C'est, entre-outre dans cette interview que Petra Kelly, activiste du mouvement de paix et fondatrice du parti, explique: « Nous sommes le parti anti-parti ».

104 AGCI, *art. cit.*

105 Site officiel du Bundestag allemand, résultats des élections parlementaires depuis 1949, http://www.bundestag.de/parlament/wahlen/sitzverteilung/1543.html [consulté le 10/04/2008]

Le pacifisme allemand – un mouvement puissant et ambigu

En RFA, les idées pacifistes trouvent plus de partisans que dans la plupart des autres pays européens. Selon le *Spiegel*, « il n'y a guère d'autres sujets dans l'histoire de l'Allemagne de l'après-guerre qui ont attisé autant d'émotions chez les citoyens »[106] que le déploiement des euromissiles prévu en RFA. Ni la reconstitution d'une nouvelle armée ouest-allemande (1952), ni la discussion sur l'armement atomique de la *Bundeswehr* (1957), ni le débat sur la législation relative à l'état d'urgence[107] (1968) ni la construction des stations nucléaires (depuis la moitié des années 70) n'avaient suscité une protestation aussi large et diversifiée. « Il n'y a pas de parallèle historique »[108] constate le *Spiegel*. Aussi, d'après l'ancien directeur du *Centre d'information des Recherches sur la paix* de Bonn, Karlheinz Koppe, « le mouvement pour la paix est ancré de manière plus profonde et plus large dans la population que tout autre mouvement depuis 1945 »[109]. Les explications de ce particularisme allemand sont multiples.

Premièrement, la situation géographique de la République fédérale la prédispose à une forte sensibilité à la menace nucléaire. Dans sa typologie des mouvements pacifistes européens, le politologue Daniel Colard souligne la portée de cette situation géographique particulière :

> « La RFA est en première ligne en cas d'agression armée en Europe : son territoire est en contact direct avec les frontières du pacte de Varsovie. Elle sait parfaitement que toute guerre européenne se déroulerait d'abord sur son sol, qu'elle serait nucléaire, donc encore plus terrible que le tragique affrontement de 39-45, qu'elle se transformerait ensuite nécessairement en une guerre civile interallemande et fratricide. [...] Si un conflit éclate, il sera pour les Allemagnes et les Allemands sans espoir : ce peuple a la conviction qu'il peut être réduit, anéanti par accident atomique »[110].

Se trouvant dans une situation de menace continuelle, la RFA est donc particulièrement sensible aux idées pacifistes. De plus, c'est sur le sol de la République fédérale que la majorité des armes nucléaires américaines (108 missiles Pershing II) est censée être déployée. En même temps, le pays n'est pas une puissance nucléaire et n'a donc aucun pouvoir de décision sur l'emploi de ses armes – fait souvent mis en relief par les courants pacifistes. La sécurité de la RFA repose uniquement sur le « parapluie nucléaire » américain, ce qui déclenche le sentiment d'être complètement à la merci des États-Unis. C'est un facteur d'insécurité supplémentaire que l'on

106 « Es gibt eine Explosion von Ängsten », *art. cit.*
107 La législation relative à l'état d'urgence (*Notstandsgesetze*) est adoptée en mai 1968 par le Bundestag par la grande coalition. Cette législation modifie la loi fondamentale en introduisant la possibilité de la proclamation de l'état d'urgence pour assurer la liberté d'action de l'État en temps de crise. Elle provoque de protestations massives de la part de l'opposition non-parlementaire.
108 « Es gibt eine Explosion von Ängsten », *art. cit.*
109 KOPPE, Karlheinz, *art. cit.*, p. 18
110 COLARD, Daniel, « Les mouvements pacifistes en Europe » in *ARES Défense et Sécurité 1982*, p. 80

retrouve dans la volonté de mettre fin à cette situation en refusant l'installation des fusées américains sur le sol allemand.

Deuxièmement, le pacifisme en RFA peut être compris à partir des mutations politico-sociologiques des années 60 : engendrée par les mouvements étudiants de la fin des années 60, l'idée d'une participation plus forte des citoyens aux décisions politiques et administratives de l'exécutif gagne de plus en plus de terrain dans la société ouest-allemande. En même temps, se produit une perte de confiance vis-à-vis de l'État en ce qui concerne la compétence de résoudre les problèmes : l'État est perçu comme un appareil administratif inflexible et incapable d'agir[111]. Cette méfiance envers les autorités publiques gagne du terrain à la fin des années 70 quand la détérioration des relations internationales provoque un désarroi existentiel de la population ouest-allemande devant la menace d'une guerre nucléaire[112]. Ce développement provoque un sentiment de désenchantement vis-à-vis des instances politiques qui trouve son expression dans la constitution de mouvements sociaux et notamment des mouvements de la paix. Le potentiel pacifiste, que le SPD a pu intégrer avec sa politique de détente dans les années 60 et 70, s'éloigne dans les années 80 de la social-démocratie pour se manifester d'une autre forme.

Amalgame hétéroclite et polymorphe, le mouvement de la paix allemand est difficile à saisir[113]. À l'étranger et dans les milieux conservateurs allemands, il est souvent perçu comme naïf, diffus, neutraliste voire nationaliste. Il est également soupçonné d'être manipulé par l'URSS. À l'instar de beaucoup de chercheurs français, Daniel Colard décrit la montée du mouvement pacifiste comme un phénomène ambigu. Il résume le problème que l'on rencontre pour porter un jugement clair sur ce mouvement :

> « Les ambiguïtés ne manquent pas : que veulent concrètement les pacifistes ? La paix sans les armes ? La fin de la dissuasion nucléaire ? La déstabilisation de l'Occident ? Le découplage stratégique entre les deux rives de l'Atlantique ? La neutralisation de l'Europe ? La pluralité des discours interdit de répondre à ces questions. Car il n'y a pas "un" pacifisme mais "des" pacifismes. Ce qui les caractérise c'est la diversité »[114]

Ce jugement portant surtout sur le mouvement pacifiste européen n'est pas moins valable pour décrire le pacifisme allemand. Il reste à retenir qu'il n'est pas difficile de trouver des preuves pour quasiment toutes les tendances qu'on reproche au mouvement de paix allemand, s'agit-il du neutralisme, du nationalisme ou de la manipulation soviétique. Mais comme il s'agit d'un

---

111 MECHTERSHEIMER, Alfed, « Die deutsche Friedensbewegung auf dem Weg zu einer emanzipatorischen Friedens- und Sicherheitspolitik », in BOURDET / MECHTERSHEIMER, *op. cit.*, p. 7

112 *Ibid.*

113 BÜLOW von, Katharina, « Pacifisme, une idéologie » in *L'Allemagne et l'avenir de l'Europe. Actes du colloque de Strasbourg du 27 et 28/01/1984*, Éditions Anthropos, Paris 1984, p. 68

114 COLARD, Daniel, « Les mouvements pacifistes en Europe » in *Documents* 2/1983 p. 3-16

mouvement très hétérogène, le poids de ces tendances est difficilement mesurable. Il semble donc, que dans les jugements portés sur le mouvement de paix, d'où qu'ils proviennent, la dimension idéologique pèse toujours autant que la réflexion nette.

Toutefois, une mise en relief des arguments principaux et des revendications communes à tous les groupes qui se rassemblent sous le nom « mouvement de paix », paraît opportune pour la suite de cette analyse. Il y a trois caractéristiques principales qui sont communes à la majorité des groupes pacifistes : une attitude anti-nucléaire, une préconisation du désarmement atomique aussi bien qu'une forte tendance anti-reaganienne ou anti-américaine.

Toutes les manifestations du mouvement de paix sont marquées par le rejet du nucléaire. Elles lancent des avertissements contre le danger d'une guerre « accidentelle » et d'un « holocauste nucléaire»[115]. Tel que défini dans l'appel de Krefeld, le mouvement pacifiste se prononce contre tout stationnement de nouvelles armes nucléaires en Europe. Un point de critique primordial consiste à dire que puisque le potentiel de destruction des deux superpuissances est suffisant pour éliminer plusieurs fois la planète, tout nouvel armement est irrationnel. Les pacifistes revendiquent la fin de la course aux armements et dénoncent le principe de la dissuasion.

Une critique prononcée vis-à-vis du gouvernement américain fait également partie de quasiment toutes les allocutions pendant les manifestations pacifistes. C'est la nouvelle ligne de la politique étrangère américaine depuis 1981 qui suscite de l'inquiétude et de vives critiques des acteurs du mouvement de paix. Pour de nombreux pacifistes allemands, les États-Unis sont désormais perçus comme militaristes, bellicistes et manichéens. Leurs protestations s'adressent plus contre les missiles américains parce qu'ils considèrent que le déploiement des SS 20 soviétiques ne signifierait pas la remise en cause de l'équilibre entre les deux superpuissances[116]. Ils perçoivent même l'installation des Pershing II sur le sol allemand comme une manifestation d'une volonté américaine de domination sur l'Allemagne. À l'instar d'un grand nombre de pacifistes allemands, Alfred Mechtersheimer, pacifiste et écologiste[117], affirme que les armes nucléaires ne doivent pas être seulement considérées comme des instruments de destruction

115 « Nachrüstung: 'Ohne historische Parallele' » in *Der Spiegel* 13/06/1983

116 Pour une analyse plus approfondie, voir ROMER, *op. cit.*, p. 77 sqq.

117 Personnage du premier rang du mouvement de paix allemand, fondateur de l'*Institut für Friedenspolitik Starnberg*, Alfred Mechtersheimer est membre au Bundestag pour le groupe parlementaire des « Verts » entre 1987 et 1990. Sa carrière politique prend un tournant remarquable dans les années 1990 quand il s'allie avec l'extrême droite. Le fondateur du « mouvement d'Allemagne» (*Deutschland-Bewegung*) est aujourd'hui considéré comme partisan de l'extrême droite et soumis au contrôle du service de la protection de la constitution. Alfred Mechtersheimer est donc un exemple pour l'existence du lien entre pacifisme et nationalisme – même si cela constitue peut-être une exception.

« mais également comme un instrument de domination des États Unis »[118].

Ce genre d'argumentation remporte un franc succès auprès des assises électorales du SPD. Les sociaux-démocrates, qui en tant que membres du parti de gouvernement sont tenus de mener une politique étrangère accordant un rôle essentiel à l'amitié germano-américaine, se voient reprocher leur ralliement et d'être des vassaux de la politique américaine. Le SPD risque de prendre le rôle leader qu'il occupait jadis en matière de paix avec l'*Ostpolitik*.

Le pacifisme - un facteur de désunion pour le SPD

Très peu de temps après la signature de la double décision de l'OTAN, le SPD est confronté à des contestations internes et au sein de la population. Le mouvement pacifiste regagne de la force en même temps que les événements sur le plan international conduisent à un échec des négociations de Genève et ainsi vers le déploiement des euromissiles en RFA. Mais l'affaire des euromissiles n'est pas la cause unique de l'émergence des mouvements pacifistes et de la fondation des Verts ; nouveau parti qui renforce le déclin électoral du SPD. Il prend uniquement la fonction d'un catalyseur d'une évolution qui est, au moins partiellement, dessinée. Le SPD, parti de gauche au pouvoir depuis 1966, a inévitablement parcouru un glissement vers la droite. Pendant son temps au gouvernement, le SPD doit accepter des compromis et procéder à une sorte de *Realpolitik* de gauche. Le fait d'être engagé dans une coalition avec un parti de droite (d'abord le CDU/CSU puis le FDP) renforce cet effet. Avec ce relatif virage à droite du gouvernement Schmidt, le parti subit une opposition à sa gauche qui le mène vers une crise identitaire. La montée rapide et puissante de cette opposition – d'abord extraparlementaire puis parlementaire – est accentuée par l'affaire des euromissiles. Le parti se trouve devant un dilemme : pour rester au pouvoir, il doit regagner son électorat perdu. Cela devient seulement possible en intégrant les idées du mouvement de paix. Mais peut-il en même temps tenir compte des engagements du gouvernement au niveau international ? Et comment peut-il garder l'unité face aux contestations dans ses propres rangs qui vont forcément se renforcer, peu importe la voie qu'il empruntera ? Les réponses à ces questions varient et montrent justement la désunion du SPD sur la question du pacifisme. Les sociaux-démocrates sont divisés entre ceux qui souhaitent encourager une intégration du mouvement pacifiste par le SPD, ceux qui refusent tout rapprochement du SPD vers ce mouvement et ceux qui adhèrent eux-mêmes au mouvement de paix.

118 MECHTERSHEIMER, *art. cit.,* p. 8

Dans un communiqué de presse d'avril 1981, Peter Glotz, secrétaire fédéral du SPD, admet que « le SPD souhaite jouer un rôle plus important dans le mouvement de paix »[119]. Cet avis est partagé par une partie des sociaux-démocrates qui cherche le contact et la discussion avec le mouvement de paix. Wolfgang Biermann, adjoint du comité directeur du SPD en matière de politique de sécurité et de désarmement, parle d'un « rapport déréglé » entre son parti et le mouvement de paix[120]. Il déplore le manque de discussion au sein du SPD sur les questions de défense. Selon lui, « la cause essentielle de la distance du SPD par rapport au mouvement de paix est la suivante : le ralliement quasiment servile des relations publiques du parti en matière de politique de sécurité à la politique officielle du gouvernement »[121]. Il demande que le parti prenne la liberté de se distancier de la ligne de Schmidt et se prononce pour une ouverture du SPD au mouvement de paix. Il souligne la nécessité d'exercer une plus grande influence en son sein et propose pour cela une initiative organisée par le SPD à l'échelle fédérale.

Le *Forum Frieden* (Forum sur la Paix), une rencontre entre des représentants du mouvement de paix, des journalistes et des spécialistes des questions de défense du SPD est organisée le 27 août 1981. Mais cette manifestation ne parvient ni à aider à réintégrer les pacifistes, ni ne parvient-elle à dégager une approche commune entre adversaires et partisans du pacifisme au sein du parti. Contrairement à ce qu'il espérait, le SPD n'arrive pas à porter les idées sociales-démocrates dans le mouvement de paix. Il ne réussit pas à convaincre les pacifistes de la politique de la détente à laquelle la double décision ne porterait pas atteinte grâce au volet négociation qui éviterait le stationnement des Pershing. Au contraire, c'est plutôt le mouvement de paix qui exerce une influence croissante sur la discussion au sein du SPD. De plus en plus de ses membres se reconnaissent ouvertement partisans du mouvement de paix, même si cela implique une mise en cause de la politique du gouvernement. Le fossé entre les pacifistes et Helmut Schmidt se creuse.

C'est Erhard Eppler, membre du présidium du SPD, qui se fait l'un des précurseurs du mouvement de paix. Le 10 octobre 1981, il figure parmi les orateurs de la grande manifestation de paix à Bonn. Avec lui, une cinquantaine de députés sociaux-démocrates participe à la manifestation[122]. Helmut Schmidt refuse de prendre au sérieux les mouvements pacifistes. De la même manière qu'il s'oppose aux contestataires de la double décision de l'OTAN au sein de son parti, il ne cache pas son dégoût pour les arguments des pacifistes. Le chancelier fédéral oppose

119 Communiqué de Presse du 13/04/1981, Sozialdemokratischer Pressedienst 1946-1995, Bibliothek der FES
120 ASD-FES, SPD-PV 11174, Vermerk von Wolfgang Biermann 11/05/1981
121 *Ibid.*
122 « M. Schmidt attaqué à sa gauche», *Le Monde* du 02/10/1981

« sa raison de technocrate à la déraison supposée de ses contradicteurs, fussent-ils de son bord »[123]. En faisant preuve de fermeté, il essaie d'étouffer les forces centrifuges au sein du SPD, il tente de défendre la politique de son gouvernement et de garder la confiance de ses partenaires de l'Alliance atlantique – entreprise qui s'avère une gageure.

Le SPD est donc mis en cause par le mouvement de paix sur sa politique de sécurité. C'est le thème du pacifisme qui agit comme un élément désunificateur au sein du parti. Jusqu'à un certain moment, la stratégie de Helmut Schmidt parvient encore à camoufler la scission qui est en train de s'opérer dans la social-démocratie allemande. Pourtant l'éclatement n'est pas loin.

À l'autre bord du Rhin, la situation est inversée : le PS n'est pas du tout attaqué pour sa politique étrangère. L'affaire des euromissiles ne provoque pas, comme en Allemagne ou aux Pays-Bas, de vague pacifiste.

2. Le PS et l'exception française dans une Europe saisie par la vague pacifiste

L'immunité française contre la « maladie pacifiste »

À l'abri de sa force nucléaire indépendante, sortie de l'OTAN et ne devant pas recevoir de missiles américains, la France vit un consensus sur les principes fondamentaux de sa politique extérieure et de défense. Alors qu'en Allemagne les manifestations pacifistes réunissent des masses toujours plus importantes, elles ne rassemblent en France que des participants en nombre limité. C'est pourquoi de nombreux chercheurs parlent d'un « splendide isolement »[124] de la France, de l' « exception du "cas" français »[125] ou de la France comme « contre modèle qui échappe à la maladie pacifiste »[126]. En effet, la société française n'est guère touchée par les idées pacifistes. Plusieurs facteurs contribuent à ce phénomène.

Premièrement, il y a de nombreuses raisons historiques du rejet français du pacifisme[127].

---

123 HUSEMANN, Friedrich W./ SIEGERT, Wolf, « Helmut Schmidt et les incertitudes allemandes » in *Documents* 1/1982, p. 38 - 58

124 MOÏSI, Dominique, « Les limites du consensus » in LELLOUCHE, Pierre (dir.), *Pacifisme et dissuasion* , Travaux et recherches de l'IFRI, Paris 1983, p. 253
GNESOTTO, Nicole, « La France, fille aînée de l'Alliance? », *ibid*., p. 267 (Ce terme caractérisant la politique britannique du 19ème siècle face au continent européen désigne une attitude de retrait des affaires européennes, d'une méfiance envers les alliances et d'une forte volonté de maintenir l'équilibre des forces en Europe.)

125 LELLOUCHE, Pierre, « La contestation pacifiste et l'avenir de la sécurité de l'Europe », *ibid*., p. 15

126 COLARD, Daniel, *art. cit.* (*Documents*), p. 15

127 Cf. DUROSELLE, Jean-Baptiste, « Les précédents historiques: pacifisme des années 30 et neutralisme des années 50 » in LELLOUCHE, *op. cit.*, p. 241-252

La Seconde Guerre mondiale est considérée en France comme une conséquence de la politique d'apaisement menée avant 1939. Les accords de Munich de septembre 1938 constituent un traumatisme pour la France. Pour éviter la guerre, la France et la Grande-Bretagne donnent leur accord à Adolf Hitler qui veut annexer les Sudètes. Ainsi, le gouvernement français d'Éduard Daladier abandonne la Tchécoslovaquie avec laquelle la France avait passé des accords pour garantir ses frontières. En France, le pacifisme des années 30 et le « souvenir de Munich » restent par la suite ancrés dans les mémoires pour les effets destructeurs d'une politique de la paix[128]. Plus tard, la Guerre froide ajoute une autre raison du discrédit du pacifisme en France. En avril 1949 s'ouvre à Paris le premier congrès des partisans de la paix. Le « Mouvement de la paix » qui se forme par la suite est fortement influencé par des idées procommunistes. L'« appel de Stockholm » du 19 mars 1950, lancé par le Mouvement contre la bombe atomique, recueille 14 millions de signatures en France. Le Mouvement s'appuie sur les infrastructures et les positions du Parti communiste et fonde un relais d'opinion pour faire passer les idées de l'Union soviétique en Occident[129]. C'est pourquoi, le pacifisme des années 50 devient synonyme de manipulation communiste. En France, le pacifisme a donc, historiquement, une connotation majoritairement négative.

Deuxièmement, le pacifisme n'affecte guère la France car un des fondements majeurs de la contestation pacifiste des années 80, la peur du nucléaire, y est quasiment inexistant. Contrairement à la RFA, la société française ne connaît pas de contestations anti-nucléaires importantes. Celles-ci sont en lien direct avec la mise en cause de doctrines stratégiques basées sur la dissuasion nucléaire et ainsi avec la montée des mouvements pacifistes. Mais la société française se distingue par une attitude bien différente sur la question du nucléaire. « Les français sont habitués à l'énergie nucléaire » note Daniel Colard. « Presque 45% de l'électricité consommée est issue des centrales atomiques. [...] Apparemment, les armes de la terreur donnent à la population la sensation de sécurité au lieu de lui causer de la peur. Chez nous, le nucléaire est considéré comme facteur de progrès technique qui contribue à la modernisation et à la grandeur du pays »[130]. À cela s'ajoute le consensus français sur la doctrine de la dissuasion nucléaire. Les armes nucléaires continuent d'être vues essentiellement sous l'angle de la dissuasion. Selon Pierre Hassner, professeur à l'IEP Paris, « il semble bien en effet que les Français soient favorables à la présence d'armes nucléaires [...] sur leur sol à titre de bluff dissuasif [...]. Du moins ces armes ne sont-elles pas considérées comme des facteurs de guerre,

128 Cf. FRITSCH-BOURNAZEL, *art. cit.,* p. 55- 71
129 Cf. ROMER, *op. cit*., p. 72 sqq.
130 COLARD, Daniel: « Friedensbewegung auf deutsch und auf französisch. Ursachen und Mechanismen einer Asymmetrie » in *Dokumente* 3/1983, p. 204-212

au sens où leur existence rendrait plus probable soit leur emploi soit une attaque les prenant pour cibles »[131]. La France se distingue par une attitude majoritairement positive vis-à-vis du nucléaire.

Troisièmement, la situation particulière de la France dans l'ordre international de la Guerre froide la prive des tendances anti-américaines qui sont à la base des mouvements pacifistes dans les autres pays d'Europe. La protection des États-Unis commence à apparaître pour beaucoup d'Européens, notamment allemands, plus comme une menace que comme une garantie. Selon Dominique Moïsi, chercheur à l'IFRI, s'agrège à ce réflexe de peur un « rejet d'ordre socioculturel » qui n'existe pas en France. Modèle d'identification culturel pour des générations, les États-Unis sont rejetés par la société allemande aujourd'hui. En France, où une telle identification n'a jamais existé, l'anti-américanisme s'exprime « sous des formes plus traditionnelles et politiques que socioculturelles. [...] Derrière les termes de souveraineté nationale et de force stratégique indépendante, maîtresse de ses choix et responsable de sa défense, la France a pu se garder des effets pervers de l'OTAN [...] »[132]. Ces « effets pervers » résultent du fait que l'OTAN est fondée sur un déséquilibre structurel entre l'Europe et les États-Unis, déséquilibre encourageant un comportement irresponsable dans des États protégés par leur irresponsabilité même[133]. Parce que la France demeure en-dehors de l'organisation militaire de l'OTAN et conserve sa puissance nucléaire indépendante, sa population ne connaît pas le même sentiment d'impuissance face au protecteur américain, contrairement à la société ouest-allemande. Un mouvement pacifiste qui conteste cette dépendance ne trouve donc pas de cible en France.

En plus, l'image de l'URSS en France est beaucoup plus négative que chez ses voisins européens. Tandis que les mouvements pacifistes des autres pays se distinguent par une certaine clémence à l'égard de l'Union soviétique, la France montre une plus grande fermeté. Alfred Grosser note à cet égard qu'« en France s'est progressivement établi une sorte d'unanimité dans l'antisoviétisme aboutissant à un renforcement du sentiment d'appartenance à un "bloc", mais à un camp rassemblé pour la défense de la liberté »[134]. Les intellectuels français, qui avaient une vision plus favorable dans les années 50, dénoncent à partir des années 70 de façon militante « la patrie du goulag »[135]. Cette image négative est partagée en grande majorité par l'opinion publique. Les idées pacifistes, marquées par une attitude moins critique envers l'URSS, ne trouvent alors que très peu d'écho en France. Cela d'autant plus que les pacifistes sont

131 HASSNER, Pierre, « De l'équilibre de la terreur à la terreur de l'équilibre? » in *Esprit*, juillet 1983, p. 78
132 MOÏSI, Dominique, « Les limites du consensus », in LELLOUCHE, *op. cit*. p. 254
133 *Ibid.*
134 GROSSER, Alfred, « Les socialistes français et allemands en déphasage » in *Le Matin* du 27/09/1986

catégoriquement soupçonnés d'être manipulés par l'URSS.

À tous ses facteurs s'ajoutent encore quelques spécificités d'ordre socioculturel : la faiblesse du mouvement écologiste en France, le rôle de l'Église plus amoindri en France qu'en Allemagne où l'Église protestante est à la tête de la contestation pacifiste. Cette multitude de facteurs explique « l'exception française » dans une Europe saisie par la vague pacifiste. En effet, le mouvement pacifiste est un facteur négligeable dans la vie politique française.

Le mouvement pacifiste français – un courant marginal

Si la France elle aussi rencontre un essor des courants pacifistes au début des années 80, les actions du mouvement français ne parviennent guère à mobiliser les masses[136]. Le 25 octobre 1981, le Mouvement de la Paix rassemble quelque 100 000 personnes à Paris lors d'une manifestation pacifiste[137]. Il s'agit pourtant du sommet de sa force mobilisatrice. C'est l'influence communiste prédominante dans le Mouvement de la paix qui le discrédite en France. La rhétorique du PCF depuis l'adoption de la double décision de l'OTAN et le fait qu'il « s'est fidèlement fait l'écho des arguments du Kremlin »[138] contribuent à cette aversion. Tous les efforts du PCF en vue de mobiliser un large public en dehors de son parti ne réussissent pas.

L'influence communiste dans la campagne pour la paix en France suscite un autre effet affaiblissant la mobilisation pacifiste en France : les organisations pacifistes sont fractionnées en fonction des considérations idéologiques. Il y a là un phénomène supplémentaire qui distingue la France de ses voisins européens. Nicole Gnesotto, chercheuse à l'IFRI, le formule ainsi : « Si le mouvement de paix européen transcende les clivages politiques traditionnels au nom d'une défense spontanée de la civilisation, son homologue français continue par contre de se définir par rapport au système politique national »[139]. En effet, le pacifisme en France n'est pas porté par une large base de mouvements citoyens et recueille beaucoup moins de soutien que le mouvement de paix en RFA.

---

135 En 1974 est publié en France l'ouvrage « L'Archipel du goulag », dans lequel le dissident russe Alexandre Soljénitsyne témoigne de la réalité des camps en Union soviétique. L'effet est particulièrement retentissant en France. Cet événement politico-éditorial va cristalliser un tournant brutal dans l'engagement et dans la pensée des Français. Désormais c'est la critique du totalitarisme du marxisme qui marque les discours des intellectuels français.
Cf. LELLOUCHE, Serge, « La critique du totalitarisme et le déclin du marxisme » in *Sciences Humaines*, Hors-série n°30, décembre 2000/janvier, février 2001

136 « Le pacifisme en Europe, France: le Mouvement de la paix et les autres » in *Le Monde* du 24/10/1981

137 *Ibid.*

138 LELLOUCHE, « France and the Euromissiles », *art. cit.*, p. 320

139 GNESOTTO, art. cit. p. 268

Il existe un deuxième courant pacifiste, qui se définit comme le rassemblement de tous les pacifistes de la gauche non communiste : le « Comité pour le désarmement nucléaire en Europe » (CODENE)[140]. En 1981, ce centre de coordination informel se forme contre la tendance procommuniste du Mouvement de la paix. Il s'agit d'une association des mouvements contestataires de gauche comme le Parti socialiste unifié (PSU), le « Mouvement pour le désarmement, la paix, la liberté » (MDPL) et le « Mouvement d'action non-violente » (MAN) et d'une vingtaine d'organisations diverses.

Le pacifisme français est marqué par la rivalité de ses deux tendances majeures, le CODENE et le Mouvement de la paix. C'est le CODENE qui entretient le plus de liens avec les mouvements pacifiste ouest-européens. Contrairement au Mouvement de la paix, la majorité des groupes pacifistes du CODENE partage l'idée qu'il faudrait intégrer les ogives nucléaires de la France dans l'arsenal global de l'OTAN dans toutes les négociations pour le retrait de l'armement en Europe. C'est donc le CODENE qui bénéficie davantage du soutien du mouvement pacifiste en Europe. Le Mouvement de la paix est en revanche perçu comme un mouvement trop visiblement procommuniste et incohérent aux yeux du mouvement européen dans son ensemble, notamment à cause de sa volonté d'exclure la force de frappe des négociations sur la réduction des euromissiles[141].

Le CODENE représente un mouvement marginal au niveau de ses effectifs[142]. Le Mouvement de la Paix, de son côté, bénéficie d'une plus forte puissance par son infrastructure et son organisation. Toutefois il ne parvient pas à se dissocier des effets de l'équivalence entre paix et communisme – un repoussoir aux yeux d'une grande partie de l'opinion publique française[143].

De la même manière, les médias et la classe politique font consensus sur la doctrine de la dissuasion nucléaire française, la France se retrouve majoritairement unie dans le rejet du pacifisme. Les articles de presse aussi bien que les articles de revues spécialisées expriment leur aversion des idées pacifistes en parlant de « maladie pacifiste »[144], de « maladie infantile »[145] ou en accusant les pacifistes d'utiliser des « arguments absurdes », de livrer un « combat néfaste » et d'être des « marionnettes inconscientes du plus puissant empire totalitaire sur la Terre »[146]. Ces expressions ne constituent qu'un échantillon modeste des appréciations véhiculées par le

140 *Ibid.*
141 *Ibid.*
142 *Ibid.*
143 *Ibid.*
144 COLARD, *art. cit.*, *Documents,* p. 15
145 BONIFACE Pascal / HEISBOURG, François, *La puce, les hommes et la bombe. L'Europe face aux nouveaux défis technologiques et militaires*, Hachette, Paris 1986, p. 177
146 « Pacifistes, go home! » in *Le Figaro* du 04/06/1982

discours scientifique et médiatique français. Elles démontrent un consensus sur la question du pacifisme qui traverse également toutes les grands courants politiques. Les conservateurs aussi bien que les socialistes rejettent les idées pacifistes. Également sur ce point, le PS se trouve conforté dans son opinion par un large « consensus français ».

Le pacifisme – un mouvement qui fait voir « rouge » au PS

Le PS, défendant la double décision de l'OTAN et la doctrine de la dissuasion nucléaire, prend une position hostile à l'égard du pacifisme. Comme la majorité de l'opinion publique, les socialistes déplorent « le résultat catastrophique de l'esprit munichois » et renvoient à « l'illusion du pacifisme-défaitisme » de l'avant-guerre[147]. Pierre Bernard, à l'époque député socialiste au Parlement européen, résume la position des socialistes français sur le pacifisme :

> « [Il y a] un risque de confusion résultant de l'ambiguïté du substantif pacifisme. En effet, ce substantif renvoie à deux adjectifs [...] qui [...] n'ont pas la même connotation qualificative : [...] être pacifique, c'est être résolu à ne pas agresser et être pacifiste, c'est être résigné à ne pas se défendre. Cette dernière attitude constitue évidemment une prime à l'agresseur potentiel et [...] n'a jamais permis de maintenir les chances d'une vraie vie (c'est-à-dire dans la liberté et dans le respect des droits fondamentaux) ni même de maintenir la vie tout court (cf. les millions de morts de la dernière Guerre mondiale). C'est pourquoi est si fallacieux le slogan "plutôt vivre rouge que d'être morts", à moins d'admettre que la "vie en rouge dans le Goulag" constitue une réalisation acceptable de son idéal d'existence ! [...] Ne conviendrait-il pas d'approfondir l'alternative [...] à laquelle nous sommes confrontés en tant que socialistes démocratiques : être pacifistes ou pacifiques ? Pour moi: *non offendo, sed defendo* : je n'attaque pas mais je me défends! »[148]

Cette argumentation distingue résolument un pacifisme résigné et sans courage de défendre certaines idéaux de la liberté et un pacifisme qui est marqué par une attitude calme mais vaillante et prêt à défendre ces idéaux. C'est cette dernière conception qui prime au sein du PS. Elle reflète justement la logique de la doctrine française de la dissuasion : la force de frappe est considérée comme une « arme de non guerre ». Aucun pays ne doit craindre d'être attaqué par la France, cependant la France empêche tout agresseur potentiel d'attaquer son territoire en se dotant de moyens de défense dissuasifs. Le PS a donc complètement intégré cette logique et juge fallacieux de penser que le pacifisme puisse être un moyen de préserver la paix.

Charles Hernu, désormais ministre aux Affaires étrangères, s'exprime dans le même état d'esprit : « Le pacifisme est une notion généreuse, humaniste, philosophique, religieuse, selon la

147 CAS – FJJ: 405 RI 16, protocole d'un débat des socialistes de la communauté européenne sur la politique de défense 30/05/1983

148 *Ibid.*

conception de chacun, et absolument louable. Malheureusement, l'histoire nous enseigne que la paix n'a jamais été le résultat d'un engagement pacifiste. Pour aboutir à un véritable état de paix, il faut négocier et discuter sur le désarmement. [...] Cette paix, on ne l'obtient pas à travers des manifestations [...] bruyantes dans la rue »[149].

Cette conception trouve son application directe dans l'attitude du PS par rapport aux courants pacifistes dans le débat sur les euromissiles. Dans plusieurs interviews et discours publics, François Mitterrand explique la position sceptique du PS à l'encontre des mouvements pacifistes. Selon lui,

> « le mouvement pacifiste est l'expression d'une inquiétude légitime des européens face à l'accumulation des armes nucléaires. [...] Mais, la méthode proposée [ne va pas] dans le sens du but recherché, le pacifisme [n'est pas] la voie de la paix [...]. Si l'on y regarde de plus près, la dissymétrie dans l'expression du pacifisme est inverse de celle qui caractérise la situation en matière d'euromissiles [...] »[150]

Il développe : « Je constate des choses tout à fait simples, dans le débat actuel, sur le pacifisme et tout ce qu'il recouvre. Le pacifisme est à l'Ouest et les euromissiles sont à l'Est. Je pense qu'il s'agit là d'un rapport inégal »[151]. Le président français plaide pour ne pas confondre « le pacifisme comme postulat et la paix comme résultat » et souligne que « seul l'équilibre des forces préserve la paix »[152]. Dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Stern* il explique: « Si je condamne le neutralisme c'est que je crois que la paix est liée à l'équilibre de forces dans le monde. L'installation des SS 20 [...] rompt avec cet équilibre en Europe. Je ne l'accepte pas et j'admets qu'il faille armer pour retrouver le point d'équilibre. À partir de là, il faudra négocier »[153]. Il s'agit là d'un argument fondamental des socialistes français : le rétablissement de l'équilibre des forces est une condition *sine qua non* pour toute politique de paix.

Au sujet des manifestations des mouvements pacifistes en France et des nombreuses sollicitations de ses membres pour y participer, le comité directeur rappelle les positions du parti sur les rapports avec le Mouvement de la paix :

> « Pour nous, le désarmement n'est pas un mot magique, une formule incantatoire et vague sans contenu précis. C'est pourquoi nous ne saurions nous associer à des "actions pour le désarmement et la paix" si elles ne mentionnent pas explicitement, à la fois le retrait des SS20 de la Russie d'Europe, le non déploiement des missiles Pershing II, la condamnation de

149 « Wir können Amerika nicht ersetzen » in *Der Spiegel* du 27/06/1983

150 Entretien accordé au journal belge *Le Soir*, 12/10/1983 site internet de la Documentation française « vie-publique.fr » http://discours.vie-publique.fr/notices/837173100.html [consulté le 27/04/2008]

151 Discours au Palais Royal de Bruxelles le 12/10/1983, *ibid.* http://discours.vie-publique.fr/notices/837174000.html [consulté le 27/04/2008]

152 Conférence de presse sur la politique étrangère et économique, Paris, Palais de l'Elysée, le 24/09/1981, *ibid.* http://discours.vie-publique.fr/notices/817119300.html [consulté le 27/04/2008]

153 « Die deutsch-französische Freundschaft hängt doch nicht an einer Tasse Tee », Interview de François Mitterrand in *der Stern* du 09/07/1981

> l'Afghanistan et celle de l'intervention américaine dans le Salvador[154]. Toute autre manière d'aborder la question reviendrait à accepter des formulations vagues propres à toutes les interprétations et partant à toutes les récupérations »[155].

Ce positionnement fait clairement ressortir la méfiance envers le pacifisme, phénomène qui est perçu comme aveugle puisqu'il dénonce trop souvent les États-Unis mais jamais l'URSS. Au PS, les manifestations du Mouvement de la paix sont considérées comme une tentative des communistes pour consolider et élargir leur influence[156]. C'est aussi dans une logique de prise de distance par rapport au PC que le PS refuse de soutenir les actions du Mouvement de la paix en France. Dans *Unité*, « l'ambiguïté » des manifestations pacifistes est soulignée : « on [dénonce] la modernisation de l'arsenal militaire de l'OTAN [...] mais on [ne fait] pas la moindre allusion à la multiplication des SS 20 soviétiques qui sont pourtant directement pointés vers la RFA »[157]. L'organe de presse du PS critique la « récupération »[158] du mouvement pacifiste par Moscou. Les socialistes se voient ainsi dans l'obligation de « contester à ceux qui pourraient être tentés de se servir du pacifisme comme d'une arme de guerre, et des manifestations pacifistes comme d'un cheval de Troie, le droit de s'ériger en seuls défenseurs de la paix »[159]. Le PS s'oppose explicitement au pacifisme endoctriné par l'idéologie soviétique et propose sa propre conception d'une politique de paix consistant dans une dissuasion efficace.

***

Le président français défend donc la même position que le chancelier allemand. Tous les deux soutiennent la double décision de l'OTAN et rejettent le pacifisme. François Mitterrand et Helmut Schmidt se trouvent plus ou moins en accord sur les questions de défense, même si le rôle de leur pays dans le conflit est-ouest diverge et implique des priorités différentes de leurs actions sur le plan international. Pendant la période que Helmut Schmidt exerce encore la responsabilité gouvernementale, les relations bipartites entre le SPD et le PS sont relativement harmonieuses. Le PS, qui observe avec méfiance la montée du pacifisme allemand, soutient le

154 Le Salvador se trouve dans une guerre civile sanglante (1980-1992) entre l'extrême droite et la guérilla marxiste. Pour soutenir la junte militaire en place dans leur lutte contre le communisme, les États-Unis s'engagent aux côtés de l'armée salvadorienne.

155 CAS-FJJ: PS – Comité directeur /Bureau exécutif 1980-1981, document annexe de l'ordre du jour du 14/10/ 1981 (point 3: manifestation à l'initiative du mouvement de la paix)

156 « Le pacifisme en Europe. France: le Mouvement de la paix et les autres », *art. cit.*

157 « Ambiguïté du pacifisme » in *Unité* du 17/10/1981

158 *Ibid*.

159 « La colombe et l'oiseleur. De l'appel de Stockholm au pacifisme des années 80, un ancien combattant se souvient » in *Unité* du 31/10/1981

chancelier Schmidt dans son combat de soutien de la double décision et contre les idées pacifistes au sein de son parti.

Cependant, la relation entre François Mitterrand et Helmut Schmidt est loin d'être de la même nature que la bonne entente Schmidt – Giscard d'Estaing. Leurs rencontres avant l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, sont marquées par des malentendus et de la méfiance sur les deux côtés. Dans *De l'Allemagne et de la France*, François Mitterrand avoue qu'il avait eu avec le chancelier Schmidt « des difficultés assez sensibles et répétées au sein de l'Internationale socialiste » et que leurs dialogues « n'impliquaient aucune chaleur particulière »[160]. Helmut Schmidt confirme cette opinion dans *Menschen und Mächte II* quand il décrit sa réaction incrédule face aux propos de François Mitterrand lors d'une conférence de l'Internationale socialiste à Elseneur en janvier 1976 : « C'est donc lui, l'ami politique que Willy Brandt avait recommandé si vivement à mon cœur ? »[161]. En février 1981, le chancelier déclare en public : « La victoire de Mitterrand ? Ne me parlez pas de malheur ! »[162]. Mais les crispations dans les relations Schmidt-Mitterrand s'atténuent une fois que les deux hommes sont obligés de coopérer sur le plan intergouvernemental. Hubert Védrine, à l'époque conseiller à la cellule diplomatique de l'Élysée, note à ce sujet :

> « Les deux hommes assument aussitôt la situation nouvelle qui les fait désormais partenaires de tous les instants. Oubliées les querelles de l'Internationale socialiste. Ont-ils le choix ? Tous deux sont des réalistes lucides et Schmidt est, en plus, las et désabusé : par pacifisme, peur ou nationalisme inavoué [sic], ses compatriotes et pis encore, son propre parti ne le suivent pas sur les euromissiles [...]. La position claire et nette du nouveau président français sur les SS 20 [...] est, dans cette atmosphère morose pour lui, on ne peut plus précieuse. [...] Finalement, les deux hommes vont bien s'entendre au cours des dix-sept mois que Schmidt restera encore chancelier »[163].

C'est donc surtout par rationalité que les relations entre les deux leaders de partis s'améliorent. Il est évident pour les deux hommes que la bonne entente franco-allemande prévaut sur toute considération d'une éventuelle solidarité socialiste. Helmut Schmidt l'avoue même en expliquant que « compte tenu de [sa] collaboration fructueuse avec Giscard, [il] n'était pas intéressé par une victoire électorale de la gauche [...] à Paris [...] »[164]. Une fois que Mitterrand est élu président de la République, Helmut Schmidt est « décidé à aller vers lui sans réserve et tout aussi ouvertement » qu'il l'avait fait sept ans auparavant à l'encontre de Valéry Giscard d'Estaing, car

160 MITTERRAND, François, *De l'Allemagne et de la France*, Editions Odile Jacob, Paris 1996, p. 167/168
161 SCHMIDT, Helmut, *Menschen und Mächte II. Die Deutschen und ihre Nachbarn*, Siedler Verlag, Berlin 1990, p. 242
162 ATTALI, Jacques, *Verbatim I – chronique des années 1981-1986*, Fayard, Paris, 1993, p. 24 et VÉDRINE, *op. cit*., p. 128
163 *Ibid*., p. 129
164 SCHMIDT, Helmut, *Menschen und Mächte II.*, *op. cit.*, p. 243

pour lui, l'entente franco-allemande était « la pierre angulaire de toute défense d'intérêts allemands »[165].

Quant aux motifs de François Mitterrand pour soutenir Helmut Schmidt à propos la double décision de l'OTAN, Jacques Attali, conseiller spécial du président, allègue que pour le président français « la solidarité franco-allemande [est] la clé de sa politique étrangère. Si Schmidt lui avait demandé de prendre une attitude hostile au déploiement des Pershing, comme le réclament les sociaux-démocrates pacifistes, peut-être l'aurait-il fait aussi pour raison de solidarité »[166]. Mais cette hypothèse paraît illusoire : l'installation des euromissiles et le rejet du pacifisme se trouvent en parfait accord avec ligne de Mitterrand en matière de politique étrangère. Il n'est pas probable qu'il accorderait une plus grande importance à la solidarité franco-allemande qu'aux intérêts stratégiques de la France.

Mais ce qui est intéressant de constater c'est que personne, ni les deux hommes politiques, ni leurs conseillers, ne parlent dans ce contexte d'une solidarité entre partis socialistes. Il paraît ainsi que les décisions des deux chefs d'États sont déterminés tout d'abord par des intérêts nationaux, ensuite par des considérations en faveur d'une bonne entente franco-allemande et seulement en dernier lieu, si tant est que ce soit le cas, par une certaine solidarité entre partis socialistes. Cette thèse trouve sa confirmation seulement peu de temps après, quand le conflit sur le pacifisme croissant au sein du SPD se transforme en une vraie pomme de discorde entre sociaux-démocrates allemands et socialistes français.

165 *Ibid.*, p. 250
166 ATTALI, *op. cit.*, p. 25

Deuxième partie

Le Pacifisme – une pomme de discorde entre le SPD et le PS (1982-1985)

Plus de deux ans après la double décision de l'OTAN, aucune solution n'est en vue dans les négociations de Genève. En 1982 et 1983, plusieurs propositions d'un accord entre les États-Unis et l'URSS sont faites par leurs négociateurs respectifs, mais aucun accord ne se dégage. Compte tenu de l'inconciliabilité des positions soviétiques et américaines, les discussions se dirigent forcément vers une impasse. L'espoir de contourner le stationnement des Pershing II en RFA décline. Pour le SPD cela se traduit par la montée en puissance irrésistible du pacifisme dans la population allemande. Le nombre même de pacifistes au sein du SPD ne cesse de croître. Face à ce développement, l'éloignement entre le SPD et le PS s'accélère. Le passage du SPD dans l'opposition à la fin de l'année 1982 contribue considérablement à ce développement et on assiste par la suite à une détérioration massive des relations bipartites. Leurs conceptions du pacifisme et leurs positions en matière de politique de sécurité et défense s'opposent à tel point que toute tentative de surmonter ce fossé s'avère vaine.

Chapitre III

L'inflexion pacifiste du SPD – vers une crise entre socialistes et sociaux-démocrates

Au sein du SPD, les idées pacifistes gagnent en terrain. Successivement, la position de Helmut Schmidt est mise à l'écart par les pacifistes sociaux-démocrates. L'éclatement de la coalition sociale-libérale provoque un essor supplémentaire de leur position au sein du SPD. Cette évolution met en alerte le Parti socialiste français. Un divorce se produit entre les deux partis frères qui s'affiche le plus clairement lors de la campagne électorale allemande de 1982/1983.

1. La volte-face du SPD : victoire progressive des pacifistes et perte de la responsabilité gouvernementale

Le SPD à la veille du congrès de Munich : un parti fractionné

Dans la phase en amont du congrès fédéral du parti à Munich qui s'annonce pour le mois d'avril 1982, la crise du SPD devient de plus en plus visible. L'aile gauche du parti a largement intégré

le mouvement de paix et demande une ouverture complète aux idées pacifistes. Il y a désormais deux courants qui s'affrontent au début de l'année 1982 dans les rangs des sociaux-démocrates.

Le premier, qui s'accroît avec virulence, demande la résiliation de la double décision de l'OTAN et se reconnaît ouvertement pacifiste. Dans ce courant se trouvent notamment Erhard Eppler et Oskar Lafontaine, président du SPD de la Saar[167]. Les deux hommes ne se privent pas de critiquer ouvertement la politique de Helmut Schmidt et participent activement à de nombreuses manifestations pacifistes. De plus, ils font entendre leur position dans divers journaux, émissions radiophoniques et ouvrages politiques. Dans la préface d'un recueil pacifiste intitulé *Résiliez la double décision de l'OTAN*[168] Oskar Lafontaine expose son point de vue de la manière la plus transparente :

> « Le complexe militaro-industriel a mené le nouveau gouvernement des États-Unis à lancer un programme d'armement gigantesque. La décision de produire les Pershing II et les missiles de croisière a été prise principalement par l'industrie sans que le politique ne soit consulté auparavant. [...] La doctrine de l'équilibre des forces se révèle davantage comme le moteur d'un réarmement au niveau mondial. Elle sert [...] aux militaires, aux politiciens, à l'industrie de justifier le réarmement éternel. [...] La conclusion [...] de résilier la double décision de l'OTAN s'impose. Parfois la politique peut être aussi simple que cela. Nous décidons de ne pas suivre le programme de réarmement. Notre sécurité n'en souffrira pas du tout »[169].

Avec cet avis, Oskar Lafontaine défend ouvertement une position diamétralement opposée à celle de Helmut Schmidt. Sa critique va même au-delà de l'argumentation politique objective quand il dit dans le *Stern* : « Helmut Schmidt parle surtout de sentiment de devoir, de prévisibilité, de faisabilité, de fermeté. Ce sont des qualités secondaires. Plus précisément dit : avec cela on peut également gérer un camp de concentration »[170]. Les excuses qu'il présente ultérieurement au chancelier n'empêchent pas que le SPD soit perçu de plus en plus comme un parti complètement déchiré par ses luttes intestines. Certes, l'attitude d'Oskar Lafontaine représente l'exemple des critiques les plus aiguës à l'encontre du chancelier. Mais il n'en demeure pas moins qu'une large partie du SPD sympathise avec son argumentation sur le fond et se prononce pour la récupération des pacifistes par le SPD. Cela signifie automatiquement une mise en cause de la politique du gouvernement d'Helmut Schmidt. De plus, les adversaires du gouvernement gagnent du terrain au niveau régional. En janvier 1982, la fédération régionale de

---

167 Entre 1985 et 1998, Oskar Lafontaine est ministre président de la Sarre; entre 1995 et 1999 il est président du SPD et candidat à la chancellerie aux élections fédérales de 1990. En 1998, il est ministre de finances dans le gouvernement de Gerhard Schröder. Opposé à une politique qu'il juge trop libérale, il quitte toutes ses fonctions en 1999. Aujourd'hui Oskar Lafontaine est chef du nouveau parti de gauche *Die Linke.*

168 ALBRECHT, Ulrich, *Kündigt den Nachrüstungsbeschluss*, Fischer Informationen zur Zeit, Frankfurt am Main 1982

169 LAFONTAINE, Oskar, Préface in Albrecht, *op. cit.*, p. 7-9

170 Cité dans « Lafontaines Politikerschelte. Erst draufhauen, dann wegducken » in *Der Spiegel* du 06/03/2006

Hambourg adopte une résolution en faveur d'une zone dénucléarisée en Europe[171].

Helmut Schmidt considère le virage pacifiste de l'aile gauche du SPD comme une menace pour la stabilité de sa coalition avec le FDP. Lors d'une séance du groupe parlementaire du SPD au Bundestag il remarque :

> « Je ne veux contester à personne sa volonté de paix. Mais je dois m'opposer à la participation de sociaux-démocrates à des manifestations qui seront interprétées comme un combat – même s'il est mené publiquement – interne du parti qui vise la politique du gouvernement [...]. Ce n'est pas seulement l'image du parti des sociaux-démocrates qui est en danger [...] mais évidemment, c'est aussi la cohésion des deux partenaires de la coalition qui est compromise et ébranlée »[172].

Il reproche à ses camarades de l'aile gauche d'empêcher toute discussion sérieuse à cause de « toutes ces professions de paix et toutes ces professions de peur » et de faire primer leur « besoin de mise en scène » personnel sur « la solidarité du parti »[173]. Soucieux de préserver la continuité de son gouvernement, le chancelier essaie de se rendre maître de la situation.

Les partisans du chancelier représentent l'autre courant d'opinion dans cette phase. Ils se prononcent contre tout essai d'intégration du mouvement de paix et écologiste. Richard Löwenthal, professeur en sciences politiques et conseiller du parti en matière de principes fondamentaux, résume les raisons de la crise du SPD dans un document en six thèses[174]. Selon lui, le parti doit choisir entre les travailleurs et les marginaux, appelés *Aussteiger* (ceux qui descendent du train). Ces jeunes, constate Richard Löwenthal, rejoignent désormais les mouvements « alternatifs » tandis qu'un bon nombre d'électeurs sociaux-démocrates votent pour le CDU ou refusent de voter. Ainsi, le SPD perd de ses militants. En effet, le nombre d'effectifs du parti est en chute pour la première fois depuis 1954 entre 1976 et 1984 le SPD perd plus de 100 000 membres[175]. Entre les intérêts des ouvriers et ceux des jeunes « alternatifs » Richard Löwenthal ne voit aucune accommodation possible. Pour récupérer la place traditionnelle et retourner à ses racines ouvrières, le SPD doit écarter toutes tentations du discours marginal[176]. Son papier trouve le soutien du « cercle de Seeheim » (*Seeheimer Kreis*), le courant conservateur

---

171 « Menace de scission à la gauche du Parti social-démocrate » in *Libération* du 26/01/1982 ; Il s'agit d'une idée qui revient fréquemment du côté des pacifistes en RFA. Le plus souvent, ce concept préconise une zone sans stationnement des armes nucléaires dans tous les États européens (de l'Ouest et de l'Est) qui ne sont pas détenteurs autonomes de l'arme atomique. Il s'agit donc de l'idée de créer une Europe neutre entre les deux blocs.

172 FES, SPD-BT, IX. Wahlperiode, 31, Fraktionssitzung 29/09/1981

173 *Ibid.*

174 Cf. KAHRS, Johannes/ VIEHBECK Sandra, *In der Mitte der Partei. Gründung, Geschichte und Wirken des Seeheimer Kreises*,, Seeheimer e.V., Berlin, 2005, p. 33 sqq.

175 Bundeszentrale für Politische Bildung, Graphique sur le développement des effectifs des partis en RFA, http://www.bpb.de/themen/NW8VAW,0,0,Mitgliederentwicklung.html [consulté 01/05/2008]

176 « Dann ist die Regierung schon 1982 am Ende », Interview avec Richard Löwenthal et Erhard Eppler in *Der Spiegel* du 14/12/1981

du SPD. Herbert Wehner, président du groupe parlementaire social-démocrate au Bundestag, et Annemarie Renger, vice-présidente du Bundestag, se trouvent parmi ses supporteurs.

Les « six thèses » s'opposent directement à l'approche de Willy Brandt qui, dans sa fonction de chef du parti, essaie de ressouder le parti dans un esprit fédérateur. Même si celui-ci ne partage pas l'idée que le SPD doive intégrer complètement le mouvement de paix, il espère pouvoir récupérer toutes les forces centrifuges dans un nouveau compromis politique. Il revendique un « nouveau SPD » qui représenterait les grands courants sociaux et notamment la jeunesse. Ces « couches verdoyées » (*angegrünte Schichten*) n'aspireraient à rien « qui serait étranger au socialisme démocratique »[177]. Avec ces idées il trouve le soutien unanime des JUSOS.

Quand le chancelier exprime son soutien pour les idées de Richard Löwenthal, cela signifie en même temps une attaque contre le chef du parti Willy Brandt. Dans sa biographie *Weggefährten* Helmut Schmidt décrit la situation :

> « Brandt faisait une allergie [contre la publication des « six thèses »] et appelait son vieil ami Löwenthal à la discipline du parti. Mais en même temps il laissait libre d'action d'autres sociaux-démocrates éminents qui critiquaient constamment mon gouvernement en public et qui violaient les décisions du conseil du parti et du présidium dont ils faisaient en même temps partie. Cela me courrouçait. Je venais au secours de Rix [Richard Löwenthal] qui fut, à juste titre, inquiet de voir le SPD se retirer du centre du spectre électoral »[178].

Peu de temps avant le congrès de Munich, les affrontements s'endurcissent et le SPD risque de se déliter dans une profonde crise d'identité. Le *Spiegel* commente que « le parti se dirige vers une nouvelle épreuve de vérité » et que pour Munich « on peut s'attendre à la plus grande bataille sur les questions fondamentales depuis l'adoption du programme de Bad Godesberg en 1959 »[179].

Pour éviter un éclatement au congrès fédéral, Willy Brandt se sert d'une astuce politique. Sous l'impulsion d'Egon Bahr, à cette époque président de la sous-commission du Bundestag pour les questions de désarment, il fait accepter par la direction du parti une résolution selon laquelle le SPD ne se prononcera définitivement, sur le déploiement des fusées Pershing en automne 1983, qu'une fois les négociations de Genève seraient plus avancées. Cette résolution fait face à la demande d'Oskar Lafontaine de décider au congrès de Munich sur un décret au nom de la RFA pour un moratoire sur les euromissiles.

Le nouveau compromis vise à ajourner la discussion sur le fond d'un an et demi. Il

177 Willy Brandt lors d'une commémoration pour Willi Eichler, auteur du programme de Bad Godesberg, 21/10/1981 cité in Kahrs / Viehbeck, *op. cit*., p. 34

178 SCHMIDT, Helmut, *Weggefährten. Erinnerungen und Reflexionen*, Siedler Verlag, Berlin, 1996, p. 130

179 « Tendenz zum Selbstmord » in *Der Spiegel* du 14/12/1981

précise qu'il ne devait pas y avoir un « automatisme de stationnement »[180]. Ainsi il stipule que « pas une fusée ne doit être installée sur le sol allemand avant que le SPD n'ait donné son avis »[181]. Le texte souligne la tradition sociale-démocrate de mener une « politique de paix » et affirme que le SPD « approuve que de larges parties de la population revendiquent publiquement ce but. Il partage leur soucis pour la paix [...] ; il reste le devoir et la pratique du SPD de faire de la volonté de paix une politique de paix ». Le texte met l'accent sur le deuxième volet de la double décision et demande aux deux superpuissances de mener des négociations « sérieuses et constructives » afin d'éviter tout stationnement d'euromissiles. «L'équilibre tout seul ne suffit pas pour sauvegarder la paix. Pour le SPD, ce n'est pas l'armement mais le contrôle de l'armement et le désarmement qui est prioritaire pour le maintien de l'équilibre »[182]. La résolution adjure la tradition social-démocrate de la politique qu'il « continue de considérer comme une alternative rationnelle » pour stabiliser la paix. Elle demande de surcroît que les négociations de Genève doivent inclure – conformément aux vœux soviétiques – tous les systèmes nucléaires « avancés » dirigés contre l'URSS. Quant aux forces nucléaires françaises et britanniques, elles devraient aussi « être prises en considération » dans la négociation[183]. Avec cette tentative d'apaisement de l'aile gauche du parti, Willy Brand espère éviter la scission au congrès de Munich.

Mais peu de temps après intervient une proposition de Léonid Brejnev sur un gel unilatéral du déploiement des SS 20 en Europe. Le 16 mars 1982, seulement cinq semaines avant l'ouverture du congrès de Munich, le chef d'État soviétique tente, comme le formule le quotidien de gauche français *Libération* « [de] joue[r] une fois de plus l'aile gauche du SPD, neutraliste et nationaliste, pour empêcher en définitive le stationnement des fusées américaines sur le territoire ouest-allemand »[184]. Aussi Hans Apel, ministre de la défense social-démocrate, estime que l'annonce serait « de toute évidence adressée en direction du congrès du SPD »[185]. C'est aussi de cette manière que l'initiative soviétique est perçue par Helmut Schmidt qui la rejette avec ferveur. Selon le chancelier, elle avait uniquement pour but d'empêcher le stationnement des fusées américaines et de maintenir le déséquilibre existant en faveur de l'URSS[186]. Helmut Schmidt réaffirme ensuite son adhésion totale à la « solution zéro » de Ronald Reagan, qui vise le non déploiement des euromissiles américains en échange du démantèlement total des SS 20

180 FES, SPD-PV 11169, communiqué de presse sur la résolution du praesidium du SPD du 25/01/1982
181 *Ibid.*
182 *Ibid.*
183 Il y a là la première version écrite de cette demande du SPD.
184 « Gel des SS-20: Schmidt dit non à Brejnev » in *Libération* du 18/03/1982
185 « Abzug gen Osten » in *Der Spiegel* du 22/03/1982
186 « Gel des SS-20: Schmidt dit non à Brejnev », *art. cit*

soviétiques. Mais l'aile gauche du parti autour d'Erhard Eppler et d'Oskar Lafontaine estime que la proposition brejnévienne représente une offre négociable. Avant de continuer avec la préparation du stationnement des Pershing, il fallait, selon eux, examiner la position du chef d'État soviétique. Ils décident alors de proposer au congrès de Munich un moratoire qui prévoit d'arrêter instamment les programmes de préparation d'armement sur les deux côtés pendant toute la durée des négociations de Genève[187]. Avec cet amendement, il s'avère inévitable que le congrès de Munich soit le théâtre de violents débats entre l'aile gauche et Helmut Schmidt.

À la veille du congrès de Munich, le SPD donne l'image d'un parti fractionné. À l'instar de nombreux observateurs, l'hebdomadaire *Die Zeit* fait remarquer que « le congrès de Munich est pour le SPD celui d'un parti au bord du gouffre. [...] Son "image" n'est pas son unique problème : les tensions et les ruptures qui déchirent le SPD aujourd'hui sont réelles et profondes. Les avis s'opposent de plus en plus et la frontière entre les deux camps ressemble à une ligne de partage des eaux. Il n'est pas question de divergences d'opinion, mais de conceptions qui n'ont pas d'avenir commun»[188]. Cette image traduit de manière pertinente l'état dans lequel le SPD se trouve. Depuis le début, il paraît impossible que le congrès puisse permettre de retrouver l'unité du parti.

Du congrès de Munich au passage à l'opposition – vers une inflexion pacifiste

En effet, le congrès de Munich qui s'ouvre le 19 avril 1982 est marqué par des discussions particulièrement passionnelles et houleuses. Après des débats sur des questions économiques et le nucléaire civil, le congrès clôture ses travaux avec la question de la sécurité. Le débat entre l'aile droite et les pacifistes s'envenime jusqu'à ce que le président de séance demande le passage au vote pour l'amendement le plus controversé : celui appuyé par Ehrhard Eppler et Oskar Lafontaine qui exige un moratoire pour le stationnement des Pershing II. Les discours des dirigeants du parti prennent une tournure dramatique. L'ultime intervention avant le vote est celle d'Helmut Schmidt. Pour la dernière fois, le chancelier met en garde les militants devant la chute du gouvernement. Il affirme que l'amendement ouvrirait pratiquement la porte à une nouvelle guerre, parce que si celui-ci passe « l'Union soviétique aurait atteint son objectif central ; et vous n'auriez pas diminué la possibilité d'une guerre nucléaire, mais il y aurait bien un grave choc dans la politique intérieure aussi bien que dans l'Alliance atlantique qui va de pair »[189] prédit-il.

187 « Mit den Grünen - im Prinzip ja » in *Der Spiegel* du 15/03/1982
188 « Neuanfang oder Anfang vom Ende » in *Die Zeit* du 16/04/1982
189 « Genscher: 'Das geht nicht gut' » in *Der Spiegel* du 26/04/1982

Le chancelier est hué par ses adversaires. Pourtant, l'amendement est battu de justesse avec 46% de voix négatives[190]. Le congrès vote finalement la résolution initiale du présidium du parti qui décale la conclusion du parti sur le stationnement des Pershing à l'automne 1983.

D'après Hans Jochen Vogel[191], la concession que cette résolution accorde aux pacifistes fut nécessaire pour atteindre au moins provisoirement une majorité pour la politique de sécurité du gouvernement[192]. Selon Peter Corterier, ministre d'État des Affaires étrangères et social-démocrate, ce moratoire est « censé donner l'apparence d'un compromis, mais en effet, revient à faire sauter la double décision »[193]. Au bout du compte, la décision du SPD sur l'installation des Pershing reste ouverte. Ainsi, un possible tournant du parti reste suspendu au-dessus de la tête du chancelier comme une épée de Damoclès. La marge de manœuvre qui lui reste ne suffit pas pour mener une politique extérieure flexible, d'autant plus que le sens de la double décision, qui est d'exercer de la pression à travers la menace d'un réarmement, est considérablement affaibli par les réserves formulées[194]. Même si dans la « déclaration de Munich » présentée à la presse par Willy Brandt à la fin du congrès, il est dit que les sociaux-démocrates « accordent leur confiance à Helmut Schmidt »[195], il est évident qu'une large partie d'entre eux désapprouve la politique menée par le chancelier. Que les pacifistes aient perdu en nombre de voix, cela ne signifie pas pour autant que les divergences d'opinion soient surmontées. Malgré tout, l'aile gauche semble plus forte que jamais.

Die Zeit prédit à juste titre la durée de vie limitée de l'union retrouvée à Munich : « Même si le congrès du parti écoute le "soyez unis, unis, unis" que les dirigeants lui soufflent, il restent pourtant des doutes sur la durée d'une telle raison. Et là où l'entente est trouvée le plus facilement, à savoir les questions d'emploi se prêtant à annoncer la couleur sociale-démocrate, elle se fait uniquement au prix d'un conflit avec le partenaire de coalition »[196]. En effet, c'est le résultat du congrès de Munich qui conduit finalement à l'éclatement de la coalition socio-libérale quelques mois plus tard.

Au congrès de Munich, le SPD décide d'une ligne de politique économique plus dirigiste. Dans la « déclaration de Munich » Willy Brandt souligne que les sociaux-démocrates

190 «Congrès du SPD: victoire de Schmidt à l'arraché sur l'aile pacifiste » in *Libération* du 25/04/1982

191 Hans-Jochen Vogel est ministre de la justice entre 1974 et 1981, puis maire de Berlin en 1981. En 1982, il est le nouveau candidat du SPD à la chancellerie.

192 VOGEL, Hans-Jochen, *Nachsichten. Meine Bonner und Berliner Jahre*, Piper, München, 1996, p. 186

193 KAHRS/ VIEHBECK, *op. cit.* p. 40

194 GEBAUER, Annekatrin, *Der Richtungsstreit in der SPD. Seeheimer Kreis und Neue Linke im innerparteilichen Machtkampf*, thèse pour le doctorat en sciences politiques, Universität Koblenz-Landau, 2003, p. 209

195 FES, SPD-PV 10706, die Münchener Erklärung der SPD

196 « Neuanfang oder Anfang vom Ende » in *Die Zeit* du 16/04/1982

souhaitent que « l'État intervienne activement dans le processus économique pour éviter le chômage, le déclin social et des charges écologiques déraisonnables »[197]. Le *Spiegel* note à ce sujet que « c'était uniquement sur la politique de l'emploi que les délégués ont pu décider de ce que serait la cause sociale-démocrate. Le chancelier a même encouragé ces décisions, car les camarades avaient soif de montrer enfin à nouveau ce qu'ils veulent. [...] Cependant, il était clair pour tout le monde que le programme contre le chômage approuvé unanimement par la droite et la gauche n'a aucune chance d'entrer dans la politique du gouvernement »[198]. En effet, pour le FDP, cette politique s'avère difficilement conciliable avec ses propres idées d'une politique économique libérale. À l'été 1982, les tensions commencent à s'afficher. Le 30 juin, six députés du FDP votent pour la première fois contre la proposition du budget du gouvernement. Dans les semaines suivantes, toutes les négociations menées pour maintenir la coalition finissent sur un constat d'échec. Il est de plus en plus évident que le FDP souhaite rompre avec la coalition. Les libéraux sont déjà en train de négocier avec Helmut Kohl, chef de l'opposition chrétien-démocrate, sur la formation d'un nouveau gouvernement. Le 17 septembre, les ministres du FDP quittent leurs fonctions. Ultérieurement, Hans-Dietrich Genscher, président du FDP, justifiera la rupture de la coalition, outre des divergences sur la politique économique, avec sa volonté de vouloir sauvegarder la politique de sécurité traditionnelle de la RFA, chose impossible, à son avis, avec le SPD[199]. Helmut Schmidt continue pour l'instant avec un gouvernement minoritaire jusqu'à ce que Helmut Kohl le fasse chuter par un vote de défiance constructif[200] et se fasse élire à la tête de l'État. Le nouveau chancelier Kohl prévoit des élections pour le 6 mars 1983[201].

Quant à Helmut Schmidt, il décide de ne plus présenter sa candidature aux élections. Dans une déclaration du groupe parlementaire du SPD au Bundestag le 26 octobre 1982, il expose les raisons de ce choix : des problèmes de santé ne lui permettraient plus d'exercer les fonctions de chancelier pour une nouvelle législature[202]. Surtout, Helmut Schmidt n'est plus prêt à se porter candidat pour un parti qu'il sait ne plus être derrière lui. Le renoncement d'Helmut Schmidt à la candidature à la chancellerie est un point tournant pour le SPD. Désormais les

197 FES, SPD-PV 10706, die Münchener Erklärung der SPD

198 « Genscher: Das geht nicht gut » in *Der Spiegel* du 26/04/1982

199 WOLFRUM, Edgar, *Die geglückte Demokratie. Die Geschichte der Bundesrepublik Deutschland von ihren Anfängen bis zur Gegenwart*, Pantheon Verlag, Stuttgart 2007, p. 386

200 Le vote de défiance constructif (*konstruktives Misstrauensvotum*) est inscrit dans l'article 67: « Le Bundestag ne peut exprimer sa défiance envers le chancelier fédéral qu'en élisant un successeur à la majorité de ses membres et en demandant au président fédéral de révoquer le chancelier fédéral » Cf. *Loi fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne*, traduction française édité par le Bundestag allemand, Section des Relations publiques, Berlin 2007

201 Cf. SCHILD, Axel, « Innere Entwicklung der Bundesrepublik bis 1989 », in *Informationen zur politischen Bildung: Deutschland in den 70er und 80er Jahren,* n° 270, Bundeszentrale für politische Bildung, Berlin 2001

202 FES, SPD-BT, IX Wahlperiode, Fraktionssitzung 26/10/1982

sociaux-démocrates ne disposent plus de la possibilité de figurer comme un parti de gouvernement en position d'attente. Le SPD est obligé d'assumer son rôle de véritable parti d'opposition. Une fois Helmut Schmidt écarté, le parti se dirige vers une ouverture aux électeurs pacifistes en espérant récupérer les mouvances écologistes et pacifistes.

La campagne électorale qui suit est centrée sur les questions de sécurité du pays. Les partis s'accusent réciproquement de présenter un risque pour la sécurité du pays. Tandis que le SPD accuse le CDU d'être « le parti des missiles », ce dernier reproche à Hans-Jochen Vogel, le nouveau candidat du SPD à la chancellerie, d'être « le candidat d'Andropov[203] »[204]. Visiblement, les États-Unis préfèrent une continuation de la coalition chrétienne-libérale, tandis que l'Union soviétique privilégie une victoire du SPD. En effet, le SPD adopte désormais une position plus proche des intérêts soviétiques.

La question d'une éventuelle coalition avec les « Verts » attise de nouvelles discussions au sein du parti. Finalement, deux attitudes se cristallisent : le courant de droite autour de l'ex-chancelier souhaite voir le SPD rester au centre-gauche et répugne à l'idée d'une alliance avec les « Verts ». Willy Brandt, toujours chef du parti, cherche à organiser ce qu'il appelle « la nouvelle majorité de gauche »[205], ce qui ne signifie pas obligatoirement une coalition SPD – « Verts », mais si celle-ci a un sens, elle ne peut se concevoir sans l'électorat écologiste. D'où l'accent qu'il met avec Hans Jochen Vogel en tant que candidat, sur les problèmes d'environnement et de sécurité. Dans le programme qu'il présente à Dortmund le 21 janvier 1983, Hans-Jochen Vogel annonce une « initiative personnelle » visant à « rendre superflu » le stationnement d'euromissiles en RFA, au cas où il serait élu chancelier[206]. Contrairement à Helmut Schmidt qui demande de nouveau un stationnement automatique « si les négociations malgré les plus grands efforts de nos amis américains demeureraient sans succès »[207], Hans-Jochen Vogel ne se prononce pas explicitement sur la question de savoir si le SPD refuserait le stationnement des Pershing II en cas d'échec des négociations de Genève. Pour lui, l'« option zéro » est considérée comme irréaliste.

La proposition du chef d'État soviétique, qui annonce peu avant Noël 1982 que l'URSS serait prête à démanteler une partie de leurs missiles SS 20 si l'Occident était prêt à faire des concessions de son côté, trouve l'approbation de nombreux sociaux-démocrates. Ainsi, Egon

---

203 Iouri Andropov succède à Léonid Brejnev au poste de secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique. Il exerce cette fonction du 12/11/1982 jusqu'à sa mort, seize mois plus tard.

204 « Wenn es jetzt nicht reicht, dann nie » in *Der Spiegel* du 31/01/1983

205 *Ibid.*

206 *Ibid.*

207 « Ich bin keine Kopie von Brandt oder Schmidt » in *D*er *Spiegel* du 08/11/1982

Bahr estime : «S'il n'y en a pas assez maintenant, il n'y en aura jamais assez »[208]. Hans-Jochen Vogel déclare qu'il attendra jusqu'à l'automne 1983, comme prévu dans la décision de l'OTAN, pour évaluer les résultats des négociations de Genève, conformément à l'accord voté à Munich. C'est seulement ensuite que son parti décidera si le déploiement de nouveaux missiles est nécessaire.

Pendant que le candidat-chancelier reste dans le flou, son parti poursuit son combat aux côtés du mouvement de paix. Willy Brandt désigne ce dernier comme les « alliés » des sociaux-démocrates « sur le chemin, vers le même but »[209]. Comme Egon Bahr, il qualifie désormais publiquement la double décision de l'OTAN comme une erreur[210].

On assiste donc indubitablement à une inflexion pacifiste au sein du SPD qui paraît, peu de temps avant les élections au Bundestag, comme une menace aux yeux du parti frère français. Évidemment, cette nouvelle ligne du SPD entame un épisode conflictuel des relations bipartites.

2. Le règne de l'incompréhension – le PS face au pacifisme social-démocrate

La réaction du PS : inquiétude face à la dérive pacifiste du parti frère

Depuis les débuts du pacifisme au sein du SPD, le PS observe attentivement le changement de direction au sein du parti frère. Nombreuses sont les voix parmi les socialistes français qui expriment leur inquiétude face à la montée du pacifisme au sein du SPD.

En matière de politique de sécurité et de défense, le PS soutient de manière tenace la ligne d'Helmut Schmidt. Quelques mois avant le congrès de Munich, François Mitterrand et Helmut Schmidt s'accordent sur une collaboration plus étroite en matière de politique de sécurité. À l'occasion des consultations franco-allemandes à Paris les 24 et 25 février 1982, le chancelier Schmidt et le président Mitterrand acceptent, dans une « déclaration franco-allemande », de « consentir leur politique étrangère de manière plus étroite » et de « mener un échange d'opinions approfondi entre les deux gouvernements sur les questions de sécurité ». En plus, ils déclarent qu'ils « estiment les deux volets de la double décision inséparables et nécessaires »[211]. Il s'agit là d'une bonne coopération au niveau gouvernemental à laquelle les deux chefs d'États accordent une grande importance. Mais cette démarche ne va pas de pair avec

208 « Wenn es jetzt nicht reicht, dann nie », *art. cit.*
209 « Andere Hinterbacke » in *D*er *Spiegel* du 11/04/1983
210 « Wenn es jetzt nicht reicht, dann nie », *art. cit.*
211 FES, SPD-BT, IX Wahlperiode 47A, Pressemitteilung : deutsch-französische Erklärung, 25/02/1982

l'idée d'une certaine solidarité socialiste entre leurs partis. Bien au contraire : c'est justement entre les deux partis que les relations se détériorent. L'enveniment de leurs relations conforte la mise à l'écart successive de la position du chancelier au sein du SPD. Le PS suit l'imposition de l'argumentation pacifiste au sein du SPD avec la plus grande vigilance, les positions de l'aile gauche du SPD se situant aux antipodes des siennes. *Unité* observe la montée du pacifisme au sein du SPD. Dans de nombreux articles, l'hebdomadaire explique à ses lecteurs la situation en RFA et s'inquiète de la montée du pacifisme allemand et notamment social-démocrate. L'entête du reportage suivant illustre l'idée que les socialistes français se font de la situation en RFA : « Reportage en Allemagne de l'Ouest - Les années de brouillard. Pacifisme, anti-américanisme, amnésie collective, crise économique... les maux qui agitent la société allemande ne peuvent nous laisser indifférent [...] - une Allemagne inquiète, apeurée, dans le "brouillard" »[212]. Le fait qu'un nombre croissant de sociaux-démocrates allemands fasse partie du mouvement de paix est mentionné avec le même tonus alarmant. Après le congrès de Munich, *Unité* constate que « les leçons immédiates de Munich sont claires : le SPD [...] a été en plus anti-américain et "gangrené" par le pacifisme ; le SPD [...] est en train de "glisser à gauche" »[213]. Le virage pacifiste au sein du SPD est vécu par le PS comme une sorte d'aveuglement issu d'un sentiment d'angoisse diffus, d'une maladie qui embrume la capacité de jugement des concernés.

Le SPD, envahi par la vague pacifiste, paraît même comme une « menace potentielle pour la sécurité de l'Occident »[214]. Les socialistes français reprochent aux sociaux-démocrates allemands de « dédramatiser certains aspects de la politique soviétique » et de montrer « une attitude trop prudente » à l'égard de la démarche agressive soviétique comme l'intervention soviétique en Afghanistan[215]. Alfred Grossser partage en quelque sorte ce jugement et estime qu'« en République fédérale, les bons résultats de l'*Ostpolitik* [...] ont conduit à considérer la détente comme le but central, l'URSS comme éprise de paix et soumise aux menaces reaganiennes »[216]. C'est cette conception sociale-démocrate qui est constamment critiquée par le PS. La concordance successive entre l'argumentation soviétique et le positionnement du SPD conforte le PS dans l'idée d'un SPD manipulé par l'URSS. La poursuite des fréquentations des leaders du SPD avec leurs homologues soviétiques conforte cette impression. Pendant que le SPD poursuit sa tradition de l'*Ostpolitik* qui juge le contact avec l'Est comme nécessaire et normal, le PS a l'impression que l'Allemagne aspire à une position neutre entre les deux blocs.

212 « Reportage en Allemagne de l'Ouest - Les années de brouillard » in *Unité* du 16/04/1982
213 « Victoire à la Phyrrus pour Helmut Schmidt » in *Unité* du 30/04/1982
214 GROSSER, Alfred, « France-Allemagne: 1936-1986 » in *Politique étrangère*, n° 1, 1986, p. 248
215 SANDOZ, Gérard, « Le SPD : un parti et les hommes sur la brèche » in *Documents* 2/1982, p. 48
216 GROSSER, Alfred, « Les socialistes français et allemands en déphasage » in *Le Matin* du 27/09/1986

C'est pourquoi le SPD est soupçonné de « tendances neutralistes »[217].

Jacques Huntzinger résume les soucis des socialistes français ainsi : « Nous craignons moins la guerre que la finlandisation[218] »[219]. Le secrétaire international du PS voit donc un grand danger dans la possibilité que dans l'actuelle « phase de guerre idéologique, l'Union soviétique arrive à ses fins sans faire la guerre »[220]. Si l'Allemagne bascule dans une politique marquée par les idées pacifistes, l'URSS pourrait, à travers un processus de finlandisation agrandir sa sphère d'influence sans emploi de la force militaire. Si le tampon allemand, juxtaposé au territoire français, disparaissait, la France se trouverait en voisinage direct avec l'Union soviétique. Une Allemagne neutre, dissolue de l'Alliance atlantique, représenterait assurément une menace pour les intérêts de sécurité de la France. Pour le PS, il est crucial que la RFA tienne ses engagements de l'Alliance atlantique et ne s'oppose pas, comme le défend de plus en plus visiblement le SPD, au stationnement des Pershing.

La résolution votée au congrès de Munich qui demande l'inclusion de tous les armements stationnés en Europe dans les négociations américano-soviétiques, suscite de vives protestations de la part du PS. Les positions du SPD ne sont aucunement compatibles avec la stratégie française de la dissuasion nucléaire défendue par le PS. Le comptage des arsenaux français signifierait pour la France l'abandon de son indépendance en matière de sécurité nationale. Pour le PS, la demande du SPD représente la preuve la plus nette d'une inclinaison des sociaux-démocrates devant la diplomatie soviétique. Le PS a donc la certitude que le SPD, en s'ouvrant à l'électorat pacifiste, a ouvert la porte à la manipulation communiste.

Les réserves du PS face aux positions du SPD se font jour au cours de la campagne électorale en RFA où le soutien du côté du parti frère reste très limité. Seulement neuf jours après la résiliation de la coalition par Helmut Schmidt, ont lieu les élections régionales du Land de Hesse qui représentent une pré-décision importante pour le SPD. Tandis que des socialistes espagnols et grecs participent à des manifestations de la campagne électorale du SPD de Hesse, les socialistes français refusent de s'y engager. Le *Spiegel* constate que « les sociaux-démocrates de Bonn sont déçus par la solidarité manquante de leurs camarades parisiens »[221]. Selon l'hebdomadaire, Michel Rocard, ministre d'État socialiste, avait retiré sa réponse positive à la

217 SANDOZ, Gérard, « Le SPD : un parti et les hommes sur la brèche » *art. cit.*, p. 48

218 Ce terme fut utilisé pour la première fois en 1966 par Richard Löwenthal dans sa fonction de professeur de sciences politiques à l'Université libre de Berlin. Il désigne un certain type de dominance exercée par une grande puissance sur un État plus petit. Le petit pays devient neutre dans le but de préserver la souveraineté et pour ne pas défier une puissance voisine.

219 CAS-FJJ: 405 RI 16, entretien entre Jacques Huntzinger et Egon Bahr, 18/06/1982

220 *Ibid.*

221 « Korb aus Paris » in *Der Spiegel* du 20/09/1982

dernière minute à la demande du premier ministre Pierre Moroy. Ce dernier « s'attendait à un changement de gouvernement dans l'immédiat et ne souhaitait pas irriter des partenaires conservateurs potentiels par son engagement dans la campagne électorale du SPD »[222]. Même si cette justification est probablement citée de manière très accrocheuse de la part du *Spiegel* et qu'il demeure incertain si elle est véritablement donnée ainsi par Pierre Moroy, il est toutefois évident que l'absence du soutien français pour le SPD à Hesse constitue une prise de distance vis-à-vis du parti frère. Ce sont les considérations de politique gouvernementale qui priment sur la solidarité socialiste. L'attitude réservée du PS se poursuit dans les mois suivants.

Quand Hans-Jochen Vogel se rend à Paris en janvier 1983, il est reçu par une délégation du PS. Dans un document préparatoire pour la rencontre avec le candidat social-démocrate à la chancellerie, Jacques Huntzinger esquisse sa position vis-à-vis du nouveau candidat du SPD. Il y note que le PS souhaitait la victoire de Hans-Jochen Vogel « en tant que socialistes français », parce que celui-ci « représent[ait] le mouvement ouvrier et le socialisme en Allemagne fédérale »[223]. Ensuite il évoque l'appréciation du PS pour les idées du SPD en matière de politique économique, fruit du congrès de Munich. Ce serait dans ce domaine qu'il y avait « de plus en plus de convergences entre nos analyses et nos conceptions »[224]. Cependant, leurs « positions sur les SS 20 diffèrent quelque peu »[225]. Sur ce point, le contact entre les deux partis devait être « intensifié ». Le document expose la situation ambiguë dans laquelle se trouve le PS : il déclare souhaiter la victoire du candidat Vogel en tant que parti socialiste, mais ce qui est écrit entre les lignes renvoie à une autre réalité. En tant que parti de gouvernement, le PS est beaucoup plus sceptique en ce qui concerne la victoire de son parti frère. Finalement, des considérations nationales priment sur un soutien au SPD. Cela devient d'avantage visible dans la position que le président français prend durant la campagne électorale allemande.

Pour le 20 janvier 1983, moins de sept semaines avant les élections fédérales, un discours de François Mitterrand est prévu devant le Bundestag à l'occasion du vingtième anniversaire du traité d'amitié et de coopération franco-allemand. Le gouvernement français considère le discours du président comme une occasion de mettre un terme à la « propagande soviétique » qui serait en train de marquer l'opinion allemande[226]. Dans une note préparant l'intervention de François Mitterrand, le Ministère des Affaires étrangères s'inquiète de l'opinion

222 *Ibid.*
223 CAS – FFJ: Relations Internationales, 405 RI 1-5, note du secrétariat général du 13/01/1983
224 *Ibid.*
225 *Ibid.*
226 CAS – FJJ: 405 RI 1-5, note du ministère des Affaires étrangères, le chef du centre d'analyse et de prévision, A/S: discours du président de la République au Bundestag: passage sur les euromissiles, 17/01/1983

prédominante en RFA. Selon le ministère, non seulement « l'analyse stratégique de la menace des SS 20 disparaît au profit d'une perception purement politique et passionnelle » mais aussi « l'argument soviétique suivant lequel les forces françaises et britanniques étant dirigés contre des cibles soviétiques » est repris par l'opinion allemande. Cette dernière acceptant « très aisément la suite de l'argument soviétique [qui est] l'idée d'une comparaison missile pour missile ou ogive pour ogive (BAHR) [sic] des vecteurs français et britanniques »[227]. L'argumentation du SPD et plus précisément de son spécialiste sur les questions de défense Egon Bahr, est considérée comme étant influencée par les idées soviétiques et représente une menace directe pour la stratégie française en matière de politique de sécurité. Dans cet ordre d'idées, le ministère propose que le président présente « de manière très explicite » le point de vue français[228].

Cette stratégie s'avère davantage opportune que les médias français expriment leurs inquiétudes face à la position des sociaux-démocrates allemands. La discussion allemande sur les euromissiles est suivie avec attention par l'opinion publique française. *Le Monde* pose la question de savoir si le choix stratégique devant lequel les Allemands se trouvent le 6 mars comporterait le risque de résilier l'ancrage à l'Ouest de leur pays. De tous les résultats possibles, le quotidien dessine celui d'un SPD vainqueur mais dépendant du soutien des Verts comme le plus dangereux. À l'intérieur du SPD cela conforterait la victoire de l'aile « pacifiste et neutraliste »[229]. Une victoire du SPD est vue comme un danger pour les intérêts de sécurité de la France et de l'Alliance atlantique.

Face à cette couverture médiatique, le SPD parle d'une « campagne contre la République fédérale d'Allemagne et la direction sociale-démocrate » qui serait menée par « l'opinion publiée, dont celle qui est proche des socialistes français » et qui serait basée sur des « suppositions » et des «défigurations»[230]. Pourtant les inquiétudes des Français ne sont pas infondées, d'autant plus que les sociaux-démocrates critiquent ouvertement le refus français d'accepter le comptage de leurs arsenaux nucléaires. Hermann Scheer se sert de la visite imminente de François Mitterrand comme l'occasion de critiquer la politique extérieure de la France sur toute la ligne. Il estime que « la question de la limitation des armes nucléaires est suffisamment pressante pour que justement un social-démocrate allemand demande ouvertement aux socialistes français dans leur responsabilité gouvernementale de reconsidérer leur

227 *Ibid.*
228 *Ibid.*
229 Cité in « Raketen-Diskussion beunruhigt Paris » in *Süddeutsche Zeitung* du 18/01/1983
230 FES, SPD-PV 11143, Vermerk an Willy Brandt/Hans-Jürgen Wischnewski, 11/01/1982

position »[231]. Il regrette que « l'indépendance de la France [soit] battue sur le dos des autres : le glacis de l'Allemagne est le tampon militaire, le bouclier de protection pour l'autonomie nucléaire de la France ». Il dénonce également le refus des socialistes français de donner leur accord à l'inclusion de la force de frappe aux négociations de Genève. Il critique l'attachement des gouvernements Kohl et Mitterrand à l'« option zéro » et remarque :

> « Maintenant il semble que Paris et Bonn refusent les dernières propositions de Moscou pour une solution aux négociations surtout parce qu'elles pourraient avoir comme conséquence l'abandon du réarmement. [...] Pour le gouvernement français il s'agit de la protection de son rôle autonome pour laquelle nous devons payer avec le stationnement et avec une dépendance encore plus étroite envers les États-Unis. Pour le gouvernement Kohl par contre, le réarmement est indispensable parce qu'il nous lie plus étroitement aux planifications militaires des Etats-Unis »[232].

Les sociaux-démocrates ne se privent pas de mêler la politique de leur parti frère avec la critique qu'ils énoncent à l'encontre du gouvernement Kohl.

Dans les jours qui précèdent l'intervention de Mitterrand, de nouvelles propositions du SPD mettent le PS en alerte. Le 19 janvier, le vice-président du groupe social-démocrate au Bundestag, Horst Ehmke, propose une nouvelle formule de compromis pour parvenir à un accord aux négociations de Genève. Cette proposition contient la demande de proposer à l'URSS de prendre en compte les forces de frappe française et britannique dans les négociations START (c'est-à-dire les accords suivants aux accords SALT II qui devaient porter sur les armes stratégiques) et de ne pas exclure une prise en compte partielle dans les négociations de Genève[233]. Alerté immédiatement, François Heisbourg, conseiller du ministre de la défense, annonce dans une note interne que la formule proposée par Horst Ehmke « mérite une réaction rapide et ferme de la direction du PS »[234]. Le même jour, François Mitterrand prononce son discours au Bundestag qui constitue une réaction très nette à l'esprit qui règne au sein du SPD.

Mitterrand au Bundestag : un « coup de poignard dans le dos » pour le SPD

Quand François Mitterrand est invité à parler au Bundestag le 20 mai 1983, il s'agit de la première fois qu'un président français s'exprime devant le Parlement de la RFA. Le droit de parole au Bundestag allemand est restreint à un cercle choisi : normalement, ce sont uniquement

231 SCHEER, Hermann, « Auf dem Rücken der anderen » in *Der Spiegel* du 17/01/1983
232 *Ibid.*
233 CAS-FJJ: 405 RI 1-5, dépêche d'Agence France Presse du 19/01/1983
234 CAS-FJJ: 405 RI 1-5, note communiquée à Jean-François Dubois (conseiller technique de Charles Hernu au ministère de la défense), A/S: double décision – proposition du SPD, 20/01/1983

les membres du *Bundestag*, du *Bundesrat* et du gouvernement fédéral qui sont autorisés de se prononcer dans la salle d'assemblée. Il y a de rares exceptions où le droit de parole est attribué à des personnes privilégiées. C'est le cas pour les invités étrangers à l'occasion de cérémonies commémoratives. Francois Mitterrand est le sixième intervenant étranger devant le Bundestag ; les seuls présidents ayant eu le droit de parole avant lui étant les américains Richard Nixon, le 26/02/1969, et Ronald Reagan, le 09/06/1982[235].

Mais ce n'est pas seulement pour cette raison que l'intervention du président français est une première. Son allocution fait fureur à cause d'une attitude autant directe qu'inhabituelle. Après un résumé général sur l'histoire de la réconciliation franco-allemande et sur le rôle du couple franco-allemand dans la construction européenne, François Mitterrand aborde la question de la sécurité en Europe. Il retrace l'état des lieux de la coopération franco-allemande au niveau de la politique de sécurité et défense et ensuite, dans un long exposé, il revient sur la situation stratégique actuelle au plan international. Après avoir rappelé les faits qui ont conduit à la double décision de l'OTAN, le président français explique la position française dans cette affaire. Selon la conviction de la France, « il faut que la guerre demeure impossible et que ceux qui y songeraient en soient dissuadés »[236]. Le président développe : « Notre analyse et notre conviction, celle de la France, sont que l'arme nucléaire, instrument de cette dissuasion [...] demeure la garantie de la paix, dès lors qu'il existe l'équilibre des forces. [...] Il a été la base saine de ce que l'on a appelé la détente. Il vous a permis de mettre en œuvre votre "Ostpolitik" ». Il poursuit avec une argumentation qui est en opposition directe avec la conception pacifiste – et social-démocrate : « Le maintien de cet équilibre implique à mes yeux que des régions entières d'Europe ne soient pas dépourvues de parade face à des armes nucléaires spécifiquement dirigées contre elles. Quiconque ferait le pari sur le "découplage" entre le continent européen et le continent américain mettrait, selon nous, en cause l'équilibre des forces et donc le maintien de la paix ». Ensuite, il explique en détail pourquoi la France refuse toute prise en compte de la force de frappe aux négociations de Genève :

> « Mais que l'on me comprenne bien, et c'est là l'expression de nos situations différentes qui découlent de l'histoire, dont nous ne sommes pas les auteurs. La France ne participe pas aux discussions de Genève, entend laisser les négociateurs libres de leur conduite. [...] Intéressée comme vous-même par l'aboutissement des négociations, la France se réfère pour en juger à quelques données simples [...]. Primo on ne peut comparer que ce qui est comparable : types d'armements, puissance de feu, précision, portée. Secundo, entre deux pays

235 Cf. site officiel du Bundestag allemand http://www.bundestag.de/geschichte/gastredner/index.html

236 CAS-FJJ: 405 RI 16, discours prononcé par M. François Mitterrand, Président de la République française devant le Bundestag à l'occasion du 20ème anniversaire du traité de coopération franco-allemand, Bonn 20/01/1983

> qui ont la possibilité de se détruire [...] plusieurs fois, [...] et le mien, dont la possibilité majeure est d'interdire à un potentiel agresseur éventuel d'espérer tirer avantage d'une guerre, la marge est immense [...]. Tertio, la force nucléaire française est et demeurera indépendante.
>
> Cette indépendance [...] n'est pas seulement un principe essentiel de notre souveraineté, elle accroît également l'incertitude pour un agresseur éventuel [...]. Elle rend du coup plus effective la dissuasion et par la même [...] l'impossibilité de la guerre.
>
> C'est pour ces raisons précises et sérieuses que j'affirme que les forces françaises ne peuvent être prises en compte dans les négociations de Genève. [...] Tout arrangement de ce type [...] serait finalement préjudiciable à la paix en Europe »[237].

François Mitterrand se prononce donc avec ferveur pour le maintien de la doctrine de la dissuasion française. Mais ce discours ne s'adresse pas à une quelconque opposition à l'Assemblée nationale, le président français parle devant un Parlement étranger qui est composé, d'une partie, de députés qui, de toute manière, partagent son point de vue (les chrétiens-démocrates et libéraux), et d'autre part, de députés qui défendent exactement l'inverse, à savoir les sociaux-démocrates. Par ce discours, François Mitterrand s'adresse à la fois à la population allemande, et surtout au SPD. En dépassant largement le cadre d'une allocution qu'on pourrait attendre en ces circonstances, il soutient sans équivoque la position du gouvernement d'Helmut Kohl et donne une fois de plus son approbation à la double décision de l'OTAN. De toute évidence, il exprime son jugement sur les propositions des deux candidats à la chancellerie et ne cache pas son désaccord avec les idées des sociaux-démocrates en matière de politique de sécurité.

Avec ce discours, le président français adopte un langage qu'aucun homme politique français n'a jamais tenu dans l'enceinte du parlement ouest-allemand[238]. L'intervention entre dans l'histoire pour son caractère exceptionnel qui consacre l'ingérence sans fard dans les affaires intérieures de la RFA. Jamais auparavant et plus jamais ensuite un homme d'État n'a dépassé le cadre d'une allocution commémorative de manière si directe pour faire valoir sa position politique en RFA. Grâce à cette prise de parole, le président français intervient directement dans la campagne électorale.

Par conséquent, l'intervention de François Mitterrand soulève un fort écho médiatique. *Le Monde* note que « le président de la République [plonge] dans l'embarras, voire dans l'amertume, nombre de responsables du SPD. Et, au contraire, dans une certaine jubilation le chancelier Kohl, à qui, en pleine controverse électorale sur les euromissiles, cette caution socialiste française à ses propres positions [apparaît] comme un cadeau inespéré »[239]. Le

237 *Ibid.*

238 MIARD-DELACROIX, Hélène, *Partenaires de choix ? Le chancelier Schmidt et la France. 1974-1982*, Lang, Berne 1993, p. 330

239 « M. Lionel Jospin apporte le soutien aux sociaux-démocrates "dans leur lutte contre le conservatisme" » in *Le Monde* 02/03/1983

quotidien *Le Figaro* remarque avec satisfaction que « dans l'esprit de notre président, la préoccupation de la sécurité de l'Europe l'emportait sur la solidarité de l'Internationale socialiste »[240]. Il n'existe aucun doute dans l'opinion publique sur la motivation qui a inspiré le président de tenir un tel discours. Son message est clairement compris.

L'intervention est perçue par les sociaux-démocrates allemands comme un affront ouvert contre leur parti[241]. Ils la qualifient de « gifle pour le parti entier »[242] et de « coup de poignard dans le dos en pleine campagne électorale »[243]. À l'instar d'un grand nombre de députés du SPD, Heide Simonis, déléguée du Schleswig-Holstein, condamne l'intervention du président français et l'accuse de mener une politique de droite. Elle remarque avec cynisme : « On devrait se poser des questions à l'Élysée, quand on est applaudi frénétiquement à droite et à l'extrême droite »[244]. L'écrivain Günter Grass, partisan du SPD, s'exprime dans le même sens : « J'ai ressenti ce discours comme un affront. La partie militaire de ce discours militaire aurait très bien pu être prononcée par Franz-Josef Strauss[245]. Cette sorte de socialisme gaulliste me déplaît au plus haut point »[246]. Le discours de François Mitterrand suscite donc une réaction extrêmement hostile des sociaux-démocrates allemands vis-à-vis de leur parti frère socialiste.

Cependant, les propos du président rappellent des positions déjà connues sans la moindre innovation. Il s'agit de la même ligne politique qui était encore partagée officiellement par le SPD sous Helmut Schmidt. En plus, de nombreux sociaux-démocrates ne se sont pas privés auparavant de prononcer des critiques acerbes à l'encontre du gouvernement français. C'est notamment pour ces raisons que le PS est surpris par la réaction des sociaux-démocrates[247]. Le premier secrétaire du parti, Lionel Jospin, insiste sur le fait que le texte du discours du président a donné lieu « à bien des lectures hâtives »[248]. Le SPD avait eu tort de « s'intéresser d'avantage à la musique qu'aux paroles » et que « de toutes façons, les relations franco-allemandes ne devaient pas interférer avec les relations PS-SPD »[249]. À l'occasion d'une réunion

240 « Les paradoxes du 6 mars » in *Le Figaro* du 08/02/1983
241 BRANDT, Willy, *Erinnerungen*, Propyläen Verlag, Frankfurt am Main, 1989, p. 366
242 Cf. « Willy Brandt und Frankreich », actes du colloque de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich du 8 au 9 mai 2003 in *AHF-Information,* N° 058, 27/06/2003
243 « Les socialistes allemands en veulent à François Mitterrand » in *Libération* du 22/01/1983
244 *Ibid.*
245 Franz-Josef Strauss est le ministre-président de la Bavière et le président de l'Union chrétienne-sociale (CSU).
246 Cité in « M. Lionel Jospin apporte le soutien aux sociaux-démocrates "dans leur lutte contre le conservatisme" » in *Le Monde* 02/03/1983
247 Cf. « Paris will die SPD beschwichtigen » in *Die Welt* du 25/01/1983
248 Cité in « M. Lionel Jospin apporte le soutien aux sociaux-démocrates "dans leur lutte contre le conservatisme" », *art. cit.*
249 Cité in « M. Lionel Jospin apporte le soutien aux sociaux-démocrates "dans leur lutte contre le conservatisme" », *art. cit.*

électorale du SPD à Cologne, Lionel Jospin s'y rend pour tenter d'apaiser les sociaux-démocrates. Il déclare : « Symboliquement, ma place est aux côtés de mes camarades sociaux-démocrates allemands dans leur lutte contre le conservatisme »[250]. En évoquant une solidarité « symbolique », Lionel Jospin caractérise avec pertinence la nature du lien entre le SPD et le PS à cette époque. Effectivement, il semble s'agir d'un rapport qui se nourrit d'avantage de déclarations théoriques et qui se heurtent à la réalité de divergences de nature nationale. Le discours de François Mitterrand et les réactions qu'il suscite font preuve de cette réalité. Henri de Bresson, ancien correspondant en Allemagne pour *Le Monde*, estime qu'« en venant, en 1983, apporter son soutien au chancelier Kohl contre le mouvement pacifiste allemand, qu'appuyaient Willy Brandt et les jeunes générations social-démocrates de l'époque, François Mitterrand a consommé entre le PS et le SPD une rupture qui a duré près de dix ans »[251]. Cet épisode représente effectivement un « grave accroc »[252] et le point le plus bas[253] dans les rapports bipartites, d'autant plus que la querelle s'éternise.

Chapitre IV

Le pacifisme – un fossé infranchissable entre le SPD et le PS

Au printemps 1983, les relations entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands font face à une nouvelle donne. Pendant que le PS continue d'exercer ses fonctions en tant que parti gouvernemental, le SPD passe dans l'opposition. Ainsi s'établissent, au niveau gouvernemental, de bonnes relations entre François Mitterrand et Helmut Kohl, tandis que les positions entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands s'éloignent de plus en plus. Mais en même temps que leur opposition va vers son apogée, s'engage un échange de positions au niveau bipartite entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands. On assiste donc, d'un côté, à une polarisation accrue entre le PS et le SPD et, de l'autre côté, à un accroissement du contact bipartite.

250 *Ibid.*
251 « France-Allemagne : difficiles relations entre PS et SPD » in *Le Monde* du du 07/12/2000
252 Cf. entretiens avec Jacques Huntzinger et Véronika Isenberg, sécrétaire internationale du SPD, cité in FLANDRE, *op. cit.*, p. 247
253 WIELGOSS, *op. cit.*, p. 169

1. Le SPD dans l'opposition – une polarisation renforcée des divergences avec le parti frère

Le SPD aux côtés du mouvement de la paix : vers le « non » au déploiement des Pershing

Aux élections fédérales du 6 mars 1983, le CDU l'emporte avec 48,8% des voix et forme le nouveau gouvernement avec le FDP qui obtient 7,0%[254]. Avec 38,2% des suffrages exprimés, le SPD perd 4,7% de ses électeurs par rapport aux dernières élections. Pour les sociaux-démocrates, ce résultat constitue le plus mauvais depuis vingt ans. Le *Spiegel* explique l'échec du SPD ainsi : « Ni la peur devant les missiles américains, ni la peur des pluies acides, ni l'affaire-Flick[255] [...] n'ont pu empêcher le succès foudroyant de Kohl. La peur pour l'emploi, pour la prospérité atteinte, la peur d'un avenir incertain dans une société industrielle en changement ont fait voter une grande majorité des Allemands pour les conservateurs [...] »[256]. De plus, une partie de l'électorat social-démocrate est récupérée par les « Verts » qui réussissent à obtenir 5,6% des voix et entrent pour la première fois au Bundestag[257].

Pour le SPD débute alors une longe phase dans l'opposition. Pendant seize ans, les sociaux-démocrates resteront privés de responsabilité gouvernementale. Leur rôle en tant que parti d'opposition provoque un nouveau virage à gauche. Dans son évaluation de la situation du SPD, Sabine von Oppeln, spécialiste des relations franco-allemandes, constate en juin 1983 que « l'influence croissante de l'aile gauche est la condition inéluctable pour qu'une social-démocratie vieillie et qui ne répond plus aux problèmes actuels puisse reprendre à son compte dans l'avenir l'idée d'un "parti progressiste" »[258]. Elle considère que « le SPD est enfin la seule force du traditionnel système des partis capable de réagir devant l'écart qui se creuse entre le système politique et des groupes importants »[259]. En effet, c'est la voie que le SPD emprunte par la suite. Il essaie de se présenter comme un parti progressiste, écologiste et pacifiste. C'est

254 Site officiel du Bundestag allemand, résultats des élections depuis 1945, http://www.bundestag.de/parlament/wahlen/sitzverteilung/1543.html [consulté le 19/05/2008]

255 Il s'agit là d'un scandal financier et politique du début des années 1980. Tous les partis politiques étaient récipiendaires de dons de l'industriel Friedrich Karl Flick qui était à la recherche d'avantages fiscaux. Le président du Bundestag Rainer Barzel (CDU) et le ministre de l'économie Otto Graf Lampsdorff (FDP) démissionnent au cours de cette affaire. Helmut Kohl est également soupçonné d'avoir reçu des dons de la part du groupe Flick.

256 « Die Wende ist perfekt » in *Der Spiegel* du 07/03/1983

257 Site officiel du Bundestag allemand, résultats des élections depuis 1945, http://www.bundestag.de/parlament/wahlen/sitzverteilung/1543.html [consulté le 19/05/2008]

258 OPPELN von, Sabine, « L'échec du SPD: l'occasion d'un examen et d'un retour aux sources » in *Documents* 2/1983, p. 71/72

259 *Ibid.*

surtout en renforçant son image de soutien du mouvement de la paix qu'il se démarque du gouvernement Kohl. Ce procédé s'exprime ostensiblement dans le triomphe successif de l'opposition totale des sociaux-démocrates à l'installation des Pershing II.

Le 11 septembre 1983, la première fédération social-démocrate vote « non » à la double décision de l'OTAN[260]. Sans attendre le congrès de parti convoqué à cet effet, les sociaux-démocrates du Bade-Wurtemberg anticipent le positionnement du SPD au niveau fédéral. La rupture totale avec la politique de sécurité d'Helmut Schmidt est accomplie. La résistance du reste de l'aile droite, laborieusement maintenue pendant des années, s'émiette. De plus, une grande partie des sociaux-démocrates participe désormais aux manifestions du mouvement de paix. Ce dernier renforce ses actions tout au long de l'année 1983. Willy Brandt considère les actions qui s'annoncent à l'approche du stationnement des Pershing en automne 1983 comme « légitimes et raisonnables »[261]. Le chef du SPD décide d'accepter l'invitation du mouvement de paix afin de prononcer un discours lors d'une grande manifestation à Bonn en octobre 1983[262]. Le chef du parti prend désormais partie sans réserve pour le pacifisme et déclare : « Nous reconnaissons et soutenons les mouvements pacifistes [...] qui sont des partenaires critiques et précieux dans les efforts visant la paix. Nous rejetons les attaques diffamatoires dont font l'objet les représentants de notre mouvement pacifiste [...] »[263].

En outre, la ligne défendue par le SPD se rapproche de plus en plus de la position soviétique. La nouvelle proposition du chef d'État soviétique, Iouri Andropov, du 3 mai 1983 tendant à un nombre de SS 20 égal à celui des missiles français et britanniques[264], est approuvée par le SPD. L'argument de la prise en compte des forces nucléaires français et britannique dans les négociations de Genève a désormais une plus forte emprise, puisque le refus français est perçu par le SPD comme un obstacle aux négociations. Même Willy Brand, qui habituellement tient un discours très conciliant et prudent, admet alors que « beaucoup porte à croire qu'une prise en compte des potentiels français et britannique n'est pas illogique dans une vue d'ensemble »[265]. Aussi pour Hans-Jochen Vogel, alors président du groupe parlementaire au Bundestag et chef de l'opposition, la question du comptage des arsenaux français et britanniques reste un « problème central » des négociations de Genève qui inviterait les Américains à faire

260 KAHRS / VIEHBECK, *op. cit.*, p. 39
261 Willy Brandt dans une interview dans l'organe de presse du SPD *Vorwärts*, Communiqué de Presse du 15/08/1983, Sozialdemokratischer Pressedienst 1946-1995, Bibliothek der FES
262 Communiqué de Presse du 18/08/1983, Sozialdemokratischer Pressedienst 1946-1995, Bibliothek der FES
263 CAS-FJJ: 405 RI 16, Informations du groupe social-démocrate au Bundestag, 03/06/1983
264 ROMER, *op. cit.*, p. 75
265 Willy Brandt dans une interview dans l'organe de presse du SPD *Vorwärts*, Communiqué de Presse du 15/08/1983, Sozialdemokratischer Pressedienst 1946-1995, Bibliothek der FES

preuve d'une « flexibilité suffisante » pour parvenir à un « compromis raisonnable »[266].

Évidemment, l'aile pacifiste du SPD se prive de moins en moins d'émettre des attaques anti-américaines. Oskar Lafontaine relance des critiques provocatrices contre la double décision et met carrément en cause l'appartenance de la RFA à l'Alliance atlantique. « Il existe des conditions dans lesquelles une affiliation à l'OTAN n'est plus acceptable, cela veut dire : si cette OTAN nous met sur un baril de poudre ; la mèche est allumée tout suite avec »[267] déclare-t-il devant le congrès fédéral des Jusos. Malgré les distances qui sont prises par Hans-Jochen Vogel à cet égard, celui-ci ne peut plus empêcher qu'au sein du SPD un « non » définitif, face au déploiement des Pershing, apparaisse de plus en plus probant. Même si le parti souhaite attendre l'automne 1983 avant de se prononcer, les positions de l'aile gauche progressent vivement[268].

À l'issue d'une réunion du groupe social-démocrate au Bundestag le 1er juin 1983, le SPD adopte un document de 16 pages qui se veut une « contribution du groupe SPD à la politique de l'Alliance occidentale, au débat sur la stratégie et aux négociations de Genève »[269]. Ce document rend plus visible que jamais une critique ouverte vis-à-vis du gouvernement américain. Le groupe SPD y constate qu'« actuellement, les bases politiques sur lesquelles un consensus politique solide s'est dégagé au sein de l'Alliance occidentale au cours des années 70 risquent d'être compromises par la politique américaine de confrontation »[270]. Plus loin, il néglige le déséquilibre stratégique en faveur de l'URSS en affirmant qu'« on ne saurait parler d'une supériorité générale de l'Union soviétique par rapport à l'OTAN »[271]. La position du SPD s'inscrit donc dans une logique nettement pro-soviétique : il accuse un agresseur américain qui met en danger la coexistence pacifique avec une URSS qui est plus faible. Beaucoup de militants du SPD reprochent au gouvernement américain de ne pas s'intéresser sérieusement aux résultats des négociations de Genève[272].

Les critiques anti-américaines du SPD sont d'autant plus prononcées qu'il tente de se démarquer du gouvernement Kohl. Dans un communiqué de presse, Andreas von Bülow, le président de la commission pour la politique de sécurité du présidium du SPD, fustige la politique du gouvernement Kohl. Il reproche au nouveau ministre de la défense Manfred Wörner (CDU), de s'aligner trop facilement sur le point de vue tendancieux américain. Le ministre « se

266 Cité in « RFA: les militants du SPD ferment la porte aux Pershing » in *Libération* du 26/09/1983
267 « Mit der Stoppuhr » in *Der Spiegel* du 04/04/1983
268 « Auf die Straße » in *Der Spiegel* du 25/04/1983
269 CAS-FJJ: 405 RI 16, Informations du groupe social-démocrate au Bundestag, 03/06/1983
270 *Ibid.*
271 *Ibid.*
272 Willy Brandt dans une interview dans l'organe de presse du SPD *Vorwärts*, Communiqué de Presse du 15/08/1983, Sozialdemokratischer Pressedienst 1946-1995, Bibliothek der FES

[mettait] tout simplement sur les genoux de l'administration [américaine] actuelle en répétant comme un perroquet la formule des bureaux d'armements [...] de Washington »[273]. Andreas von Bülow juge « honteux à quel point [serait] devenue [...] satellisée la politique ouest-allemande de sécurité [...] ». De surcroît, il reproche au gouvernement Kohl de ne pas agir dans « l'intérêt européen ou allemand »[274]. C'est ainsi que se mêlent, au sein du SPD, une délimitation vis-à-vis de la politique du gouvernement et l'intégration quasi-totale de l'argumentaire pacifiste. Ce mélange résulte d'une conception considérant l'Allemagne comme manipulée et dominée par les puissances occidentales, dont les États-Unis.

Mené par cette logique, le groupe parlementaire social-démocrate annonce une évaluation des résultats des négociations de Genève au prochain congrès du parti, en précisant qu'« à cet égard, [le parti] tiendra compte du fait d'un stationnement entamé avant d'avoir épuisé toutes les possibilités de négociation, que ce serait de nature à affaiblir l'OTAN plutôt qu'à la renforcer, à lui faire perdre l'approbation donnée par les citoyens [...] »[275]. De prime abord, le SPD ne se contentera pas facilement du résultat des négociations.

Le lendemain du congrès extraordinaire des 18 et 19 novembre 1983, le comité directeur adopte par 27 voix contre 5 (celles d'Helmut Schmidt, Georg Leber, Hans Apel, Hans Matthöfer et Hans-Jürgen Wischnewski) une motion qui se prononce pour un « non » aux euromissiles : « Le SPD refuse le stationnement de nouvelles fusées américaines sur le sol de la RFA. Le SPD demande au lieu de cela des négociations supplémentaires »[276]. Le congrès du parti adopte cette motion avec une majorité écrasante : sur 400 délégués, seulement 14 votent contre et trois s'abstiennent[277]. Le SPD refait son unité par le refus des euromissiles et s'ouvre définitivement aux finalités du mouvement de paix.

Ultérieurement, les sociaux-démocrates qui restent pourfendeurs de la double décision de l'OTAN, dénoncent l'attitude de leurs camarades pacifistes comme agressive et idéologique. Peter Corterier retrace la situation :

> « Dans ma vie, je n'ai jamais auparavant et ultérieurement participé à des manifestations où on était accueilli avec une telle intolérance et hostilité. En tant que partisan de la double décision, on s'y est fait traité comme si on était activement en train de préparer la Troisième Guerre mondiale. On se vengeait littéralement des dissidents au sein du SPD. Quasiment tous les titulaires d'un mandat qui défendaient la double décision jusqu'au bout et qui restaient fidèle à Helmut Schmidt ont dû le payer par la privation de leurs mandats. Le débat sur la double décision n'entrera certainement pas dans l'histoire de la République fédérale comme un exemple type d'une lutte correcte - malgré toutes

273 Communiqué de Presse du 20/10/1983, Sozialdemokratischer Pressedienst 1946-1995, Bibliothek der FES
274 *Ibid.*
275 CAS-FJJ: 405 RI 16, Informations du groupe social-démocrate au Bundestag, 03/06/1983
276 Cité in WASMUTH, *op. cit.*, p. 138
277 « RFA : le chagrin et la pitié » in *Unité* du 25/11/1983

les divergences objectives - pour la meilleure solution dans une démocratie »[278].

Les négociations de Genève n'ayant pas abouti à une solution, l'Alliance atlantique procède à l'application de la double décision et le stationnement des Pershing II. Le 22 novembre 1983, le Bundestag doit approuver le déploiement. Tandis que la majorité des députés se prononce pour le stationnement, les sociaux-démocrates votent contre. Helmut Schmidt et 24 députés du SPD s'abstiennent. Cette minorité social-démocrate justifie sa décision dans une déclaration devant le Bundestag :

> « Nous devons transposer les soucis de notre population en politique. Nous savons ce faisant que les inquiétudes de beaucoup de gens résultent d'un manque de crédibilité des concepts politiques ou militaires. Mais nous ne sortons de ce dilemme ni avec une position d'un "oui" ou d'un "non" absolu, ni avec du pharisaïsme ni avec des professions de paix uniquement. Pour nous, cette décision n'est pas facile et nous nous situons dans la continuité de la politique social-démocrate »[279].

Mais ces propos ne parviennent pas à convaincre les camarades du parti - aussi peu que le dernier avertissement prononcé par Helmut Schmidt. Avant le passage au vote, l'ex-chancelier leur prédit : « Vous allez à l'Est, vous vous coupez de la vie internationale, de la solidarité social-démocrate, de la démocratie »[280]. Effectivement, la position suivie par le SPD est observée de manière très critique dans les autres pays de l'Alliance atlantique et notamment en France. Le commentaire de *Libération* selon lequel « le SPD se radicalise, tente de récupérer la vague pacifiste [...], et du même coup, de neutraliser les Verts »[281] résume comment est perçu en France la volte-face pacifiste du SPD. La radicalisation des sociaux-démocrates allemands les place de nouveau et définitivement en opposition diamétrale avec le Parti socialiste français.

Le PS aux côtés du gouvernement Kohl – l'antagonisme affiché vis-à-vis du pacifisme social-démocrate

Parallèlement à l'inflexion pacifiste de son parti frère d'outre-Rhin, le PS poursuit sa ligne en matière de politique de défense. En Helmut Kohl, le président Mitterrand trouve un partenaire stable qui partage les mêmes convictions dans ce domaine. Le CDU préconise la double décision de l'OTAN et rejette le pacifisme avec la même ardeur que le Parti socialiste français. Le secrétaire général chrétien-démocrate Heiner Geißler déclenche de vives protestations du

278 Cité dans KAHRS / VIEHBECK, *op. cit.*, p. 40
279 *Ibid.*, p. 41
280 Cité in « Les adieux d'Helmut Schmidt lâché par son parti » in *Le Figaro* du 21/11/1983
281 « Le congrès anti-missiles des sociaux-démocrates allemands » in *Libération* du 18/11/1983

mouvement de paix et du SPD quand il affirme le 15 juin 1983 lors d'un débat sur la double décision au Bundestag que « le pacifisme des années 30, qui ne se différencie que peu dans ses fondements éthiques du pacifisme actuel, c'est justement ce pacifisme-là qui a rendu Auschwitz possible »[282]. Heiner Geißler désigne le SPD comme « la cinquième colonne de l'autre côté »[283]. Même si ses reproches sont beaucoup plus agressifs que ceux adressés par le PS en direction du mouvement de paix et du SPD, la conception qui se trouve derrière unit en quelque sorte le PS et le CDU. *Le Monde* remarque à ce sujet que les socialistes français restent « enfermés dans l'idée facile que la discussion avec les Allemands de l'Ouest pass[e] forcément par le gouvernement de Bonn. Cela pose effectivement moins de problèmes, dans la mesure où les partis de l'actuelle majorité libérale chrétienne-démocrate partagent à peu de chose près la méfiance des socialistes [...] pour les inquiétudes de la gauche ouest-allemande »[284].

Ainsi, les relations intergouvernementales entre Helmut Kohl et François Mitterrand partent du bon pied. Le discours de François Mitterrand devant le Bundestag le 20 janvier 1983 peut être considéré comme « la pose de la première pierre pour les relations particulières »[285] entre le chancelier chrétien-démocrate et le président socialiste. Rapidement, une collaboration fructueuse se développe entre les deux chefs d'États qui surpasse de loin le caractère ambigu de la relation Schmidt-Mitterrand. Une relation de confiance entre les deux hommes s'installe désormais avec une telle vitesse que « parfois on parle déjà de complicité », comme le note *Die Zeit* en mai 1984[286]. Helmut Kohl et François Mitterrand renforcent les liens de coopération entre leurs deux pays et font avancer la construction européenne de manière considérable. De surcroît, ils marquent le symbole de la réconciliation franco-allemande quand, le 22 septembre 1984, ils se tiennent la main devant les tombes des soldats allemands et français morts sur le champ de bataille lors de la Première Guerre mondiale à Verdun. De la même manière que la bonne entente entre Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing dans les années 70 avait été mal perçue par le Parti socialiste français[287], la relation privilégiée entre François Mitterrand et l'adversaire politique du SPD ne facilite guère le contact entre les deux partis.

En outre, le PS poursuit un renforcement de sa ligne en matière de politique étrangère. Fidèle à sa conception de maintenir la doctrine de la dissuasion nucléaire française, le gouvernement socialiste prépare un programme ambitieux pour la modernisation des forces

282 Cité in « Egal wie » in *Der Spiegel* du 20/06/1983
283 Cité in « Heiner Geißler » in *Der Spiegel* du 03/10/1983
284 « La frontière du Rhin » in *Le Monde* du 2/04/1987
285 « Willy Brandt und Frankreich », actes du colloque de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich du 8 au 9 mai 2003 in *AHF-Information,* N° 058, 27/06/2003, p.4
286 « Freundschaft über den Rhein » in *Die Zeit* du 25/05/1984
287 Cf. l'ouvrage de Christelle FLANDRE sur les relations SPD- PS dans les années soixante-dix (*op. cit.*)

militaires françaises dans le cadre de la « loi de programmation militaire »[288]. Ce programme de cinq ans (1984-1988) prévoit un budget de 830 billions de Francs[289]. C'est durant les années 80 que la force de frappe atteint son apogée. On assiste sous François Mitterrand à une continuité en matière de politique de défense qui renforce en même temps l'antagonisme avec les conceptions pacifistes du SPD.

À côté du soutien public de François Mitterrand pour Helmut Kohl, le Parti socialiste français ne se prive pas de défendre son point de vue dans les médias allemands. Charles Hernu, dans plusieurs interviews qu'il accorde à la presse allemande, explique en détail le point de vue de son gouvernement sur l'idée d'inclure le potentiel nucléaire français dans les négociations de Genève[290]. Jacques Huntzinger critique directement le soutien du SPD pour le mouvement pacifiste. Lors d'une conférence de presse le 18 octobre 1983, le secrétaire international du PS reproche au SPD « d'avoir pris une fuite en avant »[291] et déclare en même temps que le PS ne participera pas aux manifestations de paix à Paris organisées par le Mouvement de la Paix et le CODENE à l'aube de l'installation des premiers fusées américaines en Europe. Quant à son parti, il restera fidèle « aux principes fondamentaux de l'équilibre stratégique en Europe »[292] avance-t-il. Le PS fustige le ralliement de son parti frère aux idées pacifistes. Même si le SPD a perdu les élections fédérales en mars 1983 et ne représente ainsi plus un danger immédiat pour la France, le PS s'inquiète néanmoins de l'influence que ses idées pacifistes pourraient avoir dans l'opinion publique en RFA.

Les propositions émanant du rang du SPD avant l'installation des Pershing II sont accueillies avec la plus grande méfiance par le PS. Dans une note interne, Axel Queval, adjoint au secrétariat international du PS, analyse la position en matière de politique de sécurité du SPD se cristallisant durant l'été 1983[293]. Le point de vue défendu par les sociaux-démocrates est interprété comme un danger par le PS. Selon Axel Queval, les arguments avancés « reflète[ent] clairement l'état d'esprit au sein du SPD » : les sociaux-démocrates attaquent le concept de la dissuasion, qui représente un pilier fondamental dans la conception du PS[294]. De plus, Axel

288 LELLOUCHE, Pierre, « France and the Euromissiles » , *art. cit.*, p. 328
289 *Ibid.*
290 Par exemple: « Wir können Amerika nicht ersetzen » in *Der Spiegel* du 27/06/1983; « Ohne Freiheit und Sicherheit für unsere Nachbarn ist auch Frankreich nicht geschützt » in *Die Welt* du 11/11/1983
291 Cité in « Paris: Sozialisten kritisieren SPD » in *Die Welt* du 19/10/1983
292 *Ibid.*
293 La note d'Axel Queval se réfère à un « texte de référence du SPD, établi par une commission ad hoc le 30 juin 1983 » dont l'original ne se trouve ni au Centre des Archives Socialistes de la FJJ, ni aux fonds consultés de la FES. Le texte constitue probablement un document préparatoire du présidium pour le congrès du parti de Cologne en automne 1983 où le parti se prononce définitivement sur le stationnement des fusées américaines.
294 CAS-FJJ: 405 RI 15, note par Axel Queval concernant le débat PS-SPD sur la défense, document non-daté

Queval s'inquiète que la position du SPD « par certains arguments se rapproche de certaines thèses pacifistes, voire défaitistes[295] ou unilatéralistes »[296]. Il va plus loin en admettant que « le penchant des sociaux-démocrates pour un certain défaitisme, voire une certaine paralysie face à l'adversaire, n'est pas nouveau ». Cependant, il y a un autre aspect dans la conception social-démocrate qui, selon Axel Queval, « ne peut que renforcer encore notre inquiétude », c'est l'évocation de « l'intérêt allemand » qui se trouve effectivement dans certaines déclarations du SPD[297] et qui est perçu comme une menace par le PS. Pour les socialistes français, l'allusion à cet « intérêt allemand » confirme la crainte française qu'une conception fortement nationaliste est en train de se forger dans les rangs du SPD. Le PS y voit la preuve que « la conception de l'intérêt allemand [...] (la référence à la RDA est la seule à une puissance européenne) contient l'embryon d'un découplage entre la RFA... et le reste de l'Europe de l'Ouest »[298]. Aussi, la proposition d'une zone dénucléarisée en Europe centrale « va évidemment dans ce sens ». Suivant cette logique, Axel Queval conclut qu'« on peut penser que cette arrière pensée nationaliste explique en grande partie tout ce qui précède, auquel cas, bien sûr tout ce qui apparaissait comme faiblesse et paralysie deviendrait calcul, procès d'intention »[299]. Le pacifisme social-démocrate fait resurgir de vieux démons au PS : la peur française d'un unilatéralisme allemand, la dérive vers une voie particulière de l'Allemagne, source d'agressions guerrières en Europe. Les socialistes voient carrément un danger pour la sécurité mondiale dans le développement que traverse le parti frère. Axel Queval résume à cet égard que « le plus inquiétant » pour le PS serait « l'abandon de toute volonté de dissuasion nucléaire, amenant à une rupture de fait entre le SPD et les autres grandes puissances occidentales », aussi bien que « le fait qu'en cas de retour du SPD au pouvoir, le maintien éventuel d'une politique fidèle aux objectifs de l'Alliance sera perçu par les militants, voire les électeurs, comme imposé aux Allemands de l'extérieur, ce qui pourrait faire de nouveaux dégâts considérables dans l'opinion politique, exaspérant le sentiment national renaissant »[300]. Voilà à quel point le pacifisme au sein

295 L'emploi du mot « défaitiste » dans ce contexte est particulièrement intéressant, d'autant plus qu'il est employé plusieurs fois dans cette note. Selon le *dictionnaire du français contemporain Larousse*, le terme *défaitisme* désigne « l'état d'esprit de ceux qui s'attendent à être vaincus, qui n'espèrent pas la victoire. L'encyclopédie allemande *Brockhaus* le définit ainsi: «terme provenant de la France de la Première Guerre mondiale pour désigner ceux qui doutent la victoire militaire et ceux qui croient en la paix à travers la concertation. Depuis, le fait de redouter le succès des buts politiques, militaires ou économiques est désigné - surtout dans les systèmes idéologiquement marqués [sic!]- comme défaitisme ».

296 CAS-FJJ: 405 RI 15, note par Axel Queval concernant le débat PS-SPD sur la défense, document non-daté

297 Par exemple: CAS-FJJ: 405 RI 16, Informations du groupe social-démocrate au Bundestag, 03/06/1983 ou Communiqué de Presse d'Andreas von Bülow du 20/10/1983, Sozialdemokratischer Pressedienst 1946-1995, Bibliothek der FES

298 CAS-FJJ: 405 RI 15, note par Axel Queval concernant le débat PS-SPD sur la défense, document non-daté

299 *Ibid.*

300 *Ibid*.

du SPD préoccupe son parti frère. Non seulement le PS estime que le SPD se fait le porte-voix de l'Union soviétique, mais il le soupçonne en plus de jouer volontairement le jeu des Soviétiques. Tout cela afin de pouvoir abandonner ses liens avec l'Ouest et retrouver son unité dans une zone neutre en Europe centrale, le prix pour l'unité nationale étant dans cette logique la finlandisation. Des propos comme ceux d'Andreas von Bülow, qui perçoit la RFA comme « satellisée »[301] et le chancelier Kohl comme une sorte de vassale des États-Unis, renforcent certainement cette impression au sein du PS. Il y a là tout un complexe de problèmes qui est lié à l'appréciation française de ce « nationalisme de gauche ». Dans l'histoire du SPD, cette tendance s'affiche dans les années 50 quand Kurt Schumacher, le leader de l'opposition social-démocrate, accuse le chancelier Konrad Adenauer (CDU) d'être « le chancelier des Alliés »[302]. Kurt Schumacher rejette la politique d'Adenauer d'intégration au bloc de l'Ouest, craignant qu'elle n'empêche pour longtemps la réunification des deux Allemagnes. Ce patriotisme social-démocrate suscite l'inquiétude de la part des socialistes français[303]. Une attitude « nationaliste » n'est donc pas un phénomène nouveau dans la social-démocratie allemande. De telles tendances sont aussitôt perçues comme le germe d'une nouvelle aspiration chauviniste voire impérialiste. La question du bien-fondé des craintes qui sont nourries par les propos d'Andreas von Bülow au sein du PS mise de côté, il reste à constater que l'attitude méfiante du côté des socialistes français ne constitue évidemment pas une base pour un dialogue constructif. Le scepticisme des sociaux-démocrates allemands face à la « politique du nationalisme gaulois »[304] du PS n'est pas en reste.

Pourtant, malgré toutes ces divergences, reproches et inquiétudes, les deux partis décident de renforcer leur contact au niveau bilatéral.

2. Vers un échange de positions - une passerelle pour vaincre la crise ?

La création d'une commission bilatérale – un dialogue de sourds

Dans son ouvrage sur les structures d'interaction entre le SPD et le PS, Tanja Wielgoß constate que bien souvent dans leurs relations, une crise sert de point de départ pour un engagement de

301 Communiqué de Presse du 20/10/1983, Sozialdemokratischer Pressedienst 1946-1995, Bibliothek der FES
302 « Meine Freunde » in *Der Spiegel* du 01/12/1949
303 Pour les relations entre SFIO et SPD Cf. DOHRMANN, Nicolas, *Les relations entre la SFIO et le SPD dans l'immédiat après-guerre (1945-1953)*, thèse de doctorat soutenue à l'École nationale des chartes, Paris 2003
304 FES, SPD-PV 10775, note de Hans-Eberhard Dingels, secrétariat international, 10/11/1982; c'est ainsi que le secrétaire international désigne l'attitude du PS en matière de politique de défense

l'échange bilatéral[305]. En effet, malgré le désaccord dans le domaine de la politique de défense, les rencontres entre sociaux-démocrates allemands et socialistes français se multiplient à partir de 1983. On assiste à un phénomène qui semble révélateur des relations entre les deux partis : parallèlement à des tensions accrues et des reproches réciproques, les responsables des deux partis ne cessent de mettre en relief la nécessité de bonnes relations SPD-PS. Visiblement, l'idéal d'une fraternité socialiste n'est pas abandonné. Nombreuses sont les voix des hommes politiques qui s'expriment dans ce sens. Willy Brandt déclare que sociaux-démocrates allemands et socialistes français « portent une responsabilité particulière pour l'approfondissement de la coopération franco-allemande dans [l]es domaines centraux [qui sont l'intégration européenne et la défense] »[306]. Il souligne que « c'est justement le lien entre socialistes démocrates, basé sur des valeurs communes, qui peut agir en tant que conciliateur quand des différentes données historiques, géographiques ou autres divergent dans les opinions et comportements». À ce sujet, il propose « un échange d'avis bien franc mais basé sur un esprit de compréhension et de communauté »[307]. Jacques Huntzinger partage la même opinion en insistant sur le fait que « les bonnes relations entre le PS et le SPD [seraient] indispensables pour de bonnes relations entre la France et l'Allemagne » et qu'« indépendamment des divergences d'opinion [...], il serait d'une grande importance qu'un langage commun par rapport aux relations Est-Ouest soit trouvé »[308]. Portés par ces idées, les responsables des deux partis chargés des relations internationales essaient de surmonter le fossé qui s'est creusé entre eux au sujet du pacifisme. Des deux côtés, la volonté de renforcer le contact bilatéral s'affiche – la crise agit donc comme vecteur de communication.

C'est finalement à l'automne 1983 que les deux partis parviennent à se rencontrer. Autour d'une table ronde le 6 septembre 1983, les deux délégations se réunissent[309]. Le PS est représenté par Jacques Huntziger, Jacques Soppelsa, président de la commission sur la politique de sécurité du PS, et Pascal Boniface, rapporteur pour la politique de sécurité et de désarmement au secrétariat international du PS. Du côté du SPD, Willy Brandt, Peter Glotz, Egon Bahr, Horst Ehmke, Hans-Jürgen Wischnewski, Andreas von Bülow, et Walter Kolbow[310] assistent à la

305 WIELGOSS, *op. cit.*, p. 169
306 Willy Brandt lors d'une réunion électorale du PS à Mulhouse, Communiqué de Presse du 15/02/1983, Sozialdemokratischer Pressedienst 1946-1995, Bibliothek der FES
307 *Ibid.*
308 FES, SPD-PV 10776, Internationales Sekretariat, note de Veronika Isenberg, entretien avec une délégation du PS sous la direction de Jacques Huntzinger le 06/09/1983
309 *Ibid.*
310 vice-président de la commission de défense au Bundestag

réunion[311]. À la proposition de Jacques Huntzinger, les deux délégations décident d'organiser une commission d'études sur la politique étrangère et de défense. Cette commission se réunit à trois reprises : en novembre 1983 et en janvier et févier 1984[312].

Conscients des divergences, les deux partis se donnent comme objectif de parvenir à un dialogue intensifié, à une meilleure compréhension réciproque et à une amélioration des relations bipartites[313]. Willy Brandt souligne à cet égard qu'« il faut faire attention à maîtriser dans nos discours les termes de façon à éviter que se développent chez les uns et chez les autres des sentiments de méfiance exagérés »[314]. Jacques Huntzinger admet que son parti s'engage dans des groupes de travail avec le parti frère afin de « mieux comprendre comment le SPD juge la situation en Europe et les questions politiques générales à l'échelle internationale »[315]. Il cherche à éviter « qu'il y ait des malentendus avec le SPD » ou « une confusion dans la sorte d'un amalgame entre les différents problèmes qui se posent et qui sont expliqués ici sous les termes de "neutralisme", "mouvement de la paix" et "SPD" ». Les responsables des deux partis qui assistent aux réunions sont donc portés par l'idée que les divergences seraient essentiellement dues à des malentendus, à la méconnaissance de l'autre et à des réactions démesurées. Ils sont convaincus que la crise est surmontable à travers un échange ouvert.

Les deux délégations[316] tentent d'expliquer leurs points de vue et essaient d'éliminer les préoccupations du parti frère. Pour les Allemands, il s'agit en premier lieu de distraire les soucis de leurs camarades français. Quand Jacques Huntzinger évoque l'existence de « certaines réserves » parmi ses camarades concernant la position social-démocrate et explique que « surtout ceux qui craignaient jadis un revanchisme allemand, craignaient aujourd'hui le pacifisme et le neutralisme »[317]. Les représentants du SPD essaient de lui faire comprendre le non-fondé de son inquiétude. Ils expliquent que la RFA n'aspirerait pas à une sortie de l'OTAN, même si Oskar Lafontaine défend la thèse minoritaire d'un statut nouveau de la RFA, identique à celui de la

311 FES, SPD-PV 10776, Internationales Sekretariat, note de Veronika Isenberg, entretien avec une délégation du PS sous la direction de Jacques Huntzinger le 06/09/1983

312 WIELGOSS, *op. cit.*, p. 169

313 FES, SPD-PV 10776, Internationales Sekretariat, note de Veronika Isenberg, entretien avec une délégation du PS sous la direction de Jacques Huntzinger le 06/09/1983

314 CAS-FJJ: 405 RI 1-5, rencontre PS/SPD de Bonn du 06/09/1983

315 FES, SPD-PV 11154, Interview avec Jacques Huntzinger in *Neue Gesellschaft* 5/84 (*Neue Gesellschaft Frankfurter Hefte* est un mensuel théorique de la Friedrich-Ebert-Stiftung. Jacques Huntzinger y explique les conceptions françaises en matière de défense.)

316 Pour les réunions suivantes, les délégations sont composées par Jacques Huntzinger, Pascal Boniface, François Heisbourg, Guy-Michel Chaveau et Hubert Védrine du côté français aussi bien que Egon Bahr, Horst Ehmke, Andreas von Bülow, Hans-Eberhard Dingels et Veronika Isenberg.

317 FES, SPD-PV 10776, Internationales Sekretariat, note de Veronika Isenberg, entretien avec une délégation du PS sous la direction de Jacques Huntzinger le 06/09/1983

France depuis 1966[318]. Ainsi, une Allemagne unifiée ou neutre ne serait pas le but de la politique social-démocrate. Mais les explications du SPD ne suffissent pas à convaincre le PS. Même si le SPD pense résister à toute aspiration neutraliste, les thèses que défendent ses représentants au sein de la commission renforcent l'inquiétude du PS.

Très vite, les différentes conceptions sur le pacifisme et la politique de défense s'affrontent. La dimension idéologique de la discorde empêche que les deux partis parviennent à concilier leurs points de vue : tandis que le SPD défend plutôt, et surtout aux yeux du parti frère, une approche pro-soviétique, le PS est plus proche de l'argumentaire de l'OTAN. Chacune des deux formations politiques s'inscrit fortement dans une logique nationale en matière de défense. C'est à partir de ces raisonnements que les délégations construisent leurs argumentations. Tandis que le SPD a totalement intégré l'argumentation pacifiste ; au contraire, le PS défend toujours avec la même ferveur la doctrine française de la dissuasion nucléaire. Le dialogue se heurte notamment à l'incompatibilité des points de vue sur trois grands thèmes : dissuasion nucléaire contre détente, le bien-fondé ou non de l'installation des Pershing et l'évaluation divergente sur le rôle des deux superpuissances dans l'affaire des euromissiles.

À chaque réunion de la commission, la dissuasion nucléaire est virulemment critiquée par le SPD. Les sociaux-démocrates estiment qu'il faut remplacer cette doctrine par une politique de détente d'après le concept de « sécurité collective ». Ce concept demande la création de structures politiques pour le maintien de la paix. Il implique l'exclusion de la guerre en tant que moyen de solution des conflits, la poursuite du désarmement et la collaboration économique et culturelle[319]. Convaincu qu'à long terme, la guerre ne peut plus être empêchée par la dissuasion nucléaire[320], le SPD pense que seule la négociation entre les blocs peut préserver la paix. Les sociaux-démocrates argumentent que « si la dissuasion échoue, la réponse ne peut pas se trouver dans des armements supplémentaires ». D'après eux, il n'est plus possible « d'assurer la sécurité contre l'adversaire, mais avec lui »[321]. En conséquence, le SPD estime que le stationnement des Pershing en RFA doit être arrêté et substitué par un nouveau tour de négociations entre les États-Unis et l'URSS.

---

318 CAS-FJJ: 405 RI 16, entretien Jacques Huntzinger – Karsten Voigt (porte-parole du groupe SPD au Bundestag pour les questions de politique étrangère) 16/12/1983; les deux partis se rencontrent également dans des commissions ad hoc qui se réunissent ponctuellement, cet entretien en est le seul qui est documenté dans les fonds consultés.

319 Prôné par la Société des Nations dans l'entre-deux-guerres, ce concept est poursuivi, après 1945, par les Nations Unies. Dans les années 70, l'idée de 'sécurité collective' marque les engagements des deux superpuissances dans la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

320 Le SPD fonde cet argument surtout sur la crainte d'une guerre limitée en Europe ou d'une guerre « accidentelle ».

321 CAS-FJJ: 405 RI 16, réunion PS/SPD, Bonn 10/01/1984

C'est notamment Egon Bahr qui demande la prise en compte des armes nucléaires françaises dans ce contexte. Pour arriver à un compromis durable dans les négociations de désarment, il estime que « le sujet des armes françaises et britanniques est la question clé »[322]. Dans le cas inverse, « il n'y aura jamais d'accord possible avec l'URSS »[323]. Le SPD reproche même à la politique française d'être en partie responsable de la vitalité du mouvement pacifiste allemand. Egon Bahr argumente : « Les résultats de la politique actuelle américaine et française en Allemagne peuvent au contraire renforcer les tendances neutralistes dont les Français et les Américains ont peur. Si l'on ne prend pas en compte toutes les armes nucléaires dont dispose l'Alliance, cela pourrait [la] faire souffrir » [324]. Partant du concept de « sécurité collective », le SPD se prononce pour la création d'une « zone de sécurité commune » en Europe. Cette idée préconise la responsabilité commune et l'interdépendance entre les Etats européens en tant qu'opposition aux doctrines de la sécurité nationale. Il repose sur le rapport final de la « Commission Palme », une commission internationale indépendante sur le désarmement et la sécurité sous l'égide du premier ministre suédois Olof Palme. Cette commission se réunit entre 1980 et 1982 avec la participation d'Egon Bahr[325]. Le « rapport Palme », publié en mai 1982, recommande, l'établissement d'une zone d'une profondeur de 150 km des deux côtés de la ligne de démarcation entre les deux blocs, où le stationnement des armes nucléaires serait interdit[326]. Egon Bahr, dans un commentaire annexé au programme d'action, se prononce en faveur du retrait de toutes les armes nucléaires du territoire des États européens qui n'en disposent pas eux-mêmes[327]. Il s'agit donc de la volonté de créer en Europe centrale une zone neutre qui serait une première étape vers un désarment global[328]. Pendant les trois rencontres du groupe, le SPD essaie de convaincre son parti frère de cette idée.

Mais, évidemment, le PS ne manifeste pas d'enthousiasme. Par la voix de Jacques Huntzinger, il se montre très méfiant vis-à vis du concept de « sécurité commune »[329]. Pour les socialistes français, « la coupure de l'Europe est en grande partie due à l'URSS. Parler de sécurité

322 CAS-FJJ: 405 RI 1-5, rencontre PS/SPD de Bonn du 06/09/1983
323 *Ibid.*
324 *Ibid.*
325 « Eine atomwaffenfreie Zone. Die Minderheitsvoten Egon Bahrs und Georgij Arbatows » in *Der Spiegel* du 31/05/1982
326 Cf. publication d'une partie du rapport Palme in « Sonst gibt es eine Katastrophe » in *Der Spiegel* du 31/05/1982
327 Cf. Schütze, Walter, « Common Security. A Programme for Disarmament, Rapport de la commission Palme » in *Politique Étrangère* vol. 47 n°3, 1982, p.782-784
328 Tandis que l'OTAN et le gouvernement fédéral rejettent ces propositions, le SPD poursuit de s'engager en faveur de leur réalisation. En 1986, il publie un papier commun avec le SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, le principal parti politique de la RDA) qui résume les fondements d'un couloir dénucléarisé en Europe central .
329 CAS-FJJ: 405 RI 16, réunion PS/SPD, Bonn 10/01/1984

commune, c'est risquer de reconnaître cet état de fait, et le PS ne le peut pas »[330]. C'est donc un découplage de l'Europe des États Unis que les socialistes craignent. Il est clair que la proposition de la commission Palme n'est pas compatible avec un maintien de la stratégie française de la dissuasion nucléaire. Suivant cette logique, le PS essaie de persuader le parti frère allemand de son point de vue. Avec fermeté, il défend l'idée du maintien de la paix à travers la dissuasion nucléaire. Selon lui, toute négociation ne peut se faire qu'à partir d'une situation d'équilibre entre les blocs. Les socialistes français insistent sur le fait que la force de frappe ne puisse en aucun cas être intégrée aux négociations américano-soviétiques. Jacques Huntzinger explique que l'idée d'établir un lien entre les SS 20 soviétiques et les forces françaises signifierait de « mélanger des types et des systèmes d'armes totalement différents »[331]. Une prise en compte des arsenaux français et britanniques « pourrait conduire au maintien pratique de systèmes SS 20 assez élevés »[332]. Un tel lien reviendrait à « limiter la liberté d'action française quant à la modernisation de ses forces et donne un droit de regard à l'Union soviétique »[333]. Il affirme que l'attitude du SPD d'insister sur le lien entre SS 20 et forces françaises nuirait aux relations franco-allemandes.

C'est ainsi que les entretiens entre sociaux-démocrates allemands et socialistes se poursuivent. Les comptes rendus des deux délégations résument soigneusement les arguments avancés par chaque côté, sans se contredire. Mais il sort clairement de ces papiers que les entretiens ressemblent beaucoup plus à un « dialogue de sourds » qu'à une concertation constructive entre partenaires politiques. En effet, il paraît évident que les problèmes entre les deux partis ne sont pas le résultat de malentendus ou de désinformation, mais de l'incompatibilité de leurs positions. Cela se manifeste le plus clairement dans le résultat du groupe de travail, un papier commun sur la politique de sécurité et de défense.

La déclaration commune sur les questions de sécurité: un accord sur tout sauf l'essentiel

Le SPD et le PS déclarent à maintes reprises que leur échange s'avère très fructueux. Pour Hans-Eberhardt Dingels, directeur général du secrétariat international du SPD, « le dialogue avec les camarades français gagne en intensité et en substance » et les entretiens sur les questions de sécurité et de défense « contribuent considérablement à diminuer les malentendus et à faire

330 *Ibid.*
331 CAS-FJJ: 405 RI 1-5, rencontre PS/SPD, Bonn 06/09/1983
332 *Ibid.*
333 *Ibid.*

avancer la coopération là où elle est praticable »[334]. Aussi Veronika Isenberg, secrétaire internationale adjointe, estime que pendant les consultations bilatérales « la compréhension pour l'autre s'est approfondi »[335]. De cette évaluation optimiste s'ensuit l'établissement d'un papier de positions communes.

C'est finalement en décembre 1984 que les deux délégations parviennent à fixer les résultats de leurs consultations dans la « déclaration commune du PS et du SPD »[336]. Huit mois après la dernière réunion de la commission, ce document d'une page établit le résultat final des entretiens entre sociaux-démocrates allemands et socialistes français. Le texte en tire une conclusion très positive. « Le SPD et le PS se félicitent du travail jusqu'ici accompli par la commission commune sur les problèmes de sécurité »[337]. La collaboration pendant les trois séances aurait « permis d'approfondir la connaissance et la compréhension des positions des deux partis »[338]. La déclaration affirme également que sociaux-démocrates allemands et socialistes français avaient « constaté sur des points importants, voire essentiels, une évaluation et une analyse communes »[339]. Les deux partis prétendent avoir réussi à réaliser les objectifs qui étaient liés à l'engagement des entretiens bipartites. Toutefois, il devient rapidement évident que l'échange entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands n'a guère permis de concilier leurs conceptions divergentes. L'antagonisme qui persiste sur les questions de sécurité est tellement prononcé que l'accord dégagé reste très modeste.

La déclaration commune est présentée à la presse par Egon Bahr à Bonn et Jacques Huntzinger à Paris le 15 janvier 1985[340], presque un an après la dernière rencontre du groupe de travail. Les deux partis s'accordent sur sept points. Ils se prononcent pour « une étroite coopération franco-allemande pour le contrôle des armements, le désarmement et la défense » aussi bien que pour une « coopération européenne plus large sur ces thèmes »[341]. Ils soulignent aussi « la nécessité d'une plus grande responsabilité et d'une plus grande indépendance de l'Europe » tout en rappelant l'obligation de ne pas « remettre en cause l'Alliance atlantique ». Le PS et le SPD reconnaissent « la nécessité d'un dialogue ouvert dans le but de parvenir à une coopération stable avec l'Union soviétique et les pays de l'Est » et le besoin de « remettre en marche le dialogue entre les États-Unis et l'URSS dans le but de parvenir à la réduction

334 FES, SPD-PV 10776, Internationales Sekretariat, Vermerk an Hans-Jürgen Wischnewski, 30/11/1983
335 FES, SPD-PV 11154, Internationales Sekretariat, lettre de Veronika Isenberg à Hans Koschnick, maire de Brême
336 CAS-FJJ: 405 RI 16, déclaration commune PS/SPD version finale 19/12/1984
337 *Ibid.*
338 *Ibid.*
339 *Ibid.*
340 « Differenzen der SPD mit Paris » in *Die Welt* du 16/01/1985
341 CAS-FJJ: 405 RI 16, déclaration commune PS/SPD version finale 19/12/1984

substantielle de leurs arsenaux nucléaires sur une base équilibrée ». Plus loin, ils condamnent le développement des « technologies déstabilisatrices, particulièrement l'abandon de la course aux armements dans l'espace » et se prononcent pour un « soutien des principes d'Helsinki et la volonté de poursuivre le processus de leur réalisation pratique, ainsi que d'approfondir la détente »[342].

Visiblement, le texte exclut les thèmes les plus litigieux et reste dans le vague sans qu'une entente sur un des points essentiels ne soit trouvée. Il met l'accent sur des aspects de la politique de défense qui sont en réalité des lieux communs. L'approbation de la détente, le souhait de maintenir un dialogue avec les pays du pacte de Varsovie et le soutien des principes d'Helsinki n'ont jamais fait l'objet de désaccords entre le SPD et le PS. C'est plutôt sur la question de savoir si la détente et la « sécurité commune » peuvent se substituer à la doctrine de la dissuasion que la réponse diffère d'un parti à l'autre. Aussi la nécessité de conférer à l'Europe plus de responsabilité et plus d'indépendance en matière de défense n'a jamais été contesté par un des deux partis. Le point litigieux dans ce domaine réside dans les réponses divergentes à la question de savoir comment cette « indépendance » peut se réaliser dans les actes : en restant couplé au continent américain ou en acceptant le découplage suite à la création d'une zone dénucléarisée en Europe centrale.

L'échange bilatéral n'a donc pas permis de concilier les points de vue opposés découlant d'une conception antagoniste du pacifisme. Le texte remarque « qu'il va sans dire qu'il existe aussi des positions différentes qui expriment notamment des situations différentes des deux pays »[343]. En effet, les deux partis socialistes n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une évaluation commune de la situation internationale qui dépasserait une vision nationale.

Les divergences entre les deux partis persistent sans que la déclaration commune aurait créée une quelconque détente entre le SPD et le PS. C'est déjà pendant la déclaration de presse qui suit la publication du papier que Egon Bahr recommence à reprocher aux socialistes français leur position. Il affirme que « la stratégie nationale de la France n'est d'aucune manière conciliable avec la thèse d'une sécurité commune européenne »[344]. À son avis, les différences persistantes entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands proviennent du rôle de la France en tant que puissance nucléaire. Il s'agit là, selon Egon Bahr, d'une « différence naturelle »[345] qui n'est pas censée changer dans un avenir proche. Le projet serait condamné à l'échec à cause des « différences de classes atomiques » comme il raisonne dans un essai publié

342 *Ibid.*
343 *Ibid.*
344 « Die französische Strategie ist mit der gemeinsamen Sicherheit nicht vereinbar. Kommissionsbericht der SPD und der französischen Sozialisten » in *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 16/01/1985

en février dans le *Spiegel*[346]. En faisant allusion à la théorie marxiste de la lutte des classes, Egon Bahr présente la position du PS comme celui de la classe exploiteuse qui bâtirait sa propre sécurité sur la classe exploitée, les Allemands. Egon Bahr estime qu'« aussi longtemps que Paris et Londres refusent la solidarité nucléaire, il est difficilement imaginable de voir le rôle et le poids de l'Europe s'accroître »[347]. Il donne par là l'image d'un SPD pro-européen à la différence d'un PS nationaliste. Ainsi, malgré l'évocation de cette perspective dans la déclaration commune, le SPD exclut dès le début que l'affirmation d'une plus grande indépendance de l'Europe en matière de défense ait des chances de se réaliser[348]. C'est sur ce constat résigné que le SPD conclut son échange avec le parti frère.

Le socialisme n'agit donc pas en tant que facteur unificateur entre les deux conceptions divergentes, comme l'a proclamé Willy Brandt. Même si l'idéal de la fraternité socialiste sert de catalyseur à un échange bipartite, une compréhension renforcée grâce à l'échange bilatéral est difficilement reconnaissable. Malgré un certain effort pour surmonter les dissonances, de manière générale, les relations entre SPD et PS ne se détendent pas pendant le reste de la décennie 80. Le débat au sein des deux formations politiques reste marqué par des accusations réciproques. Cet antagonisme est d'autant plus accru que les deux partis sont, pour reprendre le terme utilisé par Alfred Grosser, « en situation de déphasage »[349]: le SPD et le PS se trouvent constamment dans des situations opposées par rapport à l'exercice du pouvoir[350]. Cela engendre des répercussions considérables sur leur relation. Dans les années 80, le parti d'opposition SPD, continue donc d'accuser le parti de gouvernement PS d'égoïsme national, d'avoir une « attitude rétrograde »[351] et militariste, comme il le fait vis-à-vis du gouvernement Kohl. Le PS, de son côté, poursuit la ligne politique de la présidence de François Mitterrand et se concentre sur la coopération intergouvernementale avec Helmut Kohl. Le président français s'engage à réactiver l'Union Européenne Occidentale (UEO), sans pour autant abandonner l'attachement de la France

345 « Für eine Stärkung Europas. SPD und Frankreichs Sozialisten einigen sich auf Erklärung zur Sicherheitspolitik » in *Süddeutsche Zeitung* du 16/01/1983

346 BAHR, Egon, « Atomare Klassenunterschiede » in *Der Spiegel* du 13/02/1984

347 *Ibid.*

348 Le SPD continue par la suite son combat pour la réalisation des propositions du rapport Palme. Selon lui, celles-ci représentent la seule possibilité pour parvenir à une relative indépendance européenne. Au lieu de s'engager pour une Europe (occidentale) de la défense, le SPD s'investit donc pour une Europe centrale neutre.

349 GROSSER, Alfred, « Les socialistes allemands et français sont en déphasage » in *Le Matin* du 27/09/1986

350 Jusqu'en 1981, le SPD est au pouvoir, le PS dans l'opposition. Entre 1982 et 1998, le SPD se trouve dans l'opposition, tandis que le PS reste au pouvoir jusqu'en 1995. La période entre mai 1981 et octobre 1982 représente jusqu'à aujourd'hui la seule phase où le SPD et le PS sont au gouvernement en même temps.

351 FUCHS, Katrin (expert pour des questions de sécurité et membre du présidium), « Mit Frankreich gibt es keinen militärischen Konsens » in *Vorwärts* du 19/12/1987

à sa ligne traditionnelle de l'indépendance nucléaire[352]. C'est donc sous cette forme que le projet d'une Europe plus autonome en matière de défense se poursuit.

Le contact entre le PS et le SPD demeure conflictuel. Leurs préoccupations s'éloignent les unes des autres : les questions de désarmement, d'énergie nucléaire et d'environnement qui mobilisent le débat politique au sein du SPD sont à peine abordées par le PS, où la méfiance envers les prises de position du parti frère persiste. Tout au long des années 80, les relations entre le PS et le SPD restent à un niveau de contacts sporadiques[353]. Leurs rencontres sont uniquement organisées de manière ponctuelle sans pour autant être institutionnalisées. Si la déclaration commune conclue sur la volonté des deux partis de poursuivre leur collaboration dans la commission commune, cela demeure une déclaration d'intention. Les points évoqués dans le texte ne sont pas concrétisés sur une base commune et les deux délégations ne poursuivent plus leur travail. Aucune session supplémentaire suit à la rencontre de février 1984. Aussi dans d'autres domaines, comme l'économie, la collaboration entre les deux partis n'aboutit pas[354]. Différentes initiatives de reprise de la communication sur les questions de défense aboutissent à un échec : En juin 1987, une délégation du SPD sous l'égide d'Egon Bahr, lors d'un voyage à Paris, essaie de fonder une nouvelle commission sur les questions de sécurité avec le PS. Selon les sociaux-démocrates allemands, les thèmes du désarmement nucléaire et l'interdiction des essais nucléaires devraient se trouver au centre des négociations. Mais la mission échoue[355]. Simultanément, un groupe de réflexion sur les questions de sécurité et de défense est organisé par le bureau parisien de la *Friedrich-Ebert-Stiftung*[356]. Il est censé être constitué de personnages de moindre notoriété pour faciliter un échange plus franc et intensif[357]. Cependant, la rencontre aboutit à une débâcle : une partie des participants français ne se présente qu'à quelques points de l'ordre du jour, d'autres sont absents. En plus, les brèves discussions sont marquées par des controverses sans résultat sur la dissuasion nucléaire[358]. Selon Christian Deubner de la *Friedrich-Ebert-Stiftung* la rencontre est « un échec qui met clairement en question l'expérience d'un débat

352 Pour la question d'un éventuel élargissement du sanctuaire nucléaire français cf. BENOIT, Loïck, « François Mitterrand et la défense nucléaire de l'Europe » in *Revue de Recherche Juridique - Droit Prospectif*, 2/1998, p. 639-653

353 Pour une analyse des différents stades d'interaction entre les deux partis, avec un accent sur les relations PS-SPD entre 1989 et 2001 cf. WIELGOSS, *op. cit.*

354 Une commission sur les questions économiques se réunit à deux reprises au cours de l'année 1984. Le papier commun publié en 1985 a une portée très limitée au sein des deux partis. La commission ne se réunit plus tout au long de la décennie. Cf. WIELGOSS, *op. cit.*, p. 170/171

355 CAS-FJJ: 405 RI 16: rapport de Pascal Boniface sur la session commune entre SPD et PS du 30/06/1987 à Paris, 01/07/1987

356 Ce bureau est fondé en 1984 à Paris.

357 CAS-FJJ: 405 RI 24: lettre de Christian Deubner, directeur du bureau parisien de la FES, à Pascal Boniface, 26/10/1987

358 Ibid.

entre experts du PS et [du] SPD »[359]. Trois rencontres supplémentaires ne permettent toujours pas de parvenir à un échange plus fructueux[360]. Un rapprochement est d'autant plus improbable que les deux délégations ne sont pas autorisées à changer le point de vue de leurs partis pour harmoniser leurs positions. C'est la déclaration commune de 1985 qui reste l'apogée de la coopération entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands de cette période ; en somme un résultat bien maigre…

La crise des euromissiles prend fin lorsqu'en 1987 l'URSS et les États Unis se mettent d'accord sur l'«option zéro » : une suppression de tous les SS 20 situés en Europe de l'Est ainsi que les Pershing II et les missiles de croisière. L'URSS, sous l'égide de Mikhaïl Gorbatchev, met en place une véritable politique de désarmement en acceptant le contrôle sur son propre territoire, ce qu'avaient toujours refusé ses prédécesseurs. Dans *Weggefährten* Helmut Schmidt conclut en 1996:

> « L'Occident et nous, les Allemands, devons être reconnaissants que mon successeur Helmut Kohl est resté attaché à ma politique de sécurité, aux décisions de l'Alliance et aussi aux résolutions précédentes du Bundestag. En effet, la réalisation des deux parties de la double décision a amené Gorbatchev en 1987 à céder entièrement; ainsi le traité INF[361] est devenu le tout premier traité de désarmement du siècle - et en même temps le stimulateur pour tous les autres développements très positifs »[362].

C'est finalement la position de Helmut Schmidt et François Mitterrand qui l'a emporté contre les arguments pacifistes ...

359 Ibid.
360 WIELGOSS, *op. cit*., p. 172
361 Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty (Ce traité vise l'élimination de missiles de croisière et de missiles balistiques lancés depuis le sol et ayant une portée se situant entre 500 et 5 500 km. Il ne prend pas en compte les capacités nucléaires de la Grande-Bretagne, ni celles de la France. Il est signé le 8 décembre 1987 par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev.)
362 SCHMIDT, Helmut, « Weggefährten », extrait dans *Die Zeit* du 19/09/1996

CONCLUSION

Dans les années 80, le Parti social-démocrate allemand vit une transformation radicale l'éloignant plus loin que jamais du Parti socialiste français. Les deux partis doivent faire face à une nouvelle donne sur le plan international : celle contenue dans la double décision de l'OTAN. Cet événement entraîne dans chacune des deux formations des prises de positions contraires, reflet, à la fois, de leur évolution respective, mais aussi des facteurs domestiques qui conditionnent leur action politique et du contexte national dans lequel elles s'inscrivent.

Pour la social-démocratie allemande, la double décision implique la perte d'un modèle intégrateur et le début d'une scission. Initiée par le chancelier Helmut Schmidt, elle devient vite le symbole d'Allemagne otage de la Guerre froide, soumise au règles du jeu forcené entre les deux superpuissances, en particulier dans leur course à l'armement. La peur d'une guerre nucléaire sur le territoire allemand, le sentiment d'impuissance face au protecteur américain et le désir de révolte face à un gouvernement SPD « embourgeoisé » suscitent la formation d'un large mouvement pacifiste en RFA. Le SPD perd le soutien de la population, il perd de plus en plus de ses membres et une grande partie de son électorat. C'est pourquoi, après des luttes intestines d'une rare violence, il choisit finalement, de se rallier au pacifisme.

Pour le PS, la double décision représente surtout un moyen de préserver l'indépendance nationale en matière de défense. Le soutien du PS s'inscrit dans la continuité d'une ligne politique adopté quelques années auparavant. Porté par une motivation probablement comparable à celle du SPD quand celui-ci décide l'intégration des idées pacifistes, le PS s'est rallié dans les années 70 à la doctrine de la dissuasion nucléaire française. La double décision de l'OTAN est ensuite défendue par le PS aussi farouchement que le pacifisme semble le répugner. Le parti adopte une attitude extrêmement hostile vis-à-vis du pacifisme. Sa position coïncide avec le consensus large qui prévaut en France sur la dissuasion nucléaire, tandis que le mouvement pacifiste, à la différence de l'Allemagne, reste encore très marginal, divisé, finalement peu audible.

Du fait de leur positionnements contraires sur cette question majeure, une brouille sérieuse entame les relations entre le SPD et le PS entre 1982 et 1985. Le SPD renforce son profil pacifiste tandis que le PS poursuit sa politique de gouvernement en soutenant l'adversaire politique du SPD. Le SPD rejette la logique de la dissuasion nucléaire et se prononce finalement contre un stationnement des Pershing II en RFA. Il souhaite qu'un dialogue entre les blocs se substitue à la course à l'armement. Le PS estime en danger le maintien de sa doctrine nationale de défense. Il prône le rétablissement de l'équilibre stratégique entre les blocs tout en maintenant

sa force de frappe indépendante et exclue des négociations de désarmement. Pour lui, le pacifisme social-démocrate dissimule mal le défaitisme, le neutralisme et le nationalisme allemand. Comme l'argumentation du SPD ressemble sur beaucoup de points à celle de l'URSS, le PS estime que son parti frère est tombé dans le panneau de la manipulation soviétique. C'est surtout la demande du SPD de prendre en compte les arsenaux nucléaires français et britanniques dans les négociations américano-soviétiques qui nourrit ce soupçon. La querelle entre les deux partis d'affiche ouvertement à l'occasion du discours de François Mitterrand devant le Bundestag le 20 mai 1983.

La forte dimension nationale du sujet et les implications qui y sont liées pour chaque parti empêchent tout dialogue constructif. Les accusations sont implacables: chaque parti reproche à l'autre son nationalisme et son manque de solidarité envers les pays voisins européens. Chacun se situe dans une logique nationale et construit son argumentation à partir de ce cadre. C'est pourquoi aucun résultat constructif n'est atteint pendant les consultations bilatérales qui sont organisées afin de d'atténuer l'ampleur de la « querelle fratricide ».

Le sujet du pacifisme constitue un thème hautement sensible : il touche à des émotions fondamentales et à des intérêts vitaux d'une nation. En effet, il s'agit d'une question de vie ou de mort. Le slogan « plutôt rouge que mort » reflète justement cette réalité brutale: le débat sur le pacifisme confronte l'individu et la société à la question essentielle de savoir comment chacun veut vivre et jusqu'où il est prêt à se défendre. Comment peut-on préserver la paix – à travers la dissuasion de l'ennemi ou à travers un accord avec lui ? Il s'agit là d'un débat qui, fondamentalement, est de l'ordre des émotions et, en outre, de faire l'objet de manipulations. On ne s'étonnera donc pas qu'il porte en lui un fort potentiel conflictuel. La réponse à cette question varie, nous l'avons vu, selon le contexte historique, géopolitique et culturel d'un pays. Pour le SPD et le PS, il restent peu d'alternatives : au travers de cette question fondamentale, ils doivent ajuster leurs positions selon le contexte national car chaque parti représente en premier lieu les intérêts de sa population et de son électorat. En effet, les deux partis ne font rien d'autre que réagir face à leur environnement national : le SPD s'adapte à la société allemande bouleversée par la double-décision; le PS a déjà connu cette adaptation à la fin des années 70 en se ralliant au consensus nucléaire des Français. Les deux partis absorbent et reflètent les différences entre la France et l'Allemagne sur un point crucial : le pacifisme, la sécurité nationale et la place que chaque pays occupe dans le monde.

Les conditions pour une collaboration entre les deux partis socialistes sont donc extrêmement défavorables. La crise des euromissiles agit comme révélateur d'une brèche profonde entre le SPD et le PS. Cette séparation provient ni d'une quelconque incompatibilité

structurelle des deux formations politiques, ni d'un antagonisme trop important de leurs doctrines. Ces facteurs ne représenteraient en soi pas un obstacle infranchissable pour un possible rapprochement (dans les années 70, un tel rapprochement réussit jusqu'à un certain degré.). Le problème se trouve beaucoup plus dans le fait que les deux partis soient fortement inscrits dans la politique intérieure de leurs pays. Cette problématique ressort clairement dans le phénomène du « déphasage » : que le parti se trouve dans l'opposition ou au sein du gouvernement, il s'oriente inéluctablement plus à gauche ou plus à droite, il prend des positions plus proche de la doctrine originale ou plutôt d'une *Realpolitik*. Cela représente un obstacle pour des relations bipartites transnationales. Pour les deux partis socialistes qui se trouvent presque constamment en « déphasage », il est plus facile de coopérer avec le parti au pouvoir de l'autre pays. Les relations au niveau intergouvernemental priment donc inévitablement sur la solidarité socialiste. Il semble ainsi qu'une fraternité ou solidarité socialiste est condamnée au statut d'une coquille vide. Elle n'est qu'un idéal évoquée en permanence qui n'accouche à rien de concrète, mis à part un certain effort pour se réconcilier. Cet engagement en faveur d'une meilleure compréhension réciproque représente en effet le seul indice qui laisse pressentir une certaine fraternité entre le SPD et le PS. Les partis sont conscients que leur relation ne correspond pas à l'idéal de cette fraternité et essaient de changer cet état avec des rencontres bipartites – mais cela plus ou moins du bout des lèvres.

Ce constat renvoie sans détour à une problématique inhérente du socialisme et de la social-démocratie : le dilemme entre vocation internationaliste et ancrage national. Les deux partis – même s'ils ont parcouru ce processus à des moments différents dans le temps – ont choisi la voie d'un socialisme démocratique. Cela implique l'abandon de la voie révolutionnaire en faveur d'une politique de réformes dans le cadre de la démocratie parlementaire. Ainsi la vision finale d'une société socialiste au delà des frontières nationales s'estompe. L'idéal d'une solidarité entre partis socialistes tombent dans l'oubli. Les partis socialistes et sociaux-démocrates s'identifient donc évidemment avec leurs États respectif et ses particularités et intérêts spécifiques. C'est seulement dans ce système où ils doivent conquérir leur électorat. Toute mise en avant de la solidarité socialiste n'est politiquement pas profitable. L'ambition internationaliste est donc rapidement abandonnée, d'autant plus lorsqu'il s'agit de questions essentielles pour la nation.

L'exemple de la querelle sur le pacifisme met donc en lumière une difficulté fondamentale de la collaboration entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands. Même si l'intégration européenne est censée ajouter une nouvelle perspective internationaliste aux relations bipartites, cela ne permet pas de surmonter les divergences existantes entre les deux

partis.

La construction européenne ajoute néanmoins un nouvel aspect à cette question. Dans la première moitié des années 80, la construction de l'Europe est encore à un stade plus ou moins rudimentaire et les enjeux de la Guerre froide permettent facilement de diviser les européens. Cependant, il est imaginable qu'une intégration européenne plus profonde aide de surmonter le clivage entre les partis socialistes, étant donné que celui-ci est dû à une très forte identification nationale des partis. Au fil du temps, le Parlement européen a gagné en compétences et les partis ont commencé à s'organiser à l'échelle européenne. Il y a là un premier pas vers la création de véritables partis transnationaux. Toutefois, il serait prématuré de parler d'une réelle fraternité socialiste à l'heure actuelle : faute d'identité européenne, les partis s'orientent toujours vers l'électorat national. Les domaines qui sont liés à une forte identification du citoyen à son État sont encore exclus de la compétence de l'Union européenne. La sécurité et les systèmes sociaux y figurent parmi les plus décisifs. C'est donc probablement uniquement un progrès de l'intégration européenne qui permettra aux partis socialistes de faire droit à l'idéal d'une solidarité socialiste et d'agir ensemble en faveur d'un projet socialiste pour l'Europe.

Bibiographie

Sources

Archives

Centre des Archives Socialistes, Fondation Jean Jaurès

Fonds 405 RI : RFA avant réunification

405 RI 1-5 : relations PS/SPD (1972-1990); correspondance générale; RFA: situation politique; rencontres de délégations PS/SPD (correspondance, notes, rapports programmes de rencontres, communiqués)

405 RI 15 : défense et sécurité (1979-1983) - rencontres PS/SPD sur les questions de sécurité en Europe (correspondance, discours, notes, rapports, communiqués, documentation)

405 RI 16 : défense et sécurité (1984-1990) - rencontres PS/SPD sur les questions de sécurité en Europe (correspondance, communiqués, rapports, notes)

405 RI 24 : Relations PS/Fondation Friedrich Ebert (1980 – 1990) (correspondance, rapports, programmes de colloques et de conférences)

Fonds PS – Comité directeur

Bureau exécutif 1980-1981

Archiv der sozialen Demokratie der Friedrich-Ebert-Stiftung

Fonds SPD-PV : **10803**, **11169**, **11174**, **10775**, **10776**, **11143**, **11154**
SPD Parteivorstand (comité directeur)
(notes, communiqués, correspondance, rapports, protocols, presse)

Fonds SPD-BT : **XI Wahlperiode**, **31**, **47A**
SPD-Bundestagsfraktion (groupe parlementaire)
(notes, communiqués, correspondance, rapports, protocols, presse)

Sozialdemokratischer Pressedienst 1946-1995
Bibliothek der FES (communiqués de Presse du Parti social-démocrate allemand)

Ouvrages-sources

ATTALI, Jacques, *Verbatim I – chronique des années 1981-1986*, Fayard, Paris, 1993

BONIFACE Pascal / HEISBOURG, François, *La puce, les hommes et la bombe. L'Europe face aux nouveaux défis technologiques et militaires*, Hachette, Paris 1986

FONTAINE, André, *La Guerre froide : 1917-1991,* Éditions du Seuil, Paris 2006

BRANDT, Willy, *Erinnerungen*, Propyläen Verlag, Frankfurt am Main, 1989

HANSEN, Karl-Heinz , « Kündigt den Nachrüstungsbeschluss » in *Konkret* n°2, 1981
LAFONTAINE, Oskar, Préface in ALBRECHT, Ulrich, Kündigt den Nachrüstungsbeschluss, Fischer Informationen zur Zeit, Frankfurt am Main 1982, p. 7-9
MITTERRAND, François, *De l'Allemagne et de la France*, Editions Odile Jacob, Paris 1996
SCHMIDT, Helmut, *Menschen und Mächte II. Die Deutschen und ihre Nachbarn*, Siedler Verlag, Berlin 1990
SCHMIDT, Helmut, *Weggefährten. Erinnerungen und Reflexionen*, Siedler Verlag, Berlin, 1996
MARX, Karl / ENGELS, Friedrich, *Manifeste du parti communiste*, présenté et traduit par Bottigelli, Emile, Flammarion, Paris 1999
VÉDRINE, Hubert, *Les mondes de François Mitterrand. À l'Elysée 1981-1995*, Editions Fayard, Paris 1996
VOGEL, Hans-Jochen, *Nachsichten. Meine Bonner und Berliner Jahre*, Piper, München, 1996

Articles de presse

Der Spiegel

« Meine Freunde », 01/12/1949
« Hansen ist nur ein Symptom », 09/02/1981
« Es gibt eine Explosion von Ängsten », 13/04/1981
« Tendenz zum Selbstmord », 14/12/1981
« Dann ist die Regierung schon 1982 am Ende », 14/12/1981
« Mit den Grünen - im Prinzip ja », 15/03/1982
« Abzug gen Osten », 22/03/1982
« Genscher: 'Das geht nicht gut' », 26/04/1982
« Sonst gibt es eine Katastrophe » 31/05/1982
« Eine atomwaffenfreie Zone », 31/05/1982
« Wir sind die Anti-Parteien-Partei », 14/06/1982
« Korb aus Paris », 20/09/1982
« Ich bin keine Kopie von Brandt oder Schmidt », 08/11/1982
« Auf dem Rücken der anderen », 17/01/1983
« Wenn es jetzt nicht reicht, dann nie », 31/01/1983
« Die Wende ist perfekt », 07/03/1983
« Mit der Stoppuhr », 04/04/1983
« Andere Hinterbacke », 11/04/1983
« Auf die Straße », 25/04/1983
« Nachrüstung: “Ohne historische Parallele“ », 13/06/1983
« Egal wie », 20/06/1983
« Wir können Amerika nicht ersetzen », 27/06/1983
« Dann kann die Polizei einpacken », 12/09/1983
« Heiner Geißler », 03/10/1983
« Atomare Klassenunterschiede », 13/02/1984
« Lafontaines Politikerschelte. Erst draufhauen, dann wegducken », 06/03/2006

Stern

« Die deutsch-französische Freundschaft hängt doch nicht an einer Tasse Tee », Interview de François Mitterrand, 09/07/1981

Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)
« Die französische Strategie ist mit der gemeinsamen Sicherheit nicht vereinbar. Kommissionsbericht der SPD und der französischen Sozialisten », 16/01/1985

Süddeutsche Zeitung
« Für eine Stärkung Europas. SPD und Frankreichs Sozialisten einigen sich auf Erklärung zur Sicherheitspolitik », 16/01/1983
« Raketen-Diskussion beunruhigt Paris », 18/01/1983

Die Welt
« Paris will die SPD beschwichtigen », 25/01/1983
« Paris: Sozialisten kritisieren SPD », 19/10/1983
« Ohne Freiheit und Sicherheit für unsere Nachbarn ist auch Frankreich nicht geschützt », 11/11/1983
« Differenzen der SPD mit Paris », 16/01/1985

Die Zeit
« Bevor wir alles Leben einbunkern... », 12/06/1981
« Neuanfang oder Anfang vom Ende », 16/04/1982
« Freundschaft über den Rhein », 25/05/1984
« Helmut Schmidt: "Weggefährten" - Auszüge aus seinem neuen Buch », 19/09/1996

Junge Welt
Zu den SPD-Akten », 13/12/1996

Vorwärts
« Mit Frankreich gibt es keinen militärischen Konsens », 19/12/1987

Le Monde
« 'Le parti ne scindera pas' affirme M. Brandt »,14/02/1981
Interview de François Mitterrand, 01/07/1981
« M. Schmidt attaqué à sa gauche», 02/10/1981
« Le pacifisme en Europe. France: le Mouvement de la paix et les autres », 24/10/1981
« M. Lionel Jospin apporte le soutien aux sociaux-démocrates 'dans leur lutte contre le conservatisme' », 02/03/1983
« La petite Planète du parti socialiste. La politique extérieure, un domaine en friche... », 02/04/1987
« La frontière du Rhin », 2/04/1987
« France-Allemagne : difficiles relations entre PS et SPD », 07/12/2000

Le Matin
« Brandt isole les contestataires du SPD », 13/02/1981
« Regain de l'anti-américanisme dans la gauche ouest-allemande »,06/05/1981
GROSSER, Alfred, « Les socialistes français et allemands en déphasage », 27/09/1986

Le Figaro
« Bonn: l'invasion des pacifistes », 12/10/1981
« Pacifistes, go home! », 04/06/1982
« Les paradoxes du 6 mars », 08/02/1983
« Les adieux d'Helmut Schmidt lâché par son parti », 21/11/1983

Libération
« Menace de scission à la gauche du Parti social-démocrate », 26/01/1982
« Gel des SS-20: Schmidt dit non à Brejnev », 18/03/1982
« Congrès du SPD: victoire de Schmidt à l'arraché sur l'aile pacifiste », 25/04/1982
« Les socialistes allemands en veulent à François Mitterrand », 22/01/1983
« RFA: les militants du SPD ferment la porte aux Pershing », 26/09/1983
« Le congrès anti-missiles des sociaux-démocrates allemands »,18/11/1983

Humanité
« Désaccords au sein du parti social-démocrate », 12/02/1981

Unité
« Nous déclarons la paix au monde », 13/01/1978
« Ambiguïté du pacifisme », 17/10/1981
« La colombe et l'oiseleur », 31/10/1981
« Reportage en Allemagne de l'Ouest - Les années de brouillard », 16/04/1982
« Victoire à la Phyrrus pour Helmut Schmidt », 30/04/1982
« RFA : le chagrin et la pitié », 25/11/1983

Sources Internet

Site officiel du Bundestag allemand:
résultats des élections parlementaires depuis 1949:
http://www.bundestag.de/parlament/wahlen/sitzverteilung/1543.html
[consulté le 10/042008]
reglement & histoire pour le droit de parole des invités au Bundestag
http://www.bundestag.de/geschichte/gastredner/index.html
[consulté le 10/04/2008]

Bundeszentrale für Politische Bildung:
graphique sur le développement des effectifs des partis en RFA:
http://www.bpb.de/themen/NW8VAW,0,0,Mitgliederentwicklung.html
[consulté le 02/04/2008]

Site internet de la Documentation française: discours publics de François Mitterrand
entretien accordé au journal belge Le Soir, 12/10/ 1983
http://discours.vie-publique.fr/notices/837173100.html [consulté le 27 avril 2008]
discours au Palais Royal de Bruxelles le 12/10/ 1983
http://discours.vie-publique.fr/notices/837174000.html [consulté le 27 avril 2008]
conférence de presse sur la politique étrangère et économique, Paris, le 24/09/1981
http://discours.vie-publique.fr/notices/817119300.html [consulté le 27 avril 2008]
déclaration de François Mitterrand à l'Ile-Longue le 24/07/1981
http://discours.vie-publique.fr/notices/827163300.html [consulté le 15 avril 2008]

Site internet officiel de l'OTAN:
réunion spéciale des Ministres des Affaires étrangères et des Ministres de la défense le 12/12/1979 à Bruxelles:

http://www.nato.int/docu/fonda/b791212a.htm [consulté le 3 avril 2008]

Site officiel de TNS Sofres:

résultats des élections présidentielles françaises de 1981
http://2007.tns-sofres.com/historique-election-presidentielle-1981.php#resultats [consulté le 11/04/2008]

Site de l'Institut national de l'Audiovisuel:

discours de François Mitterand devant le Bundestag, le 20/04/1983 (vidéo du journal de 20 h d'Antenne 2 sur le site Internet de l'INA) :
http://www.ina.fr/archivespourtous/index.php?vue=notice&id_notice=CAB8301171701

Ouvrages

Mouvement pacifiste

AGCI, Serkan, « Geschichte von Bündnis 90/die Grünen », Bundeszentrale für politische Bildung,http://www.bpb.de/themen/K5WUA2,0,0,Geschichte_von_B%FCndnis_90Die_Gr%FCnen.html [consulté le 10/04/2008]

ALBRECHT, Ulrich, *Kündigt den Nachrüstungsbeschluss*, Fischer Informationen zur Zeit, Frankfurt am Main, 1982

BUCH, Hans Christoph, « Wieder den Todesschlaf der Philosophie » in BOURDET, Claude/ MECHTERSHEIMER, Alfred (dir.), *Europäisierung Europas: Zwischen französischem Nuklearnationalismus und deutschem Nuklearpazifismus*, Verlag und Versandbuchhandlung Europäische Perspektiven GmbH, Berlin 1984

BÜLOW von, Katharina, « Pacifisme, une idéologie » in *L'Allemagne et l'avenir de l'Europe. Actes du colloque de Strasbourg du 27 et 28/01/1984*, Éditions Anthropos, Paris 1984

COLARD, Daniel, « Les mouvements pacifistes en Europe » in *Documents* 2/1983, p. 206-217

COLARD, Daniel: « Friedensbewegung auf deutsch und auf französisch. Ursachen und Mechanismen einer Asymmetrie » in *Dokumente* 3/1983, p. 204-212

COLARD, Daniel, « Les mouvements pacifistes en Europe » in *ARES Défense et Sécurité,* 1982

DUROSELLE, Jean-Baptiste, « Les précédents historiques: pacifisme des années 30 et neutralisme des années 50 » in LELLOUCHE, Pierre (dir.), *Pacifisme et dissuasion* , Travaux et recherches de l'IFRI, Paris1983

FRITSCH-BOURNAZEL, Renata, « La France et la contestation antinucléaire en RFA » in *Allemagnes d'aujourd'hui. Revue française d'information sur les deux Allemagnes*, n° 89, juillet-septembre 1984, p. 55-71

GNESOTTO, Nicole, « La France, fille aînée de l'Alliance? » in LELLOUCHE, Pierre (dir.), *Pacifisme et dissuasion* , Travaux et recherches de l'IFRI, Paris 1983

KOPPE, Karlheinz, « Der Einfluss der Friedensbewegung auf die Sicherheitspolitik und die Ost-West-Beziehungen » in VEIT, Winfried, *Alptraum Deutschland? Europas Sicherheit und die deutsch-französischen Beziehungen*, Internationale Politik, Friedrich-Ebert-Stiftung, Bonn 1985

LELLOCHE, Pierre, « La contestation pacifiste et l'avenir de la sécurité de l'Europe », in LELLOUCHE, Pierre (dir.), *Pacifisme et dissuasion* , Travaux et recherches de l'IFRI, Paris 1983

MECHTERSHEIMER, Alfed, « Die deutsche Friedensbewegung auf dem Weg zu einer emanzipatorischen Friedens- und Sicherheitspolitik », in BOURDET, Claude/ MECHTERSHEIMER, Alfred (dir.), *Europäisierung Europas : zwischen französischem Nuklearnationalismus und deutschem Nuklearpazifismus*, Verlag- und Versandbuchhandlung Europäische Perspektiven, Berlin 1984

MOÏSI, Dominique, « Les limites du consensus » in LELLOUCHE, Pierre (dir.), *Pacifisme et dissuasion* , Travaux et recherches de l'IFRI, Paris 1983

SCHILD, Axel, « Innere Entwicklung der Bundesrepublik bis 1989 », in *Informationen zur politischen Bildung: Deutschland in den 70er und 80er Jahren*, n° 270, Bundeszentrale für politische Bildung, Berlin 2001

WASMUTH, Ulrike C., *Friedensbewegung der 80er Jahre. Zur Analyse ihrer aktuellen Entstehungsbedingungen in der Bundesrepublik Deutschland und in den Vereinigten Staaten von Amerika nach 1945: Ein Vergleich* , Fokus Verlag GmbH, Gießen 1987

Relations bipartites

DOHRMANN, Nicolas, *Les relations entre la SFIO et le SPD dans l'immédiat après-guerre (1945-1953)*, thèse de doctorat soutenue à l'École nationale des chartes, Paris 2003

DREYFUS, Michel, « L'Europe des Socialistes », Éditions Complexe, Bruxelles 1991, p. 308

FLANDRE, Christelle, *Socialisme ou Social-démocratie. Regards croisés français allemands, 1971-1981*, L'Harmattan, Paris 2006

GROSSER, Alfred, « France-Allemagne: 1936-1986 » in *Politique étrangère*, n° 1, 1986, p. 248

MIARD-DELACROIX, Hélène, *Partenaires de choix? Le chancelier Schmidt et la France. 1974-1982*, Lang, Berne 1993

WIELGOSS, Tanja, *PS und SPD im europäischen Integrationsprozess*, thèse pour le doctorat en sciences politiques, Baden-Baden 2002

WREDE-BOUVIER, Beatrix, « Unter Brüdern ! Zur 'Fraternité' zwischen französischen Sozialisten und deutschen Sozialdemokraten » in *Frankreich Jahrbuch 1993*, Deutsch-Französisches Institut, Leske und Budrich Verlag, Opladen 1993, p. 239-253

« Willy Brandt und Frankreich », actes du colloque de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich du 8 au 9 mai 2003 in *AHF-Information*, N° 058, 27/06/2003

Social-démocratie allemande

GEBAUER, Annekatrin, *Der Richtungsstreit in der SPD. Seeheimer Kreis und Neue Linke im innerparteilichen Machtkampf*, thèse pour le doctorat en sciences politiques, Universität Koblenz-Landau, 2003

HUSEMANN, Friedrich W. / SIEGERT, Wolfgang, « Helmut Schmidt et les incertitudes allemandes » dans *Documents* 1/1982, p. 38-58

KAHRS, Johannes/ VIEHBECK Sandra, *In der Mitte der Partei. Gründung, Geschichte und Wirken des Seeheimer Kreises*, Seeheimer e.V., Berlin, 2005

MERTENS, Martin, *Die sozialdemokratische Partei Deutschlands*, Bundeszentrale für politische Bildung, http://www.bpb.de/themen/BG7OHI,0,Die_Sozialdemokratische_Partei_Deutschlands_%28SPD%29.html [consulté le 23/05/2008]

OPPELN von, Sabine, « L'échec du SPD: l'occasion d'un examen et d'un retour aux sources » in *Documents* 2/1983

SANDOZ, Gérard, « Le SPD : un parti et les hommes sur la brèche » in *Documents* 2/1982, p. 39-48

THRÄNERT, Oliver, "Helmut Schmidt '77. In der nuklearen Grauzone: Londoner Rede tritt Nachrüstung los“, in: *Die Neue Gesellschaft Frankfurter Hefte,* Numéro 1–2/2001

Socialisme français

BENOIT, Loïck, « François Mitterrand et la défense nucléaire de l'Europe » in *Revue de Recherche Juridique - Droit Prospectif*, 2/1998, p. 639-653

BERGOUNIOUX, Alain / GRUNBERG, Gérard, *Le long remords du pouvoir*, Éditions Fayard, Paris 2005

VEIT, Winfried, *Linke Realpolitik. Frankreichs Außenpolitik unter Mitterrand*, Friedrich Ebert Stiftung, Bonn 1984

MEYER ZU NATRUP, Friedhelm B., *Sozialismus und Verteidigung. Die Sicherheitspolitik der Parti socialiste und der sozialistischen Regierung Frankreichs 1970-1985*, Forschungsbericht 52 im Auftrag der Konrad Adenauer Stiftung, Verlag Ernst Knoth GmbH, Melle 1986

Contexte International & Politique de sécurité

GÖRTEMARKER, Mannfred, « Krisen und Neubeginn der Ost-West-Kooperation » in *Internationale Beziehungen I* (Heft 245), Informationen zur politischen Bildung, Bonn 2003

HAFTENDORN, Helga, *Sicherheit und Stabilität. Außenbeziehungen der Bundesrepublik zwischen Ölkrise und Nato-Doppelbeschluss*, Deutscher Taschenbuchverlag GmbH & CoKG, München 1986

HASSNER, Pierre, « De l'équilibre de la terreur à la terreur de l'équilibre? » in *Esprit*, juillet 1983

LELLOUCHE, Pierre, « France and the Euromissiles » in *Foreign Affairs* Vol. 62 n°2, 1983

POIRIER, Lucien, *Des stratégies nucléaires*, Hachette, Paris 1977

ROMER, Jean-Christophe, *Le monde en crises depuis 1973, Triophe et décadence de la bipolarité,* Ellipses, Paris 1997

SCHNEIDER, Wolfgang, *Kalter Krieg, Koexistenz und kleine Schritte. Willy Brandt und die Deutschlandpolitik 1948 – 1963*, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2001

SCHÜTZE, Walter, « Common Security. A Programme for Disarmament, Rapport de la commission Palme » in Politique Étrangère vol. 47 n°3, 1982, p.782-784

Théorie Socialiste

LELLOUCHE, Serge, « La critique du totalitarisme et le déclin du marxisme » in *Sciences Humaines*, Hors-série n°30, décembre 2000/janvier, février 2001

MITTAG, Jürgen, *Sozialdemokratische Parteienkooperation im Spannungsverhältnis von Nationalstaat, europäischer Integration und Internationalismus*, Online-Akademie der Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), http://www.fes-online-akademie.de/modul.php?md=8&c=texte&id=44051 [consulté le 08/06/2008]

Ouvrages généraux

KINDER, Hermann (et al.), *dtv-Atlas Weltgeschichte*, tome II, Deutscher Taschenbuchverlag, München 2006

WILHARM, Irmgard (dir.), *Deutsche Geschichte 1962–1983*, tome II, Fischer Taschenbuch-Verlag, Frankfurt am Main 1985

WOLFRUM, Edgar, *Die geglückte Demokratie. Die Geschichte der Bundesrepublik Deutschland von ihren Anfängen bis zur Gegenwart*, Pantheon Verlag, Stuttgart 2007

Brockhaus Enzyklopädie, 19ème édition, Mannheim 1986

Dictionnaire de l'Académie française, neuvième édition, 1992, version informatisée http://atilf.atilf.fr/academie9.htm [consulté le 11 juin 2008]

Dictionnaire du français contemporain, Larousse, Paris 1971

Loi fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne, traduction française édité par le Bundestag allemand, Section des Relations publiques, Berlin 2007

Glossaire

APO	Außerparlamentarische Opposition (opposition non parlementaire)
CDU	Christlich-demokratische Union Deutschlands (Union chrétienne-démocrate d'Allemagne)
CERES	Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste
CODENE	Comité pour le désarmement nucléaire en Europe
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
CSU	Christlich-Soziale Union in Bayern (Union chrétienne-sociale en Bavière)
FES	Friedrich-Ebert-Stiftung (Fondation Friedrich Ebert)
FDP	Freie Demokratische Partei (Parti libéral-démocrate)
FJJ	Fondation Jean Jaurès
IFRI	Institut français de relations internationales
INF	Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty
IS	Internationale Socialiste
JUSOS	Jungsozialisten (jeunes socialistes)
MAN	Mouvement d'action non-violente
MDPL	Mouvement pour le désarmement, la paix, la liberté
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PCF	Parti communiste français
PS	Parti socialiste
PSU	Parti socialiste unifié
RDA	République démocratique allemande
RFA	République fédérale d'Allemagne
SALT	Strategic Arms Limitation Talks (négociations sur la limitation des armes stratégiques)
SED	Sozialistische Einheitspartei Deutschlands (Parti socialiste unifié d'Allemagne)
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière
SPD	Sozialdemokratische Partei Deutschlands (Parti social-démocrate d'Allemagne)

START	Strategic Arms Reduction Treaty (Traité de réduction des armes stratégiques)
TNF	Theater Nuclear Forces (Forces Nucléaires de Théâtre)
UEO	Union Européenne Occidentale
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques